

Dates - Repères chronologiques

**La
France
de
122 av. J.C.
jusqu'à 1914**

Michel MASSÉNAT



Michel Massénat
Réalisé le 29 novembre 2006

CONQUÊTE DE LA GAULE PAR LES ROMAINS

122 av. J.-C. Conquête du Midi de la Gaule. Fondation d'Aix.

58 av. J.-C. Commencement de la conquête générale des Gaules par Jules César. Il bat les Helvètes près d'Autun et rejette au-delà du Rhin les Suèves commandés par Arioviste.

57 av. J.-C. Campagne des Romains contre les Belges, qui sont battus sur l'Aisne et sur la Sambre. Crassus, général romain, soumet une partie de l'Armorique.

56 av. J.-C. Les Gaulois commencent à organiser la défense générale de leurs territoires. Jules César achève la soumission de la péninsule armoricaine. Crassus soumet l'Aquitaine.

55 av. J.-C. Les tribus germaniques sont rejetées par les Romains au-delà du Rhin. La plus grande partie des Gaules paraît alors soumise. Les Romains passent en Angleterre dont ils projettent la conquête.

54 av. J.-C. Insurrection de la Gaule Belgique contre les Romains. Ambiorix, chef des Eburons, massacre une légion romaine. César bat les Nerviens. Labienus, un des lieutenants de César, bat les Trévires.

53 av. J.-C. Les Belges se soulèvent de nouveau sous le commandement d'Ambiorix. Ce dernier est vaincu, mais il échappe aux légions romaines. Une tentative d'invasion des Germains est repoussée par les Romains.

51 av. J.-C. Fin de la conquête de la Gaule par Jules César, qui bat successivement les Eburons et les Trévires, et réduit les derniers efforts des Arvernes. La domination romaine est, dès cette année-là, assurée sur toute la Gaule.

51 av. J.-C. à 406 ap. J.-C.

La Gaule vit, se civilise et prospère sous l'administration romaine ; le Christianisme y devient la religion dominante

406 Commencement des Invasions des Barbares.

Les Burgondes (venus du bassin de la Wartha) (Allemagne), puis les Francs (venus d'entre Weser, Main et Rhin) pénètrent successivement par petites bandes armées, dans la Gaule romaine. Après eux viennent les Wisigoths (originaires des bords du Danube).

412 En 410, Alaric, roi des Wisigoths, s'était emparé de Rome qu'il avait livrée au pillage. Il mourut en 412 et eut pour successeur Ataulphe son beau-père, qui épousa Placidie, fille de Théodose le Grand. Les Romains lui accordèrent pour ses hordes, qu'ils espéraient détourner ainsi de leurs projets sur l'Italie, des territoires dans la Gaule méridionale (Aquitaine).

413 Les Burgondes s'établissent en Gaule, dans le bassin du Rhône.

420 Les Francs envahissent en masse le Nord de la Gaule.

LES MÉROVINGIENS

448 Le chef Franc Mérovée est élevé sur le pavois (est reconnu pour chef par toutes les tribus franques occupant le même territoire dans la Gaule). De lui sortira la Première race des rois de France.

Mérovée
451 Les Huns, conduits par Attila, envahissent la Gaule, et se répandent jusque dans la région de Lutèce, dont ils s'éloignent devant l'attitude résolue de ses habitants, encouragés par sainte Geneviève. Peu après ils sont battus près de Châlons-sur-Marne par les forces réunies du général romain Aétius et des chefs francs, Mérovée et Théodoric. Attila vaincu, passe avec ses hordes en Italie.

Childéric Ier
458 Childéric Ier succède à Mérovée en qualité de chef ou roi des Francs ; ses compagnons l'exilent en Thuringe à cause de ses débauches, et offrent le pouvoir au général romain Egidius, mais ils ne tardent pas à se lasser d'obéir à un étranger, et ils rappellent leur roi. Il eut pour épouse Basine.

476 Un chef Hérule, Odoacre, s'empare de Rome, et dépose le dernier empereur, Romulus Augustule. Cet événement met fin à l'empire romain d'Occident (dont la Gaule était une province). Cependant l'autorité romaine continuera quelques années encore à s'exercer dans quelques parties de la Gaule.

481 Clovis (fils de Childéric Ier et de Basine) succède à Childéric Ier. A ce moment, six peuples différents dominent sur la Gaule : les Francs en Belgique (et Nord de la France actuelle), les Alamans entre les Vosges et le Rhin, les Burgondes dans les vallées du Rhône et de la Saône, les Wisigoths entre la Loire et les Pyrénées, les Armoricains en Bretagne, Anjou et Maine ; enfin, ce qu'il reste des Romains, dans les vallées de la Marne et de l'Oise.

486 Clovis bat à Soissons Syagrius, le dernier représentant du pouvoir romain en Gaule. Cet événement marque la fin de la domination romaine en Gaule.

Clovis
493 Clovis épouse Clotilde ; elle prépare par ses exhortations sa conversion au christianisme.

496 Clovis marche contre les Alamans dans le but d'arrêter leurs invasions. Il les bat à Tolbiac. A la suite de cette victoire, il embrasse avec ses compagnons le christianisme, et est baptisé par saint Rémy, évêque de Reims, avec 3 000 de ses guerriers.

500 Clovis marche contre les Burgondes et bat, près de Dijon, à l'Ouche, leur chef Gondebaud, qui est dès lors obligé de lui payer tribut.

- 507** Alaric II, roi des Wisigoths, qui était Arien, persécutait les évêques d'Aquitaine. Ceux-ci implorèrent la protection de Clovis, qui marcha contre le roi Wisigoth, le battit à Vouillé, près de Poitiers, et le tua de sa propre main. Cette victoire étendit la domination de Clovis jusqu'aux Pyrénées.
- **511** Mort de Clovis. Partage de son royaume entre ses quatre fils. Thierry régnera à Metz sur l'Austrasie ; Clodomir à Orléans ; Childebart à Paris ; Clotaire à Soissons (Neustrie).
- 523** Les quatre fils de Clovis concluent une alliance pour faire ensemble la conquête de la Bourgogne.
- 524** Dans cette guerre, Clodomir, roi d'Orléans, est tué au combat de Véséronce. Ses frères Childebart et Clotaire font assassiner ses enfants (dont un leur échappe et deviendra moine sous le nom de saint Cloud), afin de se partager leur héritage. Un peu plus tard, Thierry se signale par une expédition contre l'Auvergne, et meurt. Son fils Théodebert qui lui succède, essaie, sans y parvenir, de conquérir l'Italie.
- Clotaire* **548** Mort de Théodebert, roi d'Austrasie. Son fils Théodebald lui succède.
- 555** Mort de Théodebald.
- 558** Mort de Childebart, roi de Paris. Héritant de ses trois frères, Clotaire réunit toute la monarchie.
- **561** Mort de Clotaire et partage par tirage au sort de la monarchie, entre ses quatre fils : Caribert (Paris), Gontran (Orléans), Sigebert (Metz) et Chilpéric (Soissons).
- 566** Sigebert épouse Brunehaut, fille d'Athanagilde, roi des Wisigoths d'Espagne, née en 534.
- 567** Mort de Caribert, roi de Paris, causée par ses excès de toute sorte. Chilpéric épouse Galswinthe, sœur de Brunehaut.
- 568** Commencement de la lutte, qui durera près d'un siècle et demi, entre les Francs de l'est ou Ripuaires, du royaume d'Austrasie, et les Francs de l'ouest, du royaume de Neustrie. Mort de Galswinthe, que la concubine de Chilpéric, Frédégonde, fait étrangler pour prendre sa place.
- 575** Mort de Sigebert, roi d'Austrasie. Sa veuve Brunehaut gouverne à sa place, en attendant que leur fils Childebart II soit en état de régner.
- 584** Chilpéric, roi de Soissons, meurt assassiné par ordre de sa femme Frédégonde, qui prend le pouvoir, et gouverne jusqu'à ce que leur fils Clotaire II soit en état de régner.
- 587** Traité d'Andelot, entre Gontran, roi d'Orléans et Childebart II, fils de Sigebert, roi de Metz. Ce traité est relatif à la possession des fiefs par les leudes (compagnons d'armes des précédents rois) ; Gontran et Childebart y renouvellent leur alliance, et se font donation de leurs royaumes au dernier survivant.
- 593** Mort de Gontran et de Childebart II. Ce dernier laisse deux fils : Théodebert II et Thierry II, qui règnent très peu de temps en Austrasie, Bourgogne et Orléans.
- 596** Victoires de Frédégonde à Driossy et à Latofao sur les Austrasiens.
- 597** Mort de Frédégonde. Son fils Clotaire II exerçait déjà le pouvoir.
- 600 et 604** Victoires des Austrasiens sur les Neustriens, à Dormelles et à Etampes.
- 613** Mort de Brunehaut. Les Austrasiens, de nouveau vaincus par les Neustriens de Clotaire II, fils de Chilpéric et de Frédégonde, la lui livrent et il la fait périr ignominieusement. Clotaire II réunit toute la monarchie. L'empire des Francs s'étend alors du Weser à la Garonne, comprenant les royaumes d'Austrasie, Bourgogne et Neustrie, qui ont chacun leur administration particulière.
- 615** Clotaire II confirme en faveur des leudes l'inamovibilité de leurs fiefs, et aux évêques l'élection par les fidèles et le droit d'être jugés par leurs égaux.
- 628** Mort de Clotaire II. Avènement de Dagobert, son fils.
- 628-638** Règne de Dagobert, pendant lequel eurent lieu des expéditions heureuses contre les Saxons et les Bretons, et qui fut marqué par une véritable prospérité à l'intérieur. Dagobert eut pour ministres le célèbre saint Eloi, orfèvre, évêque de Noyon, saint Ouen, évêque de Rouen et Pépin de Landen qui fut la tige des Carolingiens. Fondation du duché d'Aquitaine en faveur de Caribert, frère de Dagobert. Fondation de l'Abbaye de Saint-Denis, qui fut par la suite le lieu de sépulture des rois de France.
- 639** Mort de Dagobert. Pépin de Landen, maire du palais en Austrasie, s'empare du pouvoir, le successeur de Dagobert, Sigebert III, étant encore mineur. (Grimoald, fils de Pépin de Landen, lui succède et, à la mort de Sigebert III, tente de faire couronner son propre fils, mais il est assassiné par les Francs fidèles à la famille de Dagobert. Sigebert II n'a pas régné.). Dagobert laissait deux fils : Sigebert III et Clovis II qui furent les premiers rois fainéants, ainsi surnommés parce qu'ils laissaient le gouvernement aux mains des maires du palais. Clovis II épousa sainte Bathilde. Ces deux princes moururent en 656. Clovis II laissait trois fils : Clotaire III, Childéric II, Thierry III.
- 656-670** Règne de Clotaire III en Neustrie. Ebroïn, maire du palais, gouverne à partir de 659, jusqu'en 681 ; à la mort de Clotaire, il fait élire pour lui succéder Thierry III, dont l'autorité reste précaire jusqu'en 673.
- 656-673** Règne de Childéric II sur l'Austrasie et la Bourgogne. Seul roi en 670, il eut pour conseiller saint Léger. Il périt assassiné en 673 par un de ses leudes (Bodilon).

<i>Tige des Carolingiens</i>	673	Avènement de Thierry III (frère des précédents) qui réunit toute la monarchie franque, et règne sous la tutelle d'Ébroïn.
	674	Dagobert II prend le pouvoir en Austrasie ; meurt en 679.
	680-687	Ébroïn est assassiné après sa victoire à Latofao, sur le maire du palais d'Austrasie, <u>Pépin d'Héristal</u> (petit-fils de Pépin de Landen). Les Neustriens commandés par Berthaire, successeur d'Ébroïn, sont définitivement battus à Testry par Pépin d'Héristal ; Berthaire y perd la vie (687). Pépin d'Héristal gouverne seul.
	691-715	Cette période voit se succéder trois rois en Neustrie et Bourgogne, à savoir : Clovis III fils de Thierry III (691-711) ; Childébert III fils de Thierry III (695-711) ; Dagobert III fils du précédent (711-715).
	714	Avènement comme maire du palais d'Austrasie, de <u>Charles (Martel)</u> , fils de Pépin d'Héristal. Il gouvernera seul jusqu'en 737 les États francs (qui ont pour rois Chilpéric II, Clotaire IV, Thierry IV), et pendant l'interrègne, de 737 à 741.
	715-717	Règne de Chilpéric II sous la tutelle de Charles Martel ; en 717, victoire de ce dernier sur les Neustriens à Vincy.
	717-720	Règne de Clotaire IV sous la tutelle de Charles Martel ; en 719, victoire de ce dernier sur les Neustriens à Soissons : c'est le dernier acte de la lutte entre l'Austrasie et la Neustrie qui dès lors n'a plus d'existence politique.
	720-737	Règne de Thierry IV, dirigé comme les précédents par Charles Martel.
	732	En cette année, Charles Martel remporte sur les Sarrasins d'Espagne, qui avaient envahi et occupaient le Midi de la France, la sanglante victoire de Poitiers qui arrête pour toujours les conquêtes des Musulmans et les oblige à se replier jusqu'en Provence. C'est à l'occasion de cette bataille que fut donné à Charles le surnom de Martel, parce qu'il y écrasait les ennemis de sa masse d'armes comme avec un marteau.
	737-742	Interrègne. Gouvernement de Charles Martel jusqu'en 741, puis de <u>Pépin le Bref</u> , son fils.
	739	Charles Martel enlève la Provence aux Sarrasins.
	742-752	Règne de Childéric III, avec Pépin le Bref pour maire du palais. Sous ce règne, Pépin (surnommé le Bref à cause de sa petite taille) fit victorieusement la guerre aux Francs de l'est au nord : Saxons, Allemands et Bavarois qu'il contraignit au respect des droits de Childéric III.

LES CAROLINGIENS

<i>Pépin le Bref</i>	752	Pépin le Bref, avec l'assentiment du pape Zacharie, fait déposer par l'assemblée des leudes Childéric III qui se retire à Saint Orner dans un monastère où il finira ses jours. C'est le dernier roi mérovingien en même temps que le dernier « roi fainéant ». Pépin le Bref est acclamé comme roi, à Soissons, par l'assemblée des chefs et des évêques et porté sur le pavois. Peu de temps après, il va se faire sacrer par Boniface, l'évêque de Mayence.
	754	Pépin le Bref est sacré roi une deuxième fois à Reims, par le pape Étienne II qui était venu en France pour implorer le secours de ses armes contre les Lombards qui menaçaient le Saint-Siège.
	754-768	Pépin le Bref, pour assurer la sécurité du Saint-Siège, fait la guerre à Astolphe, roi des Lombards. Il enlève à ce dernier l'Exarchat de Ravenne et la Pentapole, dont il fait don au Saint-Siège, fondant ainsi la puissance temporelle des Papes. En outre, après une campagne sans résultat contre les Saxons, il fait la guerre aux Sarrasins encore établis en Provence et dans la Septimanie, et les rejette définitivement au-delà des Pyrénées ; enfin, il s'attaque aux Aquitains dont le duc, Waïfre descendant de Caribert, frère de Dagobert, refuse de se soumettre à lui. Mort de Waïfre assassiné, croit-on, à l'instigation de Pépin ; cette mort ne met pas fin à la lutte opiniâtrement soutenue par les Aquitains.
	768	Mort de Pépin le Bref. Avant de mourir, il avait partagé ses États entre ses deux fils : Charles et Carloman. Charles entre en possession de ceux qui ne sont pas attribués à son frère, avec lequel il continue la guerre contre les Aquitains.
	768-771	Règne de Carloman sur Austrasie, Bourgogne et Provence. Il meurt en 771, ne laissant que deux enfants en bas âge. Charles usurpe sa succession, au détriment de ses neveux, qui vont se réfugier auprès de Didier, roi des Lombards.
	771	Charles (futur Charlemagne) devient seul roi de tous les États sur lesquels avait régné Pépin le Bref. Son long règne est un des plus remplis et des plus glorieux de l'Histoire.
	772-805	Guerre contre les Saxons (en trois périodes) : 772-776, prise de la ville saxonne d'Éhresburg, et destruction du temple et de l'idole d'Irmensul, divinité des Saxons. 777-785 : Les Saxons, en apprenant que Charles vient de subir un grave revers à Roncevaux, violent la trêve qu'ils avaient conclue avec lui à Paderborn et qui avait mis un terme à la première période d'hostilités ; ils envahissent le royaume franc et y commettent de grands ravages. Charles revient d'Espagne à marches forcées et inflige aux Saxons une sanglante défaite à la suite de laquelle il fait décapiter 4 500 des leurs, prisonniers. Cela détermine Witikind, leur roi, à se soumettre et à venir à Attigny, où réside Charles, demander le baptême.
	793-805	Après quelques années de tranquillité relative, les Saxons recommencent la guerre. Pour en finir avec eux, Charles fait enlever 10 500 de leurs familles qu'il dissémine en leur accordant des terres dans le Centre et le Midi de la France.
	772-805	

Charlemagne

- 774** Guerre contre les Lombards. Didier, leur roi, avait recueilli les neveux de Charles, et avec eux, un certain nombre de Francs ennemis du nouveau règne. De plus, il ne cessait d'inquiéter le Saint-Siège. Charles franchit les Alpes, s'empare de Pavie, fait prisonnier Didier qu'il envoie finir ses jours dans un cloître à Corbie, et se proclame lui-même roi des Lombards, à Monza, près de Milan.
- 778** Guerre contre les Arabes d'Espagne, entreprise contre le calife de Cordoue, tant sur la sollicitation de quelques émirs du Nord qui avaient à se plaindre de lui, que dans le but d'améliorer la condition des chrétiens d'Espagne, et de reculer le plus loin possible des Pyrénées, les foyers possibles d'invasions sarrasines en France. Charles porta victorieusement ses armes jusqu'à l'Ebre. Mais la fin de l'expédition ne fut pas heureuse. Au cours de la retraite qui la couronna, son arrière-garde tomba dans une embuscade, à Roncevaux où périt Roland, neveu de Charles. (C'est en apprenant ce revers que les Saxons s'étaient révoltés.)
- 787** Guerre contre les Bavaois aidés par le duc de Bénévent. Pour prévenir leurs attaques, Charles marcha contre eux ; le duc de Bénévent fut tué. Le duc de Bavière, condamné à mort par les chefs francs, obtint de Charles la vie sauve, mais fut enfermé pour le reste de ses jours à l'abbaye de Jumièges. Charles annexa la Bavière à ses Etats.
- 788-796** Cette période fut occupée par une guerre dirigée par Pépin, fils de Charles, contre les Avars, descendants des Huns, pour mettre un terme à leurs incursions sur les territoires de la monarchie. Elle fut couronnée du succès que Charles en espérait et rapporta à ses troupes un immense butin.
- 800** Charles est proclamé empereur d'Occident, à Rome, par le pape Léon III, le jour de Noël. A cette occasion, le pape lui met sur la tête la couronne des empereurs romains. Le peuple assemblé ratifie par ses acclamations l'acte du souverain pontife. Première apparition des Normands (pirates scandinaves) sur les côtes de France.
- 768-814** Le long règne de Charlemagne est aussi glorieux par les institutions qu'il donna à la France que par les guerres dans lesquelles il triompha. Il s'efforça de civiliser les peuples soumis par ses armes. Dans ses États, il introduisit, ou selon le cas, développa l'instruction du peuple, il institua des magistrats qui rendaient la justice à demeure, et d'autres qui pour la rendre faisaient de véritables tournées d'inspection : les missi dominici contrôlaient en même temps les actes des fonctionnaires dont les uns étaient nommés par le pouvoir, les autres à l'élection. Deux fois par an, le roi réunissait dans une assemblée les chefs et les évêques (en automne) et des représentants de toutes les classes de la société (en mai), afin de prendre l'avis des premiers sur les choses du gouvernement, et de permettre aux seconds de délibérer utilement sur leurs intérêts. Les Capitulaires sont un recueil de décrets par lesquels Charles réglementait l'administration de la justice et les choses de la guerre. La grande puissance de Charles incitait tous les autres souverains à rechercher son amitié. C'est ainsi qu'il reçut une ambassade chargée par le calife d'Orient, Haroun al-rachid de lui remettre de riches présents et de solliciter son alliance. Le commerce sous ce règne fut florissant, et d'excellentes mesures de police assuraient la tranquillité intérieure de l'État. L'immense Empire carolingien s'étendait entre la mer Baltique, l'Eider, la mer du Nord, l'Océan Atlantique, l'Ebre, la Méditerranée, la Pescara et le Garigliano, l'Adriatique, la Bosna, la Save, la Theiss et l'Oder. La capitale était Aix-la-Chapelle, où se voit encore le tombeau du grand empereur. Partage de l'Empire. Charlemagne avait fait des rois de ses trois fils, en leur donnant à chacun une partie de son empire. Pépin avait reçu l'Italie et Charles l'Allemagne ; Louis, l'Aquitaine. Pépin mourut avant l'empereur et son royaume échut à son fils Bernard ; Charles étant mort aussi avant son père eut pour héritier Louis (le Débonnaire).
- 814** Mort de Charles, que la postérité a appelé Charlemagne (Charles le Grand). Avènement de Louis Ier le Débonnaire. Ce prince régnait déjà sur les Aquitains et les Allemands, lorsque lui échut l'immense empire de Charlemagne.
- 817** Trouvant trop lourd pour un seul le gouvernement de tant de peuples différents, Louis procéda à un partage de ses territoires entre ses trois fils : Lothaire, Pépin et Louis. Lothaire était associé à l'Empire, à Pépin échut l'Aquitaine, à Louis la Bavière (ce fut Louis le Germanique). Ces deux derniers ne pouvaient entreprendre de guerre, ni conclure de traité sans l'autorisation de Lothaire. Bernard, leur cousin, fut confirmé dans sa possession de l'Italie, que d'ailleurs Charlemagne lui avait reconnue à la mort de son père ; cependant il se crut lésé par ces dispositions ; il se révolta contre son oncle, entre les mains duquel il tomba par trahison et qui, pour le punir, lui fit crever les yeux, ce dont il mourut. Louis crut expier ce crime en en faisant pénitence publiquement, à Attigny.
- 829-830** De sa seconde femme appelée Judith de Bavière, épousée en 819, Louis eut un fils, Charles (qui plus tard fut surnommé le Chauve), auquel il voulut assurer aussi un royaume, et dans ce but il prétendit remanier le partage fait en 817. Les trois premiers fils, nés d'Ermengarde, la première femme, protestèrent les armes à la main contre cette décision. Vainqueurs de leur père, ils le déposèrent. Cependant cette déposition ne fut pas sanctionnée par l'assemblée des Grands, à Nimègue, et d'ailleurs les trois révoltés étant entrés en composition, Louis reprit possession de son trône.
- 833-834** Ces événements n'avaient pas fait renoncer Louis à l'idée d'un nouveau partage. A peine rétabli sur le trône, il chercha à déposséder son fils Pépin de l'Aquitaine pour la donner à Charles, fils de Judith. Lothaire et Louis le Germanique se jugeant menacés par les nouveaux projets de leur père prirent les armes contre lui et l'attaquèrent à Colmar. Abandonné par ses soldats, Louis le Débonnaire tomba aux mains des révoltés, qui le déposèrent de nouveau en lui infligeant, à Soissons, une sorte de dégradation publique. Cependant la masse de ses sujets lui était restée fidèle et n'apprit qu'avec indignation l'outrage qu'il venait de subir. Les évêques réunis à Thionville condamnèrent solennellement les actes de ses fils et le remirent en possession du trône.
- 838** Mort de Pépin, roi des Aquitains.
- 840** Louis le Germanique exigeant, contre les intentions de son père, une part de l'héritage de Pépin, Louis le Débonnaire

marcha contre lui, mais la mort le surprit au cours de cette campagne. Pendant ce règne, les Normands continuèrent leurs incursions armées en diverses parties du littoral de l'Empire. En 838, ils remontèrent la Loire et le Loiret et pillèrent la ville d'Orléans.

- Charles le Chauve*
- 841** Louis le Débonnaire ayant de bonne heure associé à l'Empire son fils Lothaire, celui-ci entendit, après le décès du père, exercer l'autorité impériale et garder ses frères sous son contrôle. Ces derniers se révoltèrent contre ces prétentions et prirent les armes contre leur aîné (c'étaient Charles le Chauve et Louis le Germanique) ; ils le battirent à la bataille de Fontanet.
- 842** Cependant la défaite de Lothaire n'avait pas altéré son prestige, ni réduit sa puissance. En vue de la continuation de la lutte contre lui, Charles et Louis renouvelèrent leur alliance, à Strasbourg, par un acte rédigé en français et en allemand, appelé Serment de Strasbourg auquel participèrent leurs compagnons et qui est resté célèbre pour nous, parce que c'est le premier texte français que l'on possède, les actes publics et privés étant jusqu'alors exclusivement rédigés en latin.
- 843** L'attitude résolue de ses frères incita Lothaire à entrer en composition. Entre eux trois intervint le Traité de Verdun par lequel ils se partagèrent l'Empire. Charles le Chauve eut la Gaule comprise entre l'Océan, l'Escaut, la Meuse, la Saône et l'Ebre. Ce vaste territoire, d'un seul tenant, constitua le royaume de France ; on peut donc dire que Charles le Chauve a été le premier roi de France. Louis le Germanique conserva la Germanie ; Lothaire eut l'Italie et les territoires compris entre les deux autres royaumes (ce fut la Lotharingie, d'où est venu le nom de Lorraine) et conserva le titre d'empereur.
- 845** Les Normands remontent le cours de la Seine sur leurs barques et pillent les environs de Paris.
- 847** Charles le Chauve rend l'édit de Marron, près de Maëstricht, par lequel les seigneurs sont dispensés de suivre le roi à la guerre à moins que ce ne soit contre l'étranger, et les hommes libres ont la faculté de choisir leur suzerain autre que le roi. Vers cette époque, le roi reconnaît la souveraineté du duc de Bretagne; il constitue le duché de France, dont le premier titulaire est Robert surnommé le Fort (tige des Capétiens : il fut le bisaïeul de Hugues Capet) ; et le comté de Flandre en faveur de son gendre Baudouin Bras-de-Fer.
- 866** Par faiblesse ou incapacité, Charles le Chauve n'avait organisé aucune défense générale contre les Normands qui devenaient de jour en jour plus audacieux et pénétraient en France par tous les fleuves; il avait cru suffisant de laisser à chaque seigneur riverain la défense de son territoire. Les pirates s'étaient établis en France en plusieurs endroits, notamment dans l'île d'Oyssel, près de Rouen et dans l'île de Noirmoutier d'où ils partaient pour infester les contrées d'alentour et où ils remisaient leur butin. Un de leurs chefs, Hastings, qui avait été serf aux environs de Troyes, était particulièrement redoutable. Robert le Fort réunit les forces de quelques autres seigneurs pour marcher contre lui ; une bataille se livra près de Bris Sarthe dans l'Anjou, où Hastings fut battu, mais Robert le Fort y perdit la vie.
- 877** En cette année fut dressé, par Charles le Chauve, le capitulaire de Kiersy-sur-Oise (capitulaire: ordonnances, ou recueil d'ordonnances, divisé en chapitres) qui assurait aux seigneurs l'hérédité des fiefs, charges et dignités qu'ils n'avaient possédés jusqu'alors qu'à titre temporaire. Mort de Lothaire, empereur d'Italie. Charles le Chauve passe promptement les Alpes dans le but de s'emparer du trône devenu vacant et réussit en effet à se faire couronner empereur à Rome ; mais en s'en retournant, il meurt, au pied du mont Colis.
- 871- 879** Règne de Louis II le Bègue, fils de Charles le Chauve (né en 846), qui ne se distingua que par la facilité avec laquelle il se laissa arracher de nouveaux fiefs par les seigneurs de son entourage. Cependant Bernard, duc de Septimanie, s'étant révolté contre son autorité, il allait se mettre en route pour le châtier, lorsqu'il mourut. En cette même année, Boson, beau-frère de Charles le Chauve, fonda à son profit le royaume d'Arles (dit aussi de Provence, ou de Bourgogne cisjurane).
- 879** Louis III et Carloman, fils de Louis le Bègue recueillirent sa succession et régnèrent de concert, bien qu'ils se fussent partagé le royaume de telle sorte que Carloman avait l'Aquitaine et la Bourgogne. Louis avait dû abandonner une partie de la Lorraine à Louis de Germanie. Les deux frères dirigèrent une expédition contre leur oncle Boson, se trouvant frustrés des territoires que celui-ci s'était adjugés pour les ériger en royaume ; ils s'emparèrent, après un siège de deux ans, de sa ville de Vienne, mais ils durent abandonner cette guerre pour se retourner contre les Normands au nord-ouest de leur royaume. Grâce à cette circonstance, Boson conserva son trône si récemment édifié. Ils remportèrent quelques succès dans la lutte qu'ils entreprirent contre les pirates, notamment à Saucourten-Nimeu, dans la Somme actuelle ; mais Louis III mourut d'un accident en 882.
- 882** Mort de Louis III. Carloman seul roi. Ce dernier ne régna seul que deux ans. Il mourut en 884, victime comme son frère, d'un accident, sans que rien de particulier ait marqué la fin de son règne.
- 884** Avènement de Charles le Gros, fils de Louis le Germanique et d'Emma de Bavière, né en 839. Le trône laissé par Carloman revenait à son deuxième frère Charles, fils posthume de Louis le Bègue, mais celui-ci n'était encore qu'un enfant de cinq ans. Pour cette raison, les seigneurs élurent Charles, qui se trouva à la tête d'un empire aussi vaste que celui de Charlemagne. Le nouveau roi était paresseux, incapable et lâche. Il laissa les Normands poursuivre leurs ravages et s'enhardir jusqu'à venir mettre le siège devant Paris. La future capitale de la France souffrit cruellement au cours de ce siège, mais fut héroïquement défendue par ses habitants commandés par Eudes, fils de Robert le Fort et par l'évêque Cozlin. Charles le Gros n'arriva, avec 40 000 hommes d'armes, au secours des Parisiens assiégés depuis onze mois, que pour acheter la retraite des Normands, ce qui permit aux pirates d'aller piller d'autres provinces.

- 887 Indignés de la lâcheté de Charles le Gros et de son incapacité, les seigneurs, réunis en la diète de Tribur, le déposèrent, et partagèrent son empire en sept royaumes indépendants : 1. France ; 2. Provence (Bourgogne cisjurane) ; 3. Bourgogne transjurane ; 4. Italie ; 5. Lorraine ; 6. Allemagne (Germanie) ; 7. Navarre. Eudes fut, à Compiègne, proclamé roi de France par les seigneurs.
- 888 Eudes continua avec succès la lutte contre les Normands, sur lesquels il remporta entre autres victoires, celle de Montfaucon où il leur tua 20 000 hommes.
- 896 Charles, fils posthume de Louis le Bègue, n'avait pas renoncé à la succession de son père. Une ligue se forma entre seigneurs de son entourage pour faire valoir ses droits, et prit les armes contre Eudes. Les amis de Charles furent vaincus, mais Eudes, par esprit de justice et pour éviter de nouvelles réclamations, lui céda les provinces situées entre Seine et Meuse.
- 898 Mort de Eudes. Le duché de France passe à son frère Robert. Charles III (le Simple) occupe seul le trône.
- 911 Traité de Saint-Clair-sur-Epte conclu entre Charles III et Rollon, chef des pirates normands établis dans l'ancienne Normandie, dans le but de mettre un terme aux incursions de ces aventuriers dans le haut pays. Charles donnait sa fille Gisèle en mariage à Rollon et abandonnait à ce dernier la Neustrie maritime qui devint de ce fait le duché de Normandie, sous les conditions que Rollon se reconnaissait le vassal du roi de France et embrasserait avec ses compagnons le christianisme, ce qu'ils firent solennellement à Rouen. Il est remarquable que les Normands se fixèrent assez facilement au sol et que la Normandie ne tarda pas à devenir une des plus prospères provinces de France. Rollon mourut en 931.
- 922 Soulèvement des seigneurs contre Charles le Simple, causé par leur dépit d'avoir vu le roi prendre pour favori et ministre un certain Haganon, auquel ils reprochaient l'obscurité de sa naissance et son esprit d'intrigue. Dans une assemblée, ils le déposèrent et élurent à sa place Robert (frère d'Eudes), qui se fit aussitôt sacrer à Reims. Charles III marcha contre ce rival et lui livra bataille à Soissons. Bataille de Soissons : Robert y est tué, mais Charles le Simple est battu. Charles prend la fuite, va se réfugier auprès du duc de Vermandois, est livré quelque temps après par celui-ci à ses ennemis, et enfermé au château de Péronne, où il meurt en 929. Le fils de Robert, Hugues le Grand, ayant rallié ses partisans, achève la victoire de Soissons et ceint la couronne des rois de France.
- 923 Maître de la couronne, Hugues l'offrit à son beau-frère Raoul (gendre de Robert), duc de Bourgogne, mais sous le nouveau roi, il dirigea les affaires de l'Etat. Hugues se fit remarquer par les campagnes heureuses qu'il entreprit contre les Hongrois, descendants des Huns, qui avaient envahi le royaume après avoir ravagé l'Allemagne et qui n'étaient pas moins redoutables que leurs ancêtres.
- 936 A la mort de Raoul, il y eut un interrègne de cinq mois, pendant lequel Hugues continua de gouverner. Il appela au trône un fils de Charles le Simple et d'Odgiwe, né en 921 : Louis IV, dit d'Outre-mer, parce qu'il résidait alors en Angleterre où il s'était réfugié après la bataille de Soissons ; c'est à lui d'ailleurs que revenait en droit la couronne. Louis IV battit bravement contre les Hongrois et les Normands, mais il voulut s'affranchir de la tutelle de Hugues le Grand et, fait prisonnier dans un des combats qui se livrèrent à cette occasion, il dut faire abandon de tous ses biens pour se racheter. Sur l'intervention de son beau-frère Othon, empereur d'Allemagne, dont il avait épousé la sœur Gorberge, disent les uns, du pape, disent les autres, Hugues lui rendit, avec la liberté, la ville de Laon. Louis mourut en 954.
- 954 Avènement de Lothaire (fils du précédent). Ce fut encore Hugues le Grand qui présida à l'avènement de ce nouveau roi, mais en gardant pour lui toute l'autorité.
- 956 Mort de Hugues le Grand. Son fils aîné Hugues Capet lui succède comme duc de France et maire du palais avec tout le pouvoir qu'il avait eu.
- 974 Lothaire eut quelques démêlés avec Othon (d'Allemagne), qui se réglèrent les armes à la main. Complètement dominé par le maire du palais et tenu en suspicion par les seigneurs, il ne put donner la mesure de sa valeur, qui était réelle. Il mourut en 986.
- 986 Avènement de Louis V, fils de Lothaire et d'Emma (né en 967). Ce prince ne régna, d'ailleurs sans éclat, que quatorze mois. Il mourut d'un accident de chasse. Ce fut le dernier Carolingien.

LES CAPÉTIENS

- 987 Avènement de Hugues Capet. A la mort de Louis V, la couronne revenait à son oncle Charles, duc de la Basse Lorraine, frère de Louis d'Outre-mer, mais les seigneurs le repoussèrent parce qu'il s'était reconnu vassal d'Othon, empereur d'Allemagne, et offrirent le trône à Hugues Capet, maire du palais, fils de Hugues le Grand. Proclamé roi à Noyon, Hugues Capet alla se faire sacrer à Reims par l'archevêque Adalbéron, et fixa sa résidence à Paris, qui n'a depuis lors cessé d'être la capitale de la France. Hugues Capet n'ayant été élu que par un petit nombre de seigneurs, s'efforça de se faire accepter par ceux qui n'avaient pas participé à son élection, et dans ce but eut recours, avec succès, aux bons offices de l'Eglise. Il lui fallut cependant imposer son autorité par la force à quelques mécontents. Un des plus irréductibles était Adalbert, comte de Périgieux, qui cependant finit par reconnaître sa suzeraineté.
- 991 Hugues Capet eut à soutenir une autre guerre contre Charles de Lorraine que son ascension au trône avait évincé. Charles avait pu, grâce à quelque trahison, se rendre maître de Laon où il s'était fait proclamer roi par ses compagnons. Une autre trahison livra la ville et le prétendant à Hugues Capet : Charles fut enfermé à Orléans, où il mourut en 992.

Afin d'éviter à son fils Robert les surprises que réservaient alors les successions au trône, et qu'il avait vu si souvent se produire, Hugues voulut de son vivant élever son successeur à la royauté ; dans ce but, il l'associa au trône.

— 996

Avènement de Robert le Pieux, fils de Hugues Capet et d'Adélaïde de Poitiers. Ce roi a laissé une réputation méritée de bonté et de charité. Il cultiva les arts avec succès. Son règne ne vit pas de guerres, mais il eut, à cause de ses femmes, de nombreuses tribulations. Il avait épousé pour des raisons politiques Rosala, fille de Bérenger, comte de Provence, qu'il n'aimait pas et qu'il répudia dès qu'il le put pour épouser Berthe de Bourgogne, sa cousine, dont il était épris. Ce mariage scandalisa le Saint-Siège, et Robert fut frappé d'excommunication : cela était alors une chose trop grave pour qu'il passât outre. Il dut se séparer de Berthe, et ne put reprendre Rosala, qui avait embrassé l'état monastique. Il épousa en troisièmes noces Constance, fille d'un comte d'Arles, belle, intelligente, mais impérieuse et hautaine, qui ne tarda pas à s'aliéner toute la noblesse d'origine franque dont son époux était entouré.

Robert le Pieux

1000

En cette année, selon la croyance superstitieuse du peuple dans presque toute l'Europe, le monde devait finir : on croyait avoir vu cette prédiction dans l'Apocalypse (texte symbolique, incompris à l'époque). Depuis quelques années, le monde était en proie à la terreur ; chacun s'ingéniait à détourner de soi, par sa piété et ses bonnes œuvres, le châtimeur qui devait frapper les pécheurs au dernier jour universel, que l'on croyait si proche. L'histoire a gardé le souvenir de l'an mille comme celui du temps où l'âme humaine fut le plus troublée. Mais cette époque ne fut marquée que par une grande famine causée par l'incurie des gens qui, dans l'attente de la mort, avaient cru inutile de cultiver les terres.

1016 -1020

Réunion à la France du duché de Bourgogne : le dernier duc étant mort sans héritier, le duché devait faire retour à la couronne ; mais en raison de l'opposition manifestée par les grands du duché contre cette solution, il fallut prendre les armes pour faire rentrer cette province dans l'obéissance.

— 1031

Avènement de Henri Ier, fils de Robert le Pieux et de Constance. Cette dernière avait projeté de faire donner la couronne à son autre fils Robert, et elle le poussa à renverser Henri, qui dut prendre les armes pour se défendre. Robert fut vaincu dans cette lutte, mais Henri, dans un but de pacification, lui céda le duché de Bourgogne (qui resta dans sa famille jusqu'en 1361).

1032

Année de cruelle famine, conséquence de l'incurie résultant des terreurs vécues dans l'attente de l'an mille.

1033

Rodolphe III, roi de Provence, lègue en mourant son royaume à Conrad II, empereur d'Allemagne. Des aventuriers normands, commandés par les fils de Tancrede de Hauteville, s'emparent de la Pouille (Italie) et l'érigent en comté au bénéfice de leur chef. Cette conquête amena la création du royaume des Deux-Siciles, sur lequel régna dès 1130 Roger II, fils de Tancrede.

Henri Ier

1035

Avènement au duché de Normandie de Guillaume le Bâtard, plus connu sous le nom de Guillaume le Conquérant, né en 1027, fils du duc Robert le Diable ou le Magnifique.

1041

Établissement, à l'instigation des évêques, de la Trêve de Dieu, instituée dans le but de réduire les guerres privées et de protéger les gens sans défense contre les brutalités et les exactions des hommes de guerre : elle interdisait tout acte de violence entre le mercredi soir et le lundi matin. Inutile de dire que cette généreuse institution ne fut pas toujours appliquée. La Chevalerie fut instituée à la même époque, aussi à l'instigation de l'Église, pour faire respecter la Trêve de Dieu et protéger les faibles. La Trêve de Dieu et la Chevalerie eurent une action indéniablement bienfaisante sur les idées et les mœurs de la féodalité.

1043

Apparition en France du mal des Ardents, fléau épidémique, sorte de lèpre qui sévit pendant deux siècles.

— 1060

Avènement de Philippe Ier, fils de Henri Ier et d'Anne de Russie, né en 1052. Indolent et ami des plaisirs, ce roi ne prit que peu de part aux grandes choses qui s'accomplirent sous son règne. Âgé seulement de huit ans à la mort de son père, il régna d'abord sous la tutelle de Baudouin V, comte de Flandre. Il eut, comme Robert le Pieux, maille à partir avec le Saint-Siège à propos de ses mariages. En effet, il avait épousé Berthe, fille de Florent, comte de Hollande, et il la répudia pour vivre avec Bertrade de Montfort, femme de Foulques, comte d'Anjou, qu'il avait enlevée. Il fut pour ces faits excommunié.

1086

Conquête de l'Angleterre par les Normands dirigés par Guillaume le Conquérant. Guillaume prétendait avoir des droits sur l'Angleterre en vertu d'un testament d'Édouard le Confesseur. Il prit ce prétexte pour faire une descente en Angleterre. A la bataille d'Hastings, il battit le roi Harold, qui fut tué. Guillaume établit sa souveraineté sur le pays et le distribua en fiefs entre ses compagnons. Cette conquête fut une des causes des longues guerres qui eurent lieu entre l'Angleterre et la France.

Philippe Ier

1071

Philippe Ier, intervenant dans les affaires de Flandre, est battu à Cassel.

1087

Intervention de Philippe Ier dans le différend entre Guillaume le Conquérant et son fils Robert Courte Heuse (en faveur de Robert) ; il est battu à Mantes.

1094

Fondation du royaume de Portugal. Deux chevaliers de Bourgogne, Henri et Raymond, ayant été appelés en Espagne par le roi de Castille Alphonse VI, devinrent ses gendres. Le fils de Henri fut roi du Portugal (que les deux frères avaient fondé) ; le fils de Raymond succéda au roi de Castille.

1095

Le moine Pierre l'Ermite prêche la première croisade au concile de Clermont-Ferrand, présidé par le pape Urbain II. Cet appel aux armes de la chrétienté se justifiait par les mauvais traitements que les musulmans, maîtres de la Palestine, faisaient subir à leurs sujets chrétiens et aux pèlerins qui allaient visiter les Lieux saints. Le but de l'expédition réclamée par Pierre l'Ermite, et des sept autres croisades qui suivirent celle-là, était donc de libérer les

chrétiens d'Asie et les Lieux saints du joug des musulmans, et en occupant ces lointains territoires, de prévenir de nouvelles entreprises des sectateurs de Mahomet contre les nations d'Occident. Les croisades échouèrent à ce point de vue, mais elles eurent pour la civilisation de l'Europe des conséquences indéniablement heureuses.

- Philippe Ier*
- 1096 -1099** Première croisade : elle comprit deux expéditions : d'abord Pierre l'Ermite et Gautier Sans-Avoir, pauvre gentilhomme bourguignon, partirent à la tête d'une masse confuse, indisciplinée, ignorante et dénuée de tout : ces bandes à peu près désarmées et affamées, traversèrent péniblement l'Europe, trouvèrent à Constantinople un accueil qui les reconforta sans les rendre plus redoutables et passèrent en Asie où le sultan de Nicée, à la bataille de ce nom, les tailla en pièces. La deuxième expédition ne comprenait que des gens aguerris et pourvus, en armes et en approvisionnements, de ce qui leur était nécessaire : c'était une véritable armée, qui marcha en bon ordre sous le commandement de Godefroy de Bouillon, duc de Basse-Lorraine. Cette expédition rencontra en Asie de grandes difficultés ; néanmoins, après s'être emparée des villes de Nicée, Tarse, Antioche, elle assiégea et prit Jérusalem. Godefroy de Bouillon en fut proclamé roi (1099), et y promulgua, d'accord avec les seigneurs qui l'accompagnaient, les Assises de Jérusalem, qui instauraient en Asie la féodalité européenne. Le nouvel État dura jusqu'en 1187, époque à laquelle il fut détruit par le sultan Saladin.
- 1099** Le roi Philippe Ier associe à la couronne son fils Louis, né de Berthe de Hollande en 1081 : ce sera dans l'histoire, Louis VI le Gros, surnommé aussi le Batailleur et l'Éveillé.
- 1100** Mort de Godefroy de Bouillon, roi de Jérusalem. Son frère Baudouin Ier lui succède.
- **1108** Avènement de Louis VI. Ce prince turbulent, mais brave et intelligent, passa son règne à batailler pour agrandir le royaume et affermir la royauté. Tous ses efforts tendirent à réduire, avec l'appui du clergé et des villes, les privilèges des grands vassaux, à faire régner l'ordre dans le royaume, et à établir une administration centralisatrice. Dès son avènement, il partit en guerre contre les seigneurs de Montlhéry et du Puiset qui ravageaient les campagnes à leur portée et détroussaient pèlerins et voyageurs : il s'empara de leurs repaires et les détruisit.
- 1118** Fondation en Palestine, par Hugues de Payens, de l'ordre militaire et religieux des Templiers.
- 1119** Louis VI ayant excité Robert Courte-lieuse (fils de Guillaume le Conquérant) à exiger de Henri Ier d'Angleterre, le duché de Normandie, Henri s'empara par vengeance de la place de Gisors, mais il fut ensuite battu à Brenneville. La paix de Gisors mit fin à cette courte guerre.
- 1124** L'empereur d'Allemagne, Henri V, poussé par Henri Ier d'Angleterre, envahit la Champagne. Louis VI se met à la tête des milices communales, porteur de l'oriflamme de Saint-Denis et marche à la rencontre des Allemands, qui ne jugent pas prudent de l'attendre. C'est au cours de cette campagne que devint général pour les Français, le cri de guerre : Montjoie-Saint-Denis.
- Louis VI le Gros*
- 1108-1124** Le règne de Louis VI fut marqué surtout par l'activité que prit le mouvement communal, qu'il favorisa et dont il fit profiter la monarchie, mais sans y prendre directement part. Les communes étaient les villes qui, ayant obtenu de leur suzerain une charte d'autonomie, sanctionnée par le roi, s'administraient et se gardaient elles-mêmes. Leur émancipation ne pouvait que restreindre le pouvoir féodal, aussi fut-elle toujours favorisée par les rois de France, auquel elles étaient reconnaissantes de leur appui moral. A l'émancipation des communes remonte la naissance de la bourgeoisie et la formation du tiers état. Les premières communes affranchies furent : Le Mans en 1066, Cambrai en 1076 ; ensuite, parmi les plus importantes, Laon et Amiens en 1111.
- 1129** Mariage de Mathilde, fille de Henri Ier d'Angleterre, avec Geoffroy Plantagenet, comte d'Anjou.
- 1130** Couronnement à Palerme du premier roi normand de Sicile, Roger II (fils de Tancrede de Hauteville) qui régnera jusqu'en 1154.
- 1135** À la mort de Henri Ier d'Angleterre, Etienne, comte de Blois, petit-fils par sa mère de Guillaume le Conquérant, s'empare de la couronne au détriment de Mathilde, femme de Plantagenet.
- 1136** Le célèbre philosophe Abailard (ou Abélard) commence à enseigner à l'Université de Paris. Quelques années auparavant (en 1122), ses ouvrages sur la Trinité avaient été déclarés hérétiques et condamnés par le concile de Soissons.
- **1137** Mort de Louis VI et avènement de Louis VII dit le Jeune (fils de Louis VI et d'Alix de Savoie, né en 1119). En cette année, Louis VII épouse Eléonore de Guyenne (ou d'Aquitaine) qui lui apporte en dot la Guyenne, la Gascogne, le Poitou, la Marche, le Limousin, l'Angoumois, la Saintonge et le Périgord.
- Louis VII le Jeune*
- 1142** Pour punir le comte de Champagne, qui avait refusé de l'aider dans une expédition contre le comté de Toulouse dont il voulait s'emparer, Louis VII envahit la Champagne et la ravagea en partie. Il fit notamment brûler l'église de Vitry avec les 1 300 personnes qui s'y étaient réfugiées. Ce fut pour expier cet acte de barbarie qu'il entreprit un peu plus tard une croisade (la deuxième).
- 1147** Le moine Arnaud de Brescia qui avait été le disciple d'Abailard, ennemi du pouvoir temporel des papes, tente de renverser et d'établir à Rome le gouvernement républicain. Deuxième croisade, prêchée par saint Bernard à Vézelay. Les troupes partent sous le commandement de Louis VII et de Conrad III, empereur d'Allemagne. L'expédition fut malheureuse. Les croisés assiégèrent inutilement Damas (1148) et la discorde s'étant mise entre les deux princes qui les commandaient, Conrad regagna ses Etats.
- 1149** Retour en France, presque sans armée, et sans gloire, de Louis VII. Pendant son absence, le gouvernement avait été

exercé par le moine Suger, abbé de Saint-Denis, qui avait été aussi le premier ministre de Louis VI et mérita par sa sagesse d'être appelé par le peuple le Père de la patrie (né en 1081, mort en 1151).

1152 Divorce (prononcé par le concile de Beaugency) de Louis VII et d'Eléonore de Guyenne ; celle-ci porta la même année sa main et son immense dot à Henri Plantagenet. (Déjà comte du Maine, de l'Anjou et de Touraine, et duc de Normandie depuis 1149, il devint roi d'Angleterre en 1154 et possédait en France un territoire égal à 22 de nos actuels départements.) Ce divorce fut la deuxième des causes des guerres qui éclatèrent plus tard entre la France et l'Angleterre. Louis avait déjà indisposé les Anglais en recueillant Thomas Becket, archevêque de Cantorbery, adversaire déclaré du roi Henri Ier (et qui mourut peu après, assassiné en Angleterre). Enfin Louis VII avait soutenu certaines prétentions des fils de Henri Ier contre leur père. Il était résulté de ce mécontentement quelques conflits armés entre Anglais et Français ; les traités de Montmirail en 1169 et de Montlouis en 1174 les firent cesser.

1180 Mort de Louis VII. Avènement de Philippe II (Philippe Auguste) né en 1165, fils de Louis VII et d'Adèle de Champagne, que celui-ci avait épousée après la répudiation d'Eléonore.

1180-1189 Les premières années du règne furent employées par le jeune roi à lutter pour rabaissement de Henri II d'Angleterre, qui mourut en 1189 et eut pour successeur Richard Ier, Cœur de Lion. A l'intérieur, il fortifia les institutions sur lesquelles reposait la monarchie et amorça les réformes heureuses et les créations qui ont fait de lui un des rois auxquels la France doit le plus.

1189-1192 Troisième croisade. Le sultan Saladin venait en 1187, en remportant sur Guy de Lusignan la victoire de Tibériade, de détruire le royaume français de Jérusalem et de s'emparer de cette ville. Guillaume, archevêque de Tyr, vint réclamer le secours des princes d'Occident en faveur des chrétiens d'Asie menacés dans leur existence par le triomphe des musulmans. C'est à Gisors, en France, que ce prélat prêcha la croisade ; le départ eut lieu en 1189 : Philippe Auguste et Richard Cœur de Lion se mirent à sa tête. De son côté, l'empereur d'Allemagne Frédéric Barberousse, prit la croix et partit pour les rejoindre avec une armée nombreuse. Frédéric s'empara de la ville d'Iconium et quelque temps après se noya en Cilicie. Les croisés français et anglais s'emparèrent de Saint-Jean-d'Acre. Des différends ayant surgi entre les chefs, Philippe rompit avec Richard et rentra en France en 1191, le laissant continuer seul la croisade (jusqu'en 1192).

1191 De retour en France, Philippe voulut profiter de l'éloignement de Richard et de leur rupture, pour mettre la main sur les provinces que le roi d'Angleterre possédait en France.

1192 Ayant conclu la paix avec Saladin, Richard s'achemina vers l'Europe ; mais il fut jeté par un naufrage sur la côte de Dalmatie où il fut reconnu pour avoir, pendant la croisade, insulté la bannière d'un seigneur du pays. Retenu prisonnier par le duc d'Autriche, il recouvra la liberté en payant une rançon et vint prendre en France la direction de la résistance contre Philippe Auguste.

1192-1199 Philippe avait été aidé dans ses projets contre Henri II, puis contre Richard, par le frère de celui-ci, Jean sans Terre. En apprenant le retour de Richard ; pour se faire pardonner de l'avoir trahi, Jean trahit le roi de France et fit massacrer par des Anglais la garnison d'Evreux. Cependant, la lutte entre les deux souverains restant indécise, un accord intervint entre eux, qui mettait fin pour le moment aux hostilités. Mais Richard voulut avoir raison de quelques seigneurs qui avaient déserté sa cause. Il alla dans ce but assiéger le château de Chalus en Limousin, et fut tué pendant cette opération (1199), laissant pour héritier de la couronne, son neveu Arthur de Bretagne, fils posthume de Geoffroy Plantagenet. Le déloyal Jean sans Terre fit enfermer et plus tard (1203) assassiner dans la Tour de Rouen le prétendant Arthur, afin de monter sur le trône à sa place.

1202-1204 Quatrième croisade, qui fut prêchée par Foulques, curé de Neuilly-sur-Marne. La couronne n'y prit pas une part active. Elle eut pour chefs Baudouin IX, comte de Flandre, Boniface, marquis de Montferrat et Simon de Montfort. Baudouin comptait sur la marine vénitienne pour le transport de ses troupes, mais le doge Dandolo exigea pour prix de son aide que Baudouin fasse au profit des Vénitiens la conquête de Zara, en Dalmatie. Une deuxième cause le détourna de sa route. Isaac II l'Ange, empereur d'Orient, que son frère Alexis III venait de détrôner en 1195, sollicita son appui pour reprendre le trône. La croisade se dirigea donc sur Constantinople dont elle s'empara, et rétablit Isaac (1203). Celui-ci ayant été assassiné quelques mois après, Baudouin fut proclamé par ses troupes, empereur de Constantinople (1204). Ce fut l'empire latin de Constantinople qui dura jusqu'en 1261, époque à laquelle les princes byzantins de la famille des Comnène recouvrèrent le trône ; le nouvel empire avait duré cinquante-sept ans. Pendant ce temps, de nombreux seigneurs croisés avaient reçu en fiefs des territoires situés en Grèce, en Bulgarie et en Roumanie, et qui restèrent longtemps dans la famille de certains d'entre eux. Un des croisés, Geoffroi de Villehardouin, s'est immortalisé par le récit qu'il a laissé de la conquête de Constantinople par les croisés, et qui est un des plus anciens monuments de la prose française. Il avait reçu de grands biens en Roumanie.

1203 À la nouvelle de l'assassinat d'Arthur, les Bretons, ses sujets, se soulevèrent. Philippe Auguste cita Jean à comparaître devant sa cour pour être jugé.

1205 La Cour prononça la confiscation des biens de la couronne d'Angleterre en France : Normandie, Maine, Anjou, Touraine, Poitou, pendant que le pape Innocent III frappait Jean de déchéance et chargeait Philippe d'exécuter sa sentence et de s'emparer de la personne dit criminel. Philippe faisait ses préparatifs de guerre dans ce but, lorsque Jean fit acte de soumission envers le pape, qui ordonna à Philippe de s'en tenir là. Mais des troupes anglaises, en France, n'en continuaient pas moins à désoler les campagnes.

1209 Commencement de la croisade contre les Albigeois (qui ne prendra fin qu'en 1229). Les Albigeois étaient une secte hérétique, fondée aux environs d'Albi et dont les doctrines se propageaient rapidement dans tout le Midi de la France : on les appelait aussi cathares, d'un mot grec qui signifie purifiés.

Les Albigeois comptaient parmi leurs plus puissants protecteurs Raymond VI, comte de Toulouse, Roger, vicomte de Béziers et le propre roi d'Aragon, Pierre. En 1208, quelques-uns de ces hérétiques assassinèrent, sur les terres de Raymond VI, un moine de Cîteaux, légat du pape, nommé Pierre de Castelnau ; chargé d'enquêter sur leurs doctrines qui d'ailleurs étaient jugées hérétiques et dangereuses pour l'État. Le pape Innocent III ordonna une croisade contre eux. Ce fut surtout le Nord qui fournit le personnel volontaire de l'expédition ; l'antipathie des gens de langue d'oïl contre ceux de langue d'oc vint renforcer le sentiment religieux des rudes barons du Nord. La croisade avait à sa tête Simon de Montfort, un des hommes de guerre les plus cruels de son temps, et son fils Amaury. Les croisés s'emparèrent de Béziers dont les habitants furent passés au fil de l'épée, saccagèrent Carcassonne, battirent les Albigeois à Muret (1213) et mirent le siège devant Toulouse ; Simon de Montfort y fut tué d'une pierre lancée du haut des remparts par une femme, et qui lui enleva le sommet du crâne. Les femmes en effet contribuèrent vaillamment à la défense, en accablant de pierres les assiégeants (1218). Son fils Amaury lui succéda et continua la guerre ; plus tard, il céda ses droits et ses conquêtes à Louis VIII, fils de Philippe Auguste, qui vit là une occasion de réunir effectivement sous son sceptre des provinces qui jusqu'alors ne tenaient à la couronne que par un lien assez lâche de vassalité. Cette guerre ne se termina que pendant la régence de Blanche de Castille.

1214 Obligé de suspendre ses préparatifs contre Jean sans Terre, Philippe Auguste s'était retourné contre le comte Ferrand de Flandre qui, quoique étant son vassal, s'était déclaré pour le roi d'Angleterre ; Philippe arma pour cette campagne les milices communales grâce auxquelles il devait en sortir victorieux. Ferrand était soutenu par les Anglais et par l'empereur d'Allemagne Othon. Malgré ces alliés, Philippe remporta sur lui la célèbre victoire de Bouvines. Les Anglais avaient été, la veille même de ce jour, battus à la Roche-aux-Moines par le fils de Philippe Auguste.

1219-1221 Cinquième croisade, à laquelle le roi de France resta étranger. Jean de Brienne, héritier du titre de roi de Jérusalem et André II de Hongrie, menèrent contre les Sarrasins d'Égypte une expédition sans résultat.

— **1223** Mort de Philippe Auguste. Cet excellent roi avait considérablement fortifié la monarchie ; il agrandit le domaine royal de sept provinces : Normandie, Maine, Anjou, Touraine, Poitou, Valois et Vermandois. Il établit en France, divisée par lui dans ce but en bailliages et prévôtés, l'administration directe par la couronne ; il adoucit les mœurs violentes du temps, en instituant la trêve appelée quarantaine-le-roi, en vertu de laquelle on ne pouvait tirer vengeance d'une injure avant quarante jours écoulés ; il embellit Paris, dont il bâtit les premiers remparts, bâtit l'Hôtel-Dieu et acheva Notre-Dame. Philippe Auguste fut marié trois fois : 1° avec Isabelle de Hainaut ; 2° avec Ingeburge de Danemark qu'il répudia pour épouser 3° Agnès de Méranie, ce qui le fit excommunier. Louis VIII succède à son père Philippe Auguste qui l'a eu en 1187 d'Isabelle de Hainaut. Il avait guerroyé en Angleterre contre Jean sans Terre, au profit des barons de ce pays, qui l'avaient élu pour leur roi. Mais il fut ensuite défait et rentra en France. Roi de France, il conquiert sur les Anglais un certain nombre de places, et prit part à la croisade contre les Albigeois. Il fut surnommé le Lion et mourut en 1228.

— **1228** Avènement de Louis IX (saint Louis), fils de Louis VIII et de Blanche de Castille, âgé seulement de 11 ans (né en 1215). La reine Blanche de Castille prend la régence (qu'elle exercera avec fermeté et habileté). Les principaux faits de la régence se rapportent à la lutte que la régente eut à soutenir (et dont elle sortit victorieuse) contre les grands vassaux désireux de profiter de la minorité de Louis IX pour recouvrer des privilèges et acquérir des avantages matériels. Blanche de Castille détache de leur parti le plus puissant, Thibaut, comte de Champagne, dont la défection amène la soumission du duc de Bretagne et la cessation de l'hostilité des autres vassaux.

1229 Traité de Meaux (dit aussi Traité de Paris) qui met fin à la croisade ou guerre contre les Albigeois.

1233 Organisation par Grégoire IX de l'Inquisition, chargée de poursuivre les erreurs contre la foi catholique.

1234 Mariage de Louis IX avec Marguerite de Provence (née en 1221 et qui mourut en 1295).

— **1242** À la majorité de Louis IX, un des grands vassaux, le comte de La Marche avait formé, avec raide de Henri III d'Angleterre, une nouvelle ligue contre lui. Le roi de France marcha contre ces ennemis et battit le roi d'Angleterre à Taillebourg et à Saintes. Ces victoires marquent la fin de la lutte des grands vassaux contre la Couronne. Louis IX fait accepter le principe que les seigneurs possédant des fiefs en France et en Angleterre devront désormais choisir celui des deux suzerains auquel ils entendent s'attacher ; il rend à Henri III certains territoires en France, à condition qu'il renonce à ses prétentions sur toutes autres provinces qui lui auraient été précédemment enlevées.

— **1248-1254** Septième croisade. (La sixième a eu lieu de 1227 à 1229 sans la participation des Français : elle était conduite par Frédéric II, empereur d'Allemagne, héritier de Jean de Brienne, roi nominal de Jérusalem, qui, ayant réussi à se faire livrer sans combat Jérusalem par le sultan d'Égypte, s'en fit proclamer roi, mais comme il était excommunié, des légats du pape défendirent aux chrétiens de lui obéir.) Louis IX, au cours d'une grave maladie, avait fait vœu d'entreprendre une croisade, s'il en guérissait. Il était prévenu d'ailleurs que les musulmans avaient repris la Palestine, et menaçaient l'Empire latin de Constantinople, qui était en pleine décadence. Il réunit donc des troupes et s'embarqua pour la Terre Sainte à Aigues-Mortes, emmenant sa femme Marguerite.

1249 Il débarqua en 1249 à Damiette et s'empara de cette ville après avoir livré bataille. 1250 Deux batailles se livrèrent à Mansourah. Vainqueur dans la première, Louis IX fut, dans la deuxième, battu et fait prisonnier avec un grand nombre de ses compagnons. Traité avec égards par les musulmans, il put se racheter moyennant l'abandon de Damiette, et racheter ses compagnons en payant une rançon de 400 000 besants (d'autres auteurs disent un million de besants). Cependant, les maladies et la famine décimaient ses troupes ; d'autre part, il apprit la mort de sa mère qui exerçait de nouveau la régence en son absence ; il se rembarqua donc avec son armée et rentra en France en 1254. Il avait mis à profit son séjour en Palestine, après sa libération, pour parcourir ce pays, et fortifier les dernières places qu'y possédaient encore les chrétiens. Il laissait parmi les musulmans la réputation d'un prince brave, généreux et vertueux.

1252-1270 Cette période fut consacrée par Louis IX à l'organisation de ses États. Il fit régner en France l'ordre et la sécurité ; d'excellentes institutions fortifièrent la monarchie (enquêteurs qui visitaient les provinces pour réprimer les abus, confirmation et extension de la Quarantaine-le-Roi, abolition du duel judiciaire, établissement d'une sorte de Cour royale de Justice, formation d'un corps de Légistes, mesures propres à établir en France l'unité monétaire, garanties assurées au Clergé par la Pragmatique Sanction de 1269, etc.). Louis IX bâtit la Sainte-Chapelle pour y placer la Couronne d'épines rapportée de Terre Sainte, fonda la Sorbonne, centre d'études universitaires, et les Quinze-Vingts, destinés à hospitaliser les chevaliers revenus aveugles ou blessés de Palestine. Il se montra un souverain éclairé et passionné pour le bien public.

1270 Huitième croisade. A l'instigation de Charles d'Anjou, son frère, Louis IX prépara une nouvelle croisade (ce fut la dernière de ces expéditions). Cette fois, il allait attaquer les musulmans sur les rivages de l'Afrique, peut-être pour attirer leurs forces de ce côté, et ainsi soulager les dernières villes chrétiennes de Palestine qu'ils ne cessaient d'attaquer. Louis IX porta donc son année près de Tunis, sur l'emplacement de l'ancienne Carthage. Il remporta d'abord quelques succès, mais la peste se mit dans son armée, lui-même fut frappé du fléau et y succomba devant Tunis (1270). Le reste de l'armée se distingua encore par quelques faits d'armes et Philippe III qui succédait à saint Louis la ramena en France. Avènement de Philippe III le Hardi, fils de Louis IX et de Marguerite de Provence, né en 1245, proclamé roi devant Tunis. En 1271, il hérita de son oncle Alphonse de Poitiers, recueillant ainsi le Poitou, l'Auvergne et le Comté de Toulouse, qui furent incorporés au domaine royal.

1282 Un autre de ses oncles, Charles d'Anjou (le même qui avait provoqué la huitième croisade), régnait sur la Sicile, où ses hommes d'armes passaient pour terroriser et dépouiller la population. A l'instigation de Pierre III d'Aragon, à Palerme et dans quelques autres villes, elle se souleva en masse, le lundi de Pâques, au moment où les cloches appelaient aux vêpres, et massacra traîtreusement tous les Français qui purent être atteints : il en périt huit mille et deux seulement s'échappèrent. C'est à cette journée que l'on a donné le nom de Vêpres siciliennes. Un médecin nommé Jean de Procida avait été le principal agent de Pierre d'Aragon dans cette affaire.

1285 En punition de son rôle dans les événements de Sicile, le pape excommunia Pierre d'Aragon et donna son royaume à Charles de Valois, fils de Philippe le Hardi. Ce dernier de son côté prit les armes pour tirer vengeance du roi d'Aragon, qu'il alla attaquer en Catalogne, mais sans succès. A son retour, Philippe III mourut à Perpignan. Philippe avait épousé en premières noces Isabelle d'Aragon (fille de Jacques Ier, prédécesseur de Pierre III) ; celle-ci étant morte, il épousa Marie de Brabant, fille du duc Henri III de Brabant. Avènement de Philippe IV le Bel, fils du précédent et d'Isabelle d'Aragon, né en 1268. C'est une des personnalités les plus curieuses de la monarchie française et un des rois qui ont fait le plus pour la France, bien qu'en usant souvent de moyens critiquables. En 1284, Philippe avait épousé Jeanne de Navarre, qui lui apporta la Champagne et la Navarre, et pris le titre de roi de Navarre. La Champagne rentra de ce fait dans le domaine royal.

1291 Traité de Tarascon, qui met fin à la guerre entreprise par Philippe III contre l'Espagne. En vertu de ce traité, le royaume de Naples reste à la maison d'Anjou et la Sicile est attribuée à l'Aragon.

1292 Rixe à Bayonne entre matelots français et anglais, origine de la guerre qui éclatera peu après entre la France (alliée à l'Écosse) et l'Angleterre (alliée à la Flandre).

1297-1305 En 1297, premières hostilités de cette guerre, dont les faits principaux sont : les victoires remportées par les Français sur les Anglais à Furnes (1297) et à Comines (1299). Ces succès et l'intervention du pape Boniface VIII amènent les Anglais à signer la paix (traité de Montreuil, 1299). La fille de Philippe IV le Bel, Isabelle de France, fut mariée en vertu de cet arrangement au fils du roi d'Angleterre. Cependant la guerre, un moment interrompue avec la Flanche, se ralluma par suite du massacre, à Bruges, de 3 000 Français par les Flamands outrés de la déloyauté de Philippe qui, ayant attiré à Paris le comte de Flandre, Guy de Dampierre, l'y retenait prisonnier (il mourut en cette captivité en 1305). En 1302, les Flamands infligent une sanglante défaite aux Français commandés par Robert d'Artois (cousin de Philippe IV) à Courtrai ; mais en 1304 les Français battent les Flamands à Mons-en-Puelle. Cette guerre se termine en 1305 ; la Flandre française reste à la France.

1302 Pour satisfaire aux grands besoins d'argent du Trésor, Philippe le Bel altérait les monnaies et, de plus, avait fait saisir les revenus des églises. Un évêque de Pamiers, Bernard Saisset, refusant d'obéir aux injonctions royales, Philippe le fit arrêter et prétendit le faire juger par une cour laïque. Le pape s'interposa, réclamant l'évêque comme n'étant justiciable que de lui seul. Une première bulle, lancée contre le roi, demeura sans effet ; Philippe fit même emprisonner le légat du pape. Ce dernier adressa au monarque un nouvel avertissement, la bulle *Ausculat filii*. Philippe voulut faire la nation entière juge du différend et pour la première fois convoqua les États généraux (trois ordres), afin de leur soumettre la bulle (dont il avait d'ailleurs eu la précaution de dénaturer le texte). Les États réunis à Paris donnèrent raison à Philippe contre Boniface VIII.

1303 Des envoyés de Philippe IV le Bel, Nogaret et Sciarra Colonna, chargés de notifier à Boniface VIII le résultat de la tenue des États généraux, insultent gravement à Anagni le souverain pontife, d'où résulte une rupture entre la France et le Saint-Siège.

1305 Bertrand de Got, évêque de Bordeaux, est élu pape sous le nom de Clément V en remplacement de Boniface VIII, grâce au concours de Philippe le Bel.

1309 Le nouveau pape Clément V, afin de témoigner sa gratitude au roi de France (qui l'a fait élire) transporte le siège de la papauté en France, à Avignon (où il demeurera jusqu'en 1378).

1312 Concile de Vienne, dans lequel Clément V prononça l'abolition de l'ordre des Templiers.

Philippe III le Hardi

Les rois maudits

Philippe IV le Bel

Philippe le Bel ne réussissant toujours pas à équilibrer les finances du royaume par des expédients, songeait depuis longtemps à s'emparer des immenses richesses que les Templiers possédaient en France. Cet ordre était accusé par la rumeur publique de pratiquer, sous le couvert du catholicisme, une hérésie rapportée d'Asie, le manichéisme ; on les accusait aussi de se livrer entre eux à la sodomie. Philippe prit acte de ces bruits pour réunir de nouveau, en 1308, les États généraux, afin de faire déclarer par eux que les Templiers, par leurs crimes, avaient mérité la mort. Armé de cette décision, Philippe ordonna la confiscation de leurs biens et exigea de Clément V (qui ne pouvait rien lui refuser) l'abolition de l'ordre, contre lequel d'autre part était ouverte une instruction qui ne pouvait pas ne pas donner les résultats que le roi en attendait. Reconnus donc coupables à tort ou à raison, un grand nombre de Templiers furent emprisonnés. En 1310, 54 d'entre eux périrent sur le bûcher. En 1314, leur grand-maître, Jacques Molay, et les trois derniers dignitaires de l'ordre, montèrent à leur tour sur le bûcher.

1314 Il paraît que Jacques Molay, en montant sur le bûcher, avait prédit à Philippe et à Clément V qu'ils ne tarderaient pas à comparaître eux-mêmes devant le Souverain Juge. Cette prédiction se réalisa la même année : les deux persécuteurs de l'ordre du Temple moururent en effet en 1314. Philippe le Bel laissait le souvenir d'un prince habile mais fourbe ; mais il a créé des institutions qui ont été heureuses pour la France ; on lui dut la réorganisation du Parlement, qu'il divisa en trois sections : le Parlement proprement dit qui était une Cour de justice, le Grand-Conseil qui était chargé de préparer les lois, et la Chambre des Comptes qui avait à s'occuper des finances du royaume. Il établit les premières douanes et permit aux serfs, du moins dans le Midi, d'acheter leur libération à prix d'argent. Par contre, afin de remplir les coffres de l'État, il expulsa les juifs de France après avoir confisqué leurs biens, et il pressura toutes les classes de la société afin de tirer d'elles de l'argent, avec le concours des légistes (hommes de loi dont les décisions étaient censées justifier ses exactions). Ceux-ci s'étant attiré, par leur servilité à l'égard du roi et l'iniquité de leurs sentences l'aversion de la population, une révolte éclata contre eux : le plus puissant, Enguerrand de Marigny, surintendant des finances, peut-être le moins coupable, fut pendu en 1315 au gibet de Montfaucon. Enfin, Philippe le Bel avait agrandi par son mariage le domaine royal, et il lutta pendant tout son règne pour la consolidation des droits de la couronne (c'est-à-dire alors de l'État) à l'encontre de la noblesse et de la papauté. Philippe le Bel laissait trois fils qui lui succédèrent à tour de rôle.

Louis X le Hutin | **1314** Avènement de Louis X le Hutin, né en 1289, fils aîné de Philippe le Bel et de Jeanne de Navarre. Ce surnom lui fut donné à cause de son caractère querelleur. Son court règne fut marqué par le triomphe de la réaction de la bourgeoisie contre les agissements de la noblesse, réaction dont fut victime, comme on vient de le dire, Enguerrand de Marigny (1315). Toujours à court d'argent, comme son père dont il imita les procédés, Louis X affranchit les serfs de ses domaines moyennant finance. Une expédition militaire qu'il entreprit contre les Flamands n'eut pas de résultat. Louis X avait épousé Marguerite de Bourgogne, qu'il fit étrangler en 1315, à cause des scandales de sa conduite. Il mourut en 1316.

Philippe V le Long | **1316** Jean Ier (fils de Louis X) ne règne pas (mort en bas âge). Avènement de Philippe V le Long (deuxième fils de Philippe le Bel et de Jeanne de Navarre) né en 1294. Louis X laissait deux enfants : Jean (Jean Ier) et Jeanne, tous deux en bas âge. Philippe V prit la régence et sur ces entrefaites, Jean mourut ; Philippe V se fit reconnaître pour roi. La couronne fut réclamée au nom de Jeanne. Philippe réunit les États généraux (1317) en leur demandant de se prononcer sur l'application dans ce cas de la loi salique. (Cette loi établie par les Francs Saliens et qui se rapportait aux diverses circonstances de leur vie sociale, contenait une clause en vertu de laquelle, chez eux, les femmes étaient exclues du partage de la terre conquise. Étant donné l'origine de la monarchie française, on pouvait regarder la loi salique comme l'un de ses fondements.) Les États généraux interprétèrent la vieille loi franque dans le sens des prétentions de Philippe, et déclarèrent les femmes incapables de succéder au trône de France. Philippe V eut à réprimer un soulèvement des pastoureaux du Midi qui, fanatisés par quelques meneurs, se croyaient appelés à entreprendre une nouvelle croisade ; il persécuta les juifs, prit des mesures contre la libre circulation des lépreux qui constituaient un danger public, et amorça l'unification dans le royaume des poids et mesures. Il organisa une Cour des Comptes. Il épousa Jeanne de Bourgogne qui lui survécut de trois ans. Il mourut en 1322.

Charles IV | **1322** Avènement de Charles IV le Bel, troisième fils de Philippe IV et de Jeanne de Navarre, né en 1294. Le seul fait vraiment intéressant de ce règne de six ans fut l'érection en duché-pairie de la baronnie de Bourbon, en faveur de Louis, comte de Clermont, fils de Robert de France, petit-fils de Louis IX le Saint (qui devait être l'origine de la maison royale de Bourbon). Charles IV fut le dernier des Capétiens directs. Il mourut en 1328.

LES VALOIS

Philippe VI le Hardi | **1328** Avènement de Philippe VI de Valois ou le Hardi. Charles IV ne laissait pas d'héritiers du trône. A sa mort, la couronne fut revendiquée par trois prétendants : Philippe de Valois, fils de Charles de Valois (frère de Philippe IV) et de Marguerite de Sicile (né en 1293) ; Édouard III, roi d'Angleterre, qui était fils d'Isabelle, fille de Philippe IV ; et Philippe d'Évreux, gendre de Louis X le Hutin. Les États généraux (réduits à la réunion des pairs et des barons) furent convoqués pour se prononcer entre eux, et écartèrent Édouard III et Philippe d'Évreux par application de la loi salique (ces deux prétendants ne postulant la couronne qu'en vertu du droit que pouvaient y avoir leurs femmes, nièce et petite-fille de Philippe IV). Dès le début de son règne, Philippe VI prit fait et cause pour Louis de Rethel dans le différend qui mettait celui-ci aux prises avec ses sujets, Flamands révoltés, et vainquit ces derniers à Cassel.

1329-1337 La victoire de Cassel donnait à Philippe un prestige qu'il jugea suffisant pour exiger d'Édouard III d'Angleterre que celui-ci vînt lui rendre hommage comme son vassal pour la Guyenne et la Gascogne. Lié par la loi féodale, Édouard se soumit à cette exigence, en venant faire hommage à son suzerain, à Amiens ; mais il prédit qu'il se vengerait de cette humiliation. En effet, il s'assura le concours du comte de Hainaut, de l'empereur Louis de Bavière, du duc de Brabant et de Jacques Artevelde, échevin de Gand et des communes de Flandre.

Puis, à l'instigation de Robert d'Artois (beau-frère de Philippe), il réclama de nouveau le trône de France. Prévenu de la naissance de cette coalition, Philippe crut bon de prendre les devants en faisant saisir quelques places en Guyenne et en Flandre. Ce furent les premiers faits de guerre de la longue période qui devait être appelée guerre de Cent ans (1337-1453). Rappelons que les causes lointaines de ce long conflit furent : la conquête de l'Angleterre par Guillaume de Normandie ; le divorce de Louis VII avec Éléonore d'Aquitaine (ou de Guyenne) qui épousa ensuite Henri Plantagenet futur roi d'Angleterre et lui apporta en dot une grande partie de la France ; enfin, en tout dernier lieu, les prétentions d'Édouard III à la couronne de France.

1337-1453

Guerre de Cent ans. La guerre de Cent ans n'a pas consisté en une suite ininterrompue de batailles ; elle a été une longue série d'actes hostiles de part et d'autre, entre lesquels s'écoulaient des pauses plus ou moins longues de paix armée. On la divise en quatre périodes : la première est malheureuse pour la France (Philippe VI et Jean le Bon) ; la deuxième est marquée par les succès des Français (Charles V) ; la troisième voit revenir, pour les Français, les revers de toute sorte : la France est à moitié conquise par les Anglais (Charles VI) ; la quatrième et dernière est la période de revanche glorieuse dont Jeanne d'Arc est le plus éclatant personnage (Charles VII). La guerre de Cent ans, en réalité de cent quinze ans, se termine par les victoires françaises de Formigny en 1450 et de Castillon en 1453, par lesquelles les Anglais sont définitivement expulsés de France.

1340

Les hostilités, commencées par Philippe VI par la saisie de villes en Guyenne et en Flandre, eurent pour second acte la bataille navale de l'Écluse, dans laquelle la flotte française fut anéantie par les flottes conjuguées de l'Angleterre et de Flandre.

1341-1385

Guerre des Deux Jeanne ou de Bretagne. Jeanne de Penthièvre (femme de Charles de Blois) et son frère Jean de Montfort (mari de Jeanne de Flandre) se disputent le duché de Bretagne dont le dernier duc leur oncle, vient de mourir sans héritier direct.

Philippe VI prend le parti de Jeanne de Penthièvre, Édouard III celui de Jean de Montfort (Jeanne de Flandre). Tous les deux en appellent aux armes : cette guerre de quatorze ans a pris le nom des femmes des prétendants à cause du rôle actif qu'elles y jouèrent ; elle se termina par le traité de Guérande, en vertu duquel la Bretagne restait à la maison de Montfort, la maison de Penthièvre recevant en compensation la vicomté de Limoges.

1346

Cependant la guerre ne cessait point entre les deux principaux ennemis. En 1346, Édouard III, conseillé et dirigé par le traître Geoffroy d'Harcourt, envahit la France. Philippe marcha à sa rencontre et lui livra bataille à Crécy, où les Anglais firent, pour la première fois en Europe, usage de la poudre et des canons ; les Français y furent complètement défaits. C'est à cette bataille que fit ses premières armes le fils aîné d'Édouard III qu'on surnomma le Prince Noir, à cause de la couleur de son armure.

1347

En 1346 et 1347, Édouard III fit le siège de Calais, dont la population lui résista pendant onze mois. Exaspéré par cette résistance, il jura de la passer au fil de l'épée ; la famine ayant obligé les habitants à capituler, il eût mis sa menace à exécution, sans les instances de sa femme, Philippine de Hainaut, qui obtint non seulement la grâce des Calaisiens, mais encore celle de cinq notables qui, conduits par Eustache de Saint-Pierre, venaient se livrer à lui, ayant offert leur vie pour sauver celle de leurs concitoyens.

La ville de Calais devait rester deux cent dix ans aux mains des Anglais, auxquels elle ne fut reprise qu'en 1558 par le duc de Guise.

1349

Philippe VI acquiert de Humbert II le Dauphiné, à la condition que dans l'avenir, le fils aîné du roi de France portera le titre de dauphin ; par la suite, le titre passa aux fils aînés des dauphins, lorsque ceux-ci mouraient sans avoir régné. En cette année meurt Jeanne, reine de Navarre, fille de Louis le Hutin. Son fils, Charles le Mauvais, lui succède.

— 1350

Mort de Philippe VI. Il avait épousé en premières noces Jeanne de Bourgogne, fille du duc Robert II ; en secondes noces, Blanche, fille de Philippe d'Évreux, roi de Navarre. Tant par ses mariages que par son accession au trône et ses négociations, il ajouta au domaine royal, outre le Dauphiné, la seigneurie de Montpellier, les duchés de Valois, d'Anjou et du Maine. Philippe VI laissait le souvenir d'un souverain incapable et d'un prince hautain : il imita à plusieurs reprises Philippe le Bel en altérant les monnaies et institua sur le sel l'impôt dit de la Gabelle.

1350-1355

Avènement en 1350 de Jean II le Bon (fils du précédent). Il régnait depuis peu de temps lorsqu'il fit exécuter sans jugement le connétable Raoul, comte d'Eu, parce qu'il le soupçonnait d'intelligences avec la cour d'Angleterre : il donna la charge devenue ainsi vacante à son favori Lacerda que, peu après, Charles le Mauvais fit assassiner. Par représailles, Jean profita de l'occasion d'un banquet à Rouen pour faire saisir Charles qui fut emprisonné, et un certain nombre de ses compagnons que l'on décapita séance tenante. Le mécontentement que cet événement causa aux Anglais, dont Charles était l'allié, s'aggrava de l'échec subi dans le Combat des Trente par les champions anglais. On a donné ce nom à un combat que livrèrent en 1351, près de Ploërmel, trente chevaliers français, tenants de Charles de Blois, commandés par Beaumanoir de Josselin, à trente chevaliers anglais commandés par Richard Benborough, qui furent vaincus. La reprise de la guerre avec l'Angleterre devenait inévitable. En 1355, Jean le Bon convoqua les États généraux pour leur demander des subsides pour la soutenir. Le Prince Noir débarqua à Bordeaux à la tête d'une armée.

1356-1357

Bataille de Poitiers en 1356 (livrée à Maupertuis), dans laquelle les Français furent battus par les Anglais et le roi Jean fait prisonnier et emmené à Londres. Le dauphin Charles, régent pendant la captivité de son père, réunit à deux reprises (1358-1357) les États généraux pour leur demander de nouveaux subsides destinés à entretenir une armée pour défendre le territoire pendant la captivité du roi. Les États, dirigés par Robert Le Coq, évêque de Laon et Étienne Marcel, prévôt des marchands, firent preuve d'une vive hostilité envers la couronne ; ils accordèrent néanmoins les subsides demandés ; mais à la condition qu'une commission de trente-six membres, nommée dans leur sein, aurait le contrôle de leur emploi.

- 1358** A la faveur de ces événements éclata le mouvement populaire appelé la Jacquerie, du nom de Jacques sous lequel on désignait par dérision les paysans Ceux-ci, exaspérés par les longues misères résultant de l'invasion de la France par les bandes anglaises, se soulevèrent contre l'autorité royale et contre leurs seigneurs, dont ils pillèrent et brûlèrent les châteaux. Cette révolte fut durement réprimée et échoua misérablement. Pendant ce temps, le pays était dévasté par les Grandes Compagnies, bandes formées, pour la plus grande partie, des mercenaires étrangers qui avaient fait partie de l'armée du roi Jean, défaite à Poitiers, et avaient été licenciés sur place, et probablement sans solde. Gens de sac et de corde, ils ne vivaient que de pillage dans les pays qu'ils parcouraient en tous sens jusqu'à ce qu'ils n'en pussent plus rien tirer. Les méfaits de ces bandes, en révélant le danger qu'il y avait à faire défendre le territoire national par des mercenaires étrangers dont on ne pouvait plus ensuite se débarrasser, furent sans doute une des raisons pour lesquelles les États généraux de 1357 votèrent la création d'une armée permanente de 30 000 hommes. Cette année 1358 fut encore marquée par une insurrection des habitants de Paris contre le dauphin Charles, qui faisait percevoir des impôts sans l'autorisation des États généraux.
- Jean II le Bon*
- 1360** Traité de Brétigny par lequel l'Angleterre rendait la liberté au roi Jean moyennant une rançon de trois millions d'écus d'or ; et la France renonçait à tous droits sur la Guyenne, le Ponthieu et les villes de Guînes et de Calais. Jean le Bon rentra en France, laissant son second fils, le duc d'Anjou, en otage à Calais, jusqu'au paiement de la rançon, mais le jeune prince s'étant évadé, le roi vint reprendre à Londres sa captivité, par respect dit-il de sa parole, et surtout, disait-on, parce que la captivité lui était douce.
- 1361** Jean le Bon fonda la deuxième maison de Bourgogne, en donnant cette province en apanage à son quatrième fils, Philippe le Hardi, qui avait bravement combattu à ses côtés à Poitiers. Cette maison, qui devait s'éteindre en 1477, fut successivement représentée, après Philippe le Hardi, par Jean sans Peur, Philippe le Bon et Charles le Téméraire. La première maison de Bourgogne était issue de Robert le Pieux.
- 1362** Édouard III donne à son fils, le Prince Noir, le duché d'Aquitaine, avec Bordeaux pour capitale.
- **1364** Mort de Jean le Bon à Londres, en captivité. Il avait épousé Bonne de Luxembourg, dont il eut Charles V qui lui succéda, et Philippe le Hardi qu'il fit duc de Bourgogne. Avènement de Charles V (né en 1337) surnommé le Sage, tant à cause de son savoir que de la prudence avec laquelle il gouverna. Le règne s'ouvrait dans de mauvaises conditions. Charles sut s'entourer d'hommes de valeur et arriva à surmonter toutes les difficultés résultant des règnes précédents. Il eut surtout à lutter contre Charles le Mauvais, roi de Navarre, Pierre le Cruel, roi de Castille, les Grandes Compagnies et les Anglais. Son meilleur général fut le Breton Du Guesclin (né en 1320). Il laissa la France relativement prospère. Victoire de Du Guesclin à Cocherel, sur Jean de Grailly, Captal de Buch, qui commandait les troupes de Charles le Mauvais. Bataille d'Auray (épisode de la guerre de Bretagne ou des Deux Jeanne), dans laquelle Jean de Montfort battit son rival Charles de Blois qui y fut tué, et fit prisonnier Du Guesclin qui d'ailleurs racheta peu après sa liberté. Premiers établissements français à la Côte d'Afrique (les Dieppoises en Guinée et au Sénégal).
- Charles V le Sage*
- 1365** Traité de Guérande qui met fin à la guerre de Bretagne. La Bretagne était attribuée à la maison de Montfort qui se reconnaissait vassale du roi de France et la maison de Blois (soutenue dans cette guerre par la France) recevait le comté de Penthièvre et la vicomté de Limoges. Traité de Saint-Denis, qui mit fin à la guerre entre la France et la Navarre. Charles le Mauvais renonçait à ses prétentions au trône de France et abandonnait le duché de Normandie ; il recevait par contre la seigneurie de Montpellier.
- 1366-1369** Les Grandes Compagnies (voir 1358) infestaient la France de leurs déprédations. Pour en débarrasser le pays, Charles V chargea Du Guesclin de les conduire en Espagne, au service d'Henri de Transtamare, révolté contre son frère, Pierre le Cruel, roi de Castille, qui avait fait étrangler leur mère. Du Guesclin pénétra avec ces bandes en Castille et fit couronner Henri de Transtamare à Burgos. Pierre le Cruel se réfugia à Bordeaux auprès du Prince Noir, avec l'appui duquel il ne tarda pas à recommencer la lutte.
- 1367** Bataille de Navarette. Du Guesclin y fut battu et fait prisonnier par le Prince Noir, qui lui rendit quelque temps après la liberté.
- 1369** Bataille de Montiel, gagnée sur les Anglais et les partisans de Pierre par Du Guesclin. Pierre le Cruel est tué peu après dans une rixe par son frère, Henri de Transtamare, qui prend la couronne de Castille.
- 1369 -1380** Sur les plaintes des seigneurs gascons, causées par les exactions du Prince Noir, Charles V cita ce dernier à comparaître devant la Cour de Paris, mais il se déroba, et Du Guesclin reprit les armes contre lui, secondé par Olivier de Clisson et par Boucicaut. Dans cette guerre, sur les instructions de Du Guesclin, les chefs français évitèrent les grandes rencontres, s'attachant surtout à réduire les Anglais en détail. Cette tactique réussit pleinement; les Anglais furent peu à peu chassés des territoires qu'ils occupaient. A la mort de Charles V, ils ne tenaient plus que les places de Calais, Cherbourg, Brest, Bordeaux et Bayonne.
- **1380** Mort de Du Guesclin devant la forteresse de Châteauneuf-Randon tenue par les Anglais et dont il faisait le siège. Charles V voulut qu'il fût inhumé auprès des rois de France, dans l'abbaye de Saint-Denis. Mort de Charles V. Ce règne doit être regardé comme un des meilleurs que la France ait connus. Il vit la réalisation de réformes heureuses et de grands progrès. Citons : l'agrandissement et la consolidation du domaine royal; la restauration des finances (vide à l'avènement, le Trésor contenait plusieurs millions à la mort de Charles V); l'économie instaurée dans les services publics, notamment dans la perception des impôts ; la substitution dans le Parlement des légistes aux barons ; la création, sous le nom de Librairie royale, de la Bibliothèque Nationale, dont le

premier siège fut dans la Tour du Louvre (commencée avec 20 volumes, elle en contenait 900 quand mourut le roi) ; l'établissement du Palais de justice (dans l'ancien château de saint Louis) ; la fondation de la Bastille (qui ne fut du reste achevée que plus tard), etc. De plus, Charles V fixa à 13 ans révolus la majorité des rois de France. Le célèbre chroniqueur Froissart, auquel on doit le plus de renseignements sur la guerre de Cent ans et dont les écrits ont beaucoup contribué à nous faire connaître le Moyen Âge, vécut sous ce règne (1325-1400). Charles V avait épousé Jeanne de Bourbon, dont il eut Charles VI (né en 1368) qui lui succéda. A la mort de Charles V son fils (né en 1368 de Jeanne de Bourbon) lui succède sous le nom de Charles VI, mais il est mineur et ne gouverne d'abord que sous la tutelle de ses oncles, les ducs d'Anjou, de Bourgogne et de Berry, qui mettent au pillage le trésor royal, lentement constitué par Charles V, et mécontentent la population par leur attitude hautaine et arrogante.

- 1382** Les régents font annoncer qu'ils rétablissent des taxes qui avaient été abolies par le feu roi. A cette nouvelle, le peuple de Paris se révolte, massacre un collecteur d'impôts et s'empare des armes qui étaient tenues en réserve à l'Hôtel de Ville, notamment de maillets de plomb fabriqués autrefois pour être distribués en cas de besoin aux défenseurs des remparts : de là le surnom de Maillotins donné à ces insurgés qui, maîtres de la ville, y font régner la terreur et y commettent toute sorte d'excès. En même temps, des troubles analogues éclatent dans plusieurs villes, telles que Reims, Sens, Compiègne, Amiens et Rouen, et jusque dans le Languedoc, où les révoltés prennent le nom de Tuchins. Pendant ces troubles, les Flamands se sont, de leur côté, soulevés contre leur comte, et se sont donné pour chef Philippe Artevelde (fils de Jacques Artevelde que les Français ont combattu sous le règne de Philippe VI). Le comte de Flandre étant le beau-père du duc de Bourgogne (l'un des régents de France), celui-ci pousse Charles VI à prendre les armes en sa faveur. La chevalerie française obéit d'autant plus volontiers en cette circonstance à Charles VI, que le mouvement qui se produit dans les Flandres est en réalité une révolte des artisans et des bourgeois contre les seigneurs. Les Français sont commandés par un ancien compagnon d'armes de Du Guesclin, le connétable Olivier de Clisson. La rencontre a lieu le 17 novembre à Rosebecque ; les Flamands y sont complètement battus par les Français et leur chef Artevelde y est tué. A la suite de cette victoire, Charles VI entre à Gand et y fait décapiter plusieurs bourgeois regardés comme les chefs du mouvement. Après quoi il rentre à Paris pour réduire la révolte des Maillotins.
- 1385** Charles VI épouse Isabeau de Bavière, fille d'Étienne II, duc de Bavière, née en 1371, qui est restée célèbre par les scandales de sa vie privée et publique.
- 1388** Charles VI décidé à gouverner seul renvoie ses oncles dont l'action a été si funeste, et rappelle les anciens conseillers de son père, gens de petite noblesse, et même de mince origine (et que pour cette raison on appela les Marmousets), mais sages et prévoyants. L'administration prudente et économe des Marmousets ramène quelque prospérité dans le pays.
- 1389** Louis, duc d'Orléans, frère de Charles VI, épouse Valentine Visconti, qui reçoit en dot des droits sur le Milanais (cause des futures guerres d'Italie).
- 1392** Attentat à Paris de Pierre de Craon contre Olivier de Clisson, qui est laissé pour mort, mais réchappe de ses blessures. Cette tentative de meurtre a eu lieu à l'instigation du duc de Bretagne, ennemi mortel du connétable. Charles VI exige la remise du meurtrier qui s'est réfugié à la cour du duc, et que celui-ci refuse de livrer. Le roi de France, pour venger son fidèle lieutenant auquel il doit la victoire de Rosebecque ainsi que le rétablissement du prestige royal et qui est du reste un personnage considérable, prépare une expédition contre le duc, et entre en campagne. Le 5 août, comme l'armée, au sortir de la forêt du Mans, débouchait en plaine par une chaleur torride, Charles VI, déjà troublé par l'apparition soudaine d'un individu qui, sous bois, lui avait crié d'arrêter parce qu'il était trahi, devient subitement fou en entendant le bruit d'armes qu'un soldat laissait par négligence s'entrechoquer. Il se jette l'épée haute sur son entourage, tue quatre hommes de son escorte et n'est maîtrisé qu'à grand-peine. Ses oncles reprennent le pouvoir concurremment avec son frère Louis d'Orléans. Sa folie cependant n'est pas absolue, et on le voit pendant trente-cinq ans que dure encore son règne, s'occuper fréquemment des affaires de l'État.
- 1396** Jean sans Peur, fils du duc de Bourgogne, conduit une expédition de chevaliers français à la défense de la Hongrie contre les Turcs ; il est battu à Nicopolis par le sultan Bajazet Ier.
- 1404** Mort de Philippe le Hardi, duc de Bourgogne. Son fils Jean sans Peur lui succède.
- 1407** La mésintelligence règne entre les régents du royaume au nombre desquels se place la reine Isabeau de Bavière : elle est particulièrement vive entre le duc d'Orléans et le duc de Bourgogne qui, pour se débarrasser de son rival, le fait assassiner à Paris dans un guet-apens.
- 1407-1435** Armagnacs et Bourguignons. Charles, fils de Louis d'Orléans qui vient d'être assassiné, épouse la fille du comte d'Armagnac et rallie autour de lui tous les partisans de sa maison, auxquels on donne le nom d'Armagnacs; il entre en lutte armée avec les partisans du duc de Bourgogne, appelés les Bourguignons. Cette querelle, qui partage la France en deux camps, dégénère en une véritable guerre civile ; les deux factions rivalisent d'atrocités. Les Bourguignons dominant d'abord dans Paris, où ils s'appuient sur la corporation des bouchers dirigés par Caboche et Capeluche, et surnommés les Cabochiens. Ceux-ci poussent les excès si loin que la population appelle les Armagnacs à son secours (1413), et l'on voit les fureurs des Armagnacs succéder à celles des Bourguignons. La lutte continue entre ces irréconciliables adversaires. Le parti Armagnac s'aliène les sympathies du peuple en sollicitant le concours des Anglais. En 1414, Charles VI marche contre le duc de Bourgogne qu'il va assiéger à Arras. C'est au cours de ce siège qu'il est fait pour la première fois usage des arquebuses que l'on appelait alors « canons à main ». Cette expédition n'a pas de suites : Charles accorde la paix au duc.

- 1415** Les Anglais ont cherché à profiter du désordre où se trouve la France pour débarquer des troupes à l'embouchure de la Seine. Un grand nombre d'Armagnacs et de Bourguignons font trêve à leur querelle pour marcher ensemble contre eux sous le commandement du connétable d'Albret ; le duc de Bourgogne ne se joint pas à eux.
Les Français livrent bataille aux Anglais à Azincourt où la chevalerie française subit un désastre sans précédent.
- 1418** Henri V d'Angleterre profite de sa victoire pour continuer la conquête de la Normandie; Caen et Rouen se défendent héroïquement. Jean sans Peur exploite cet événement en soulevant le peuple de Paris contre les Armagnacs dont le chef, Jean d'Armagnac, vient d'être fait connétable. Les Bourguignons entrent dans la ville avec l'aide des Cabochiens, se saisissent de tous les Armagnacs qu'ils peuvent trouver et les massacrent. Le dauphin Charles (fils aîné de Charles VI et d'Isabeau de Bavière) n'échappe à la mort que grâce au dévouement de Tanneguy Duchâtel, prévôt des marchands, qui l'emporte couvert d'un manteau et réussit à le faire sortir de Paris. Le dauphin prend le titre de régent et transfère à Poitiers le siège du gouvernement et ce qui, du Parlement et de l'Université, s'attache à sa fortune.
- 1419** Les amis du dauphin, feignant de désirer une réconciliation avec le duc de Bourgogne Jean sans Peur, attirent ce dernier à Montereau, où il est assassiné par Tanneguy Duchâtel.
- 1420** Traité de Troyes, négocié par Isabeau de Bavière et Philippe le Bon, duc de Bourgogne (fils de Jean sans Peur) avec les Anglais, et qu'on fait signer à Charles VI malgré sa débilité mentale. Par ce traité, le dauphin est déshérité au profit de Henri V, roi d'Angleterre qui est déclaré régent, et héritier de la couronne de France, à la condition d'épouser Catherine, fille de Charles VI.
Henri V fait son entrée à Paris et se fait remettre le Louvre, la Bastille, Vincennes, Sens, Montereau et Melun, que ses troupes occupent.
- 1421** Le dauphin n'a pas cessé de guerroyer contre les Anglais. Sept mille Écossais sont venus se mettre à sa solde, mais en général le sort des armes ne lui est pas favorable.
- **1422** Mort de Charles VI et de Henri V d'Angleterre. Henri VI, qu'Henri V a eu de la fille de Charles VI, âgé seulement de dix mois, est proclamé à Paris roi de France et d'Angleterre, tandis que le dauphin Charles se proclame roi de France à Mehun-sur-Yèvre (en Berry), sous le nom de Charles VII. Le règne de Charles VI a été désastreux pour la France. Pendant que le pays était livré aux horreurs de la guerre civile, ceux qui prétendaient le gouverner au nom du roi fou l'exploitaient indignement, et finalement en vendaient aux Anglais la plus grande partie. La reine Isabeau, qui a marqué ce long règne de ses débauches et de ses exactions, survit à son complice Henri V d'Angleterre jusqu'en 1435. Charles VI passa presque toutes les années de sa folie dans une sorte d'internement, livré aux soins d'une compagne, Odette de Champdivers, qui inventa pour le distraire, dit-on, les cartes à jouer. Lors de la mort de Charles VI, les Armagnacs et les Bourguignons étaient encore en guerre : les premiers représentaient le parti du dauphin, les Bourguignons étaient inféodés aux Anglais.
- Avènement de Charles VII (né en 1403). A ce moment, il ne possède que la Touraine, l'Orléanais, le Berry, l'Auvergne et le Dauphiné : il a fixé sa capitale à Bourges, aussi les Anglais l'appellent-ils par dérision le roi de Bourges. Tout le reste du royaume, tel qu'il était à l'avènement de Charles VI, est entre les mains des Anglais qui, tout au moins, en occupent les points les plus importants, et gouverné par leur duc de Bedford ; celui-ci, allié avec le duc de Bourgogne, continue la conquête de la France.
Charles VII est entouré de capitaines braves et dévoués, tels que La Hire, Xantrailles, le connétable de Richemond, mais il manque de ressources pour soutenir efficacement la lutte. D'ailleurs, bien qu'il ait donné à l'occasion des preuves de bravoure, il est indolent et prodigue et sacrifie tout au plaisir.
- 1423-1429** Au cours de la lutte contre les Anglais, les Français et les Écossais qui combattent avec eux sont battus dans toutes les rencontres : à Crevant (1423), à Verneuil (1424), à Rouvray (1429) où ils ont la satisfaction platonique de détruire un convoi de harengs destiné au ravitaillement des Anglais, ce qui a fait donner à cette affaire le nom de Journée des Harengs. Aussi les Anglais ont-ils pu descendre jusqu'à Orléans, qu'ils assiègent et autour de laquelle ils ont élevé des bastilles (forteresses en bois ou matériaux légers pour abriter les assiégés).
- 1429-1431** Mission et actes de Jeanne d'Arc. C'est la fille de pauvres gens de Domrémy (village de Lorraine), elle est née en 1412. Vers l'âge de treize ans, elle a commencé à avoir des visions au cours desquelles, dit-elle, l'archange saint Michel et des saintes lui ont apparu, et lui ont ordonné de délivrer la France des Anglais. Elle se défend pendant cinq ans, que durent ces manifestations de l'au-delà, d'accepter cette mission pour laquelle elle ne se voit pas faite. Cependant, dans sa province reculée, les gens souffrent cruellement de l'état de guerre permanent ; le bruit des défaites des compagnons du roi de France est parvenu jusqu'à eux ; ils n'ignorent pas qu'Orléans qui est le dernier rempart de la monarchie est dans une position précaire. Ces dernières nouvelles emportent le consentement de Jeanne. Elle va raconter ses visions au capitaine du pays pour le roi, le sire de Baudricourt, et le somme de la faire conduire auprès de Charles VII ; Baudricourt commence par la rebuter, et enfin ébranlé par la conviction de la jeune « pastoure », il consent à son départ, lui facilite l'achat d'un cheval et de vêtements masculins, lui donne une épée et une escorte de six hommes d'armes. Après un voyage de vingt jours, Jeanne arrive à Chinon où se tient la Cour. Charles VII ne la laisse que trois jours plus tard pénétrer auprès de lui, encore s'est-il mêlé à la foule des courtisans pour voir si elle le reconnaîtra, mais elle va à lui sans hésitation. Le roi des cieux, lui dit-elle, vous mande par moi, gentil dauphin, que vous serez sacré et couronné à Reims. Après divers incidents, le roi, gagné lui aussi, ainsi que son entourage, par l'assurance de celle qui se dit envoyée de Dieu, consent à lui confier quelques troupes avec lesquelles elle part pour faire lever le siège d'Orléans. Jeanne d'Arc réussit à pénétrer le 20 avril dans Orléans où les assiégés, confiants dans sa mission et subjugués par son ascendant, se rangent sous ses ordres : en quelques jours, elle rétablit la discipline, réorganise la défense et dirige de sa personne plusieurs coups de main hors des murs, au cours desquels différentes bastilles sont enlevées aux Anglais. Le 7 mai, malgré l'avis des capitaines, elle ordonne une grande sortie

qui donne lieu à un violent combat où elle est blessée, mais les Français, après avoir été sur le point de lâcher pied, sur ses exhortations reprennent vigoureusement l'offensive et remportent la victoire. Le lendemain, les Anglais épouvantés lèvent le siège. C'est cet événement que la ville d'Orléans en particulier, et la France en général, commémorent par de grandes fêtes le 8 mai. Les Français, électrisés par ce succès magnifique, suivent dès lors aveuglément Jeanne d'Arc. Sous ses ordres, ils pourchassent les Anglais en retraite, leur reprennent Jargeau, Beaugency et Meung. Enfin, le 18 juin, elle remporte à Patay une nouvelle grande victoire qui lui ouvre la route de Reims ; Troyes et Châlons lui font leur soumission. Le gouverneur bourguignon de Reims est contraint par l'enthousiasme populaire d'ouvrir les portes de la ville à Jeanne et à Charles VII.

Le 17 juillet, en présence de Jeanne d'Arc, des capitaines et de l'armée, a lieu dans la cathédrale le sacre solennel de Charles VII par l'archevêque Regnault de Chartres, que le retour des Français a remis en possession de son siège. Jeanne est décidée à poursuivre sans autre répit les Anglais, mais les chefs de l'armée, jaloux sans doute de l'ascendant qu'elle pourrait prendre sur le roi, ne la secondent que mollement. Cependant elle vient attaquer Paris (fin août 1429), et bien qu'elle manque des moyens nécessaires pour une aussi grosse entreprise, elle tente de forcer l'entrée de la ville par la porte Saint-Honoré. La ville est sur le point d'être prise, lorsque Jeanne est blessée : ses troupes l'entraînent en arrière, et les Anglais restent maîtres de la place. Jeanne continue de tenir la campagne, mais le mauvais vouloir des chefs des troupes paralyse ses efforts et elle ne remporte plus que des succès sans conséquence. En 1430, le duc de Bourgogne étant venu mettre le siège devant Compiègne qui tenait pour le roi de France, les habitants demandent le secours de Jeanne ; tout ce que l'héroïne peut obtenir de Charles VII est un renfort de 70 hommes, avec lequel elle essaye de bousculer dans une sortie les assiégeants (24 mai). La sortie est malheureuse ; d'ailleurs les Français n'étaient pas en force ; en rentrant en désordre et précipitamment dans la ville, ils abandonnent Jeanne qui vient d'être blessée, et tombe aux mains des Bourguignons, dont le chef, Jean de Luxembourg, la vend aux Anglais (novembre 1430).

Conduite à Rouen où elle est emprisonnée, Jeanne expie par toute sorte de mauvais traitements ses victoires sur les Anglais : ceux-ci l'accusent de sorcellerie pour se débarrasser plus facilement d'elle en se réservant les apparences du bon droit. Un tribunal est formé soi-disant pour la juger, mais qui a en réalité pour mission de la condamner. En effet, après diverses péripéties où se révélèrent manifestement la duplicité et la rancune des Anglais, Jeanne est condamnée à être brûlée vive et subit héroïquement le dernier supplice le 30 mai 1431. L'histoire a gardé le nom, à jamais souillé, du personnage qui, pour complaire aux Anglais, dirigea ce procès inique de manière à le faire aboutir à la condamnation de Jeanne d'Arc : c'était Cauchon, évêque de Beauvais.

Charles VII

- 1431** Naissance de François Villon.
- 1431-1435** Charles VII n'avait tenté que peu d'efforts pour sauver celle à qui il devait d'avoir pu recouvrer une grande partie de son royaume. Cependant, la mort de l'héroïne provoqua une réaction favorable dans les esprits. Le roi se mit sérieusement au travail ; tandis que ses capitaines continuaient à batailler contre les Anglais et les Bourguignons, il réorganisait le pays et entamait des négociations avec le duc de Bourgogne en vue d'une réconciliation avec celui-ci.
- 1435** Paix d'Arras. Au prix de concessions territoriales importantes, Charles VII réussit à détacher le duc de Bourgogne de ses alliés les Anglais, il abandonnait à Philippe le Bon les comtés de Mâcon et d'Auxerre, ainsi que quelques villes de la Somme : Abbeville, Amiens, Corbie, Péronne et Saint-Quentin que, d'ailleurs, il se réservait la faculté de racheter ; mais ce sacrifice mettait fin à la lutte entre Armagnacs et Bourguignons.
- 1436** Cependant Paris était toujours occupé par les Anglais. Les notables se concertèrent pour mettre fin à la domination étrangère. Dans ce but, à l'instigation de l'un d'eux, Michel Laillier, ils ouvrirent clandestinement les portes au connétable de Richemond qui reprit promptement possession de la ville. La garnison anglaise se retira dans la Bastille, d'où il lui fut permis plus tard de sortir sans dommage pour quitter la capitale.
- 1437** Charles VII fait solennellement son entrée à Paris, mais ne s'y fixe pas.
- 1438** Une violente épidémie de peste désola Paris et une partie de la France. Le concile de Bourges édicte la Pragmatique Sanction qui règle les rapports du clergé de France avec le Saint-Siège et établit l'Église gallicane.
- 1439** Il s'était formé un peu partout des bandes de malfaiteurs, hommes de guerre renvoyés sans solde, mercenaires étrangers sans emploi, gens sans aveu de toute sorte qui, sous le nom d'Écorcheurs, ravageaient la France. Charles VII convoqua en 1439 les États généraux à Orléans et obtint d'eux, sous le nom de taille permanente, les fonds nécessaires pour la création de troupes permanentes qui devaient rétablir partout l'ordre et la sécurité. La création de cette force royale inquiéta les seigneurs, qui y virent (non sans raison) un instrument à l'aide duquel la monarchie pourrait les dépouiller de leurs privilèges féodaux ; ils se révoltèrent contre le roi : ce mouvement fut appelé la Praguerie parce qu'il coïncidait avec une manifestation analogue qui avait lieu en Bohême ; Charles VII en vint à bout facilement. Charles VII conclut une trêve avec l'Angleterre et en profita pour persuader les Écorcheurs d'aller se battre pour le compte d'autres princes en Lorraine et en Suisse : il en enrôla pendant un certain nombre des plus braves dans ses troupes de récente création.
- 1445** Création des Compagnies d'ordonnance (15 de 600 hommes à cheval) qui furent le noyau de la cavalerie française.
- 1448** Création de l'infanterie régulière française dont les premières unités sont les francs archers. Perfectionnement et extension de l'artillerie, sous la direction des frères Bureau. Les bombardes du temps de Crécy font place à de véritables canons. Réorganisation des finances sous la direction de Jacques Cœur, qui mit sa grande fortune personnelle à la disposition du roi pour lui permettre de réaliser ses projets.
- 1449-1450** Grâce à ces mesures, Charles VII put reprendre sur une grande échelle la lutte contre les Anglais qui possédaient toujours la Normandie et la Guyenne. La Normandie leur fut d'abord reprise.

Rouen ouvrit ses portes et les Anglais furent chassés peu à peu de la province ; ayant tenté de débarquer une armée à Cherbourg pour s'opposer aux progrès de Charles VII, ils subirent à Formigny une défaite qui débarrassa d'eux définitivement la Normandie (1450). Le roi d'Angleterre ne conservait dans cette région que les îles dites anglo-normandes qui depuis lors sont restées anglaises.

1451-1453 Pendant que se passaient ces événements, un général de Charles VII, le comte de Dunois, avait entrepris la conquête de la Guyenne ; en 1451 il entra à Bordeaux et en chassait les Anglais. Les habitants, dont cette victoire menaçait les intérêts commerciaux, se soulevèrent contre les Français, et les Anglais cherchèrent à exploiter ce mouvement pour rétablir leur domination dans la contrée, mais ils furent battus à Castillon en 1453 et abandonnèrent pour toujours le sol français. Les Anglais ne possédaient plus en France que la ville de Calais. Ces faits marquent la fin de la guerre de Cent ans.

1453 En cette année se produit un événement capital dans l'histoire du monde. La prise de Constantinople par les Turcs précipite l'effondrement de l'empire d'Orient ou Bas-Empire, et marque la fin du Moyen Âge et le commencement des temps modernes.

1453-1461 Les dernières années du règne virent s'accomplir encore d'autres réformes et créations utiles. Charles VII crée le Parlement de Toulouse et celui de Grenoble et fait commencer la rédaction des diverses Coutumes qui régissaient la vie civile. On doit reprocher à ce souverain son ingratitude envers Jacques Cœur qui avait restauré et administré sagement les finances du royaume, et qui avait puissamment aidé de ses deniers au relèvement de la monarchie et du pays. Le grand argentier fut sacrifié à ses ennemis, ses biens furent confisqués et il alla mourir en exil. La favorite de Charles VII, Agnès Sorel, dame de Beauté (nom d'une seigneurie qu'elle possédait) née en 1422 (morte en 1450) fut mêlée de très près aux affaires de la monarchie, mais elle eut sur l'esprit du roi et sur la marche des événements une heureuse influence. Au contraire, le dauphin Louis (plus tard Louis XI) fut pour Charles VII son père un ennemi infatigable. Né en 1423 (fils de Marie d'Anjou), il s'était dès 1440 joint à la Praguerie. En 1455, il fomenta une nouvelle révolte contre Charles VII: celui-ci châtia rudement les révoltés et le dauphin dut chercher un refuge auprès du duc de Bourgogne (1456). Ces derniers événements altèrent la santé de Charles VII qui d'ailleurs vivait dans la crainte continuelle d'être empoisonné à l'instigation du dauphin ; il mourut en 1461. Le règne de Charles VII a vu la France réduite à la dernière extrémité, puis sauvée par une intervention miraculeuse et finalement relevée de ses ruines. On peut reprocher à Charles VII son indolence, sa négligence de ses devoirs pendant ses premières années de règne ; mais on doit reconnaître que, par la suite, il fit preuve d'énergie et de grands talents d'administrateur. Malheureusement, l'ingratitude dont il fit preuve envers Jeanne d'Arc et Jacques Cœur a jeté une ombre défavorable sur sa mémoire. Les circonstances de son règne lui ont fait donner par les historiens les surnoms de l'Indolent, puis le Bien-Servi, puis le Victorieux.

1456 Mort de Jacques Cœur.

— **1461** Avènement de Louis XI (né en 1423, fils du précédent et de Marie d'Anjou). Il a épousé, étant encore dauphin, Marguerite d'Écosse (née en 1424). Il monte sur le trône dans des conditions de sécurité que n'ont pas connues beaucoup de ses prédécesseurs. La monarchie est affermie, la grande féodalité très ébranlée, les finances sont mieux réglées, une armée permanente permet au roi d'imposer ses décisions ; enfin des institutions administratives et judiciaires assurent un certain ordre dans le pays. Mais Louis XI n'entend pas suivre toutes les voies ouvertes par Charles VII ; à peine sacré à Reims, il entame avec le Saint-Siège des négociations en vue de l'abandon de la Pragmatique Sanction.

1464 Il ne cache pas d'autre part son intention de poursuivre la lutte contre les derniers représentants de la féodalité. Formation de la Ligue du Bien public, entre les grands seigneurs féodaux (ducs de Bourgogne, de Nemours, de Bourbon, de Bretagne et comte d'Armagnac) contre Louis XI, qui les a tous mécontentés et surtout alarmés par quelques réformes précipitées, ainsi que par l'annonce de ses projets de leur abaissement. Bien que l'intérêt de ces princes soit entièrement opposé à celui de la population, ils n'hésitent pas à qualifier leur alliance Ligue du Bien public.

Louis XI **1465** Les coalisés marchent sur la capitale. Louis XI va au-devant d'eux avec l'armée royale. Une bataille se livre le 16 juillet à Montlhéry, mais elle reste indécise. Louis XI se hâte de rentrer dans Paris et de le mettre en état de défense; pour s'assurer la bienveillance des bourgeois, il leur rend leurs privilèges et pendant ce temps, il noue des négociations avec les chefs de la ligue. Ces démarches réussissent à les désunir. Il fait alors avec eux les traités de Conflans et de Saint-Maur par lesquels la ligue est dissoute. Il cède la Normandie à son frère (duc de Berry). Mais il est bien résolu à n'exécuter aucune des clauses qu'il vient de signer. Mort du poète Charles d'Orléans.

1467 Mort du duc de Bourgogne Philippe le Bon. Son fils Charles le Téméraire lui succède. Gand et Liège se révoltent contre lui et Louis XI leur donne clandestinement son appui. A l'intérieur, Louis XI déclare les offices inamovibles et organise militairement les corps de métiers de Paris. Cependant, les traités qu'il a signés ne s'exécutant pas, une deuxième ligue se forme contre lui, cette fois entre Charles le Téméraire, son beau-frère, Edouard IV d'Angleterre et le duc de Bretagne. Louis XI fait tête d'abord contre ce dernier; il lui inflige une défaite et lui impose le traité d'Ancenis. Puis il se retourne vers les deux autres, mais n'étant pas suffisamment fort pour les attaquer, il cherche à agir de ruse contre le duc de Bourgogne.

1468 Louis XI fait déclarer par les États généraux réunis à Tours, la Normandie inaliénable, comme faisant partie du domaine de la couronne : elle ne pourra donc être attribuée à son frère ; après quoi il sollicite une entrevue avec Charles le Téméraire à Péronne, où devront être débattues et, promet-il sans doute, résolues les questions qui les divisent. Mais en même temps, afin de créer à Charles des embarras qui le rendront de composition plus facile, il pousse les Liégeois à une nouvelle révolte, cette fois contre leur évêque, parent de Charles, qu'ils chassent de son

siège. Charles apprend cette trahison et retient Louis prisonnier dans le château de Péronne. Louis XI, cependant, désarme son redoutable adversaire par sa soumission affectée, et consent à signer le traité qu'il lui impose. Aux termes de ce traité, dit de Péronne, le frère de Louis XI (qui est l'allié du Téméraire et qui a été frustré de la Normandie) recevra les provinces de Champagne et de Brie (qui relient les possessions du duc de Bourgogne en Bourgogne et en Flandre) et Louis XI devra assister à la campagne contre les Liégeois. A cette occasion, Louis détache du service du duc, par ses promesses et sa duplicité, le célèbre Philippe de Commines, qui après avoir été le meilleur conseiller de Charles le Téméraire sera l'ami, le confident et l'historiographe du roi de France. Après quoi, Louis part avec Charles contre les villes flamandes dont ses intrigues ont provoqué la révolte, et assiste au sac de Liège par les Bourguignons.

Une fois rentré à Paris, Louis s'efforce de ne pas tenir les engagements qu'il vient de prendre ; il commence par attribuer à son frère la Guyenne au lieu de la Champagne qui lui a été promise par traité, mais qui, à son gré, est trop voisine de Paris pour être possédée par un seigneur aussi turbulent et qui d'ailleurs reste l'allié du duc de Bourgogne. Louis XI fait enfermer dans une cage de fer son conseiller, le cardinal La Balue, qu'il accuse de l'avoir trahi.

1470 Louis XI convoque à Tours, l'Assemblée des Notables, par laquelle il fait annuler le traité de Péronne. Se prévalant de cette décision (qui est beaucoup son ouvrage), il fait saisir les villes de la Somme : Saint-Quentin, Roye, Montdidier, Amiens, qu'il avait rachetées au duc de Bourgogne et que celui-ci lui avait reprises. Formation d'une nouvelle ligue à l'instigation du nouveau duc de Guyenne, qui a encore pour alliés Charles le Téméraire et Édouard IV d'Angleterre. De même qu'il la déjà fait, Louis XI n'oppose d'abord à ses ennemis que des ruses dilatoires par lesquelles il espère les diviser.

1472 Mort du duc de Guyenne, frère de Louis XI. Cette mort survient trop opportunément pour qu'on ne soupçonne pas Louis XI d'en être l'instigateur : cela ne l'empêche pas de saisir la Guyenne. Charles le Téméraire, en proie à la fureur, accuse Louis d'empoisonnement, et jette des troupes contre les villes de Picardie que le roi vient de lui reprendre. Nesle et Roye sont saccagées ; mais les Bourguignons échouent devant Beauvais, grâce surtout à l'héroïsme d'une jeune fille : Jeanne Lainé, dite Jeanne Hachette. Pour se dédommager de cet échec, Charles ravage la Normandie, espérant que, par la possession de cette province, il pourra faire sa jonction avec le duc de Bretagne. Mais entre temps, Louis XI, tant par force que par ruse, a imposé à ce dernier une trêve ; Charles réduit à ses propres moyens, se voit lui-même contraint d'en signer une, à Senlis.

1472-1475 La trêve de Senlis n'empêche pas Louis XI de reprendre les villes de la Somme que Charles lui a récemment enlevées et de débarrasser peu à peu la région des forces bourguignonnes qui pouvaient s'y trouver encore, tandis que le duc de Lorraine bataille en Lorraine, en Allemagne, avec l'espoir d'arrondir et de souder les unes aux autres ses possessions dont il rêve de former un royaume. Sur la demande du duc, Édouard d'Angleterre lui amène des troupes en France, mais les finasseries de Louis XI, une fois de plus, font avorter le projet des deux alliés. Charles, d'ailleurs, ne peut rejoindre Édouard dans les délais prévus pour le déclenchement de leur action commune ; Louis obtient d'Édouard la signature d'un traité de paix, à Pecquigny (1475). Lorsque le duc de Bourgogne arrive enfin, il se trouve seul pour engager la lutte, et à son tour signe un traité avec Louis XI, ce qui d'ailleurs lui permettra de se retourner vers les Suisses et vers la Lorraine, qu'il cherche à asservir, et contre lesquels il fera deux expéditions malheureuses, dans la dernière desquelles il trouvera la mort (1477).

1474 Incorporation du Roussillon au domaine royal. Le roi d'Aragon avait engagé le Roussillon au roi de France pour 200 000 écus. Cette somme n'ayant pas été remboursée, Louis XI fit saisir Perpignan et occuper la province qui depuis lors est restée française.

1475-1477 Débarrassé de son plus redoutable ennemi, Louis XI se donne tout entier à la lutte contre la féodalité. Prenant acte de l'hostilité que lui ont témoignée la plupart de ses grands chefs et des perfidies dont, il faut bien le dire, ils s'étaient rendus coupables envers lui, Louis XI fait agir contre eux, selon le cas, son Parlement ou ses troupes, et leur fait expier les actes qu'il leur reproche. Ainsi périsse le duc d'Alençon et son fils, le comte d'Armagnac, le comte de Saint-Pol, le duc de Nemours. Leurs domaines, confisqués, sont incorporés au domaine royal. La féodalité est ainsi décapitée, et l'unité territoriale de la France presque réalisée.

1477-1482 A la mort de Charles le Téméraire qui ne laisse qu'une fille, Marie, Louis XI essaye de mettre la main sur les possessions du duc. Pour y parvenir, il affiche le projet de marier Marie, qui a vingt ans, avec le dauphin, son fils, qui en a huit : d'ailleurs il fait envahir les États de Bourgogne par ses troupes, dont les exactions mécontentent les populations. Pour se débarrasser de ses prétentions, Marie donne sa main à l'archiduc Maximilien d'Autriche. Celui-ci prend les armes pour recouvrer l'héritage de sa femme. En 1479, il gagne sur les Français la bataille de Guinegate ; l'Artois se révolte contre Louis XI, mais ce mouvement est vite réprimé. Une révolte des Flamands arrive à point pour empêcher Maximilien de pousser les hostilités contre le roi de France ; l'archiduc est amené à signer le traité d'Arras qui donne à la France l'Artois, les villes de la Somme et le duché de Bourgogne. Les Pays-Bas restent à la maison d'Autriche et sont attribués au fils de Maximilien et de Marie (qui entre temps est morte prématurément) Philippe le Beau (lequel sera le père de Charles-Quint).

1481 Entre temps, Louis XI a hérité des possessions du duc d'Anjou qui lui a volontairement légué l'Anjou, le Maine, la Provence. Louis XI règne maintenant sur un vaste royaume d'un seul tenant. La Lorraine ainsi que les droits sur le royaume de Naples restent à René de Vaudemont, petit-fils du duc d'Anjou.

1483 Mort de Louis XI. L'histoire a gardé le souvenir de ses fourberies et on peut dire aussi de ses crimes ; mais elle lui tient compte de son patriotisme inlassable. Si ce roi montra peu de scrupules dans la poursuite de ses desseins, peu d'honnêteté dans sa manière de gouverner, on doit reconnaître que tous ses actes eurent pour but la consolidation du pouvoir royal et l'extension du domaine de la couronne, c'est-à-dire la grandeur de la France. Peu estimable comme

homme, il n'en fut pas moins un grand roi par ses conceptions politiques et les conséquences de leur réalisation. Louis XI créa les parlements de Bordeaux et de Dijon. Il encouragea le commerce et facilita l'accès de la France aux négociants étrangers ; il améliora les routes, établit les premières postes (qui, à vrai dire, ne servirent d'abord qu'à la transmission de ses ordres) ; il favorisa l'établissement de l'imprimerie à Paris et grâce à lui se fondèrent, à Tours, les premières manufactures de soieries. Sous le règne de Louis XI, vécut le poète François Villon.

- **1484** Avènement de Charles VIII; âgé seulement de treize ans et d'ailleurs débile et maladif, il est trop jeune pour régner. Selon le vœu de Louis XI, la tutelle du jeune prince et la régence seront exercées par sa sœur aînée Anne, mariée au sire de Beaujeu. Cette princesse, douée d'une haute raison et de brillantes qualités, tout entière à ses devoirs, a laissé un grand renom dans l'Histoire. Cependant, les seigneurs que Louis XI avait tenus en respect, jugent le moment propice pour renverser l'œuvre du feu roi, reconquérir leurs privilèges perdus et imposer l'un d'eux comme régent: une ère de troubles se prépare. Anne de Beaujeu réunit les États généraux pour la première fois au grand complet (paysans compris). Elle fait régler la question de la régence, de manière que Louis, duc d'Orléans, dont on doit redouter la frivolité, en soit exclu, et elle se fait attribuer, à défaut du titre, les pouvoirs de régente; enfin, elle obtient d'eux les subsides nécessaires pour faire face à l'orage qui menace.
- 1485-1488** Le duc d'Orléans s'associe avec le duc de Bretagne et quelques seigneurs mécontents, et prend les armes en 1485, puis en 1487 contre la régente, mais ces tentatives, quoique vivement poussées, n'ont aucun résultat. Anne de Beaujeu a confié le commandement de l'armée royale à La Trémoille. Celui-ci conduit énergiquement la guerre. En 1488, il bat les alliés, et fait le duc d'Orléans prisonnier à Saint-Aubin-du-Cormier. Le duc de Bretagne François II est obligé de signer le traité de Sablé. On a appelé cette guerre la guerre folle, à causa de l'imprudenc que montrèrent les seigneurs en s'attaquant au pouvoir royal déjà assez fort pour résister à toute révolte.
- 1491** Mort du duc de Bretagne. Il ne laisse qu'une fille, Anne, qui est promise à Maximilien d'Autriche (veuf de Marie de Bourgogne). Mais celui-ci ne se presse pas de réaliser ce mariage. Charles VIII se rend en Bretagne, dont sa sœur a fait saisir entre temps les principales villes et se fait agréer pour époux par Anne, d'où résulte l'incorporation au royaume du duché de Bretagne.
- Charles VIII* **1492** Découverte de l'Amérique par Christophe Colomb. Henri VII d'Angleterre a préparé une guerre contre la France; pour l'éviter Charles VIII renouvelle à Étampes le traité par lequel Louis XI payait un tribut aux Anglais.
- 1492-1493** Charles VIII se croyant appelé à une carrière militaire glorieuse projette de revendiquer les droits de la maison d'Anjou sur le royaume de Naples et, de là, de porter la guerre en Orient pour briser la puissance des Turcs et rétablir, à son profit, le trône de Jérusalem. Afin de se rendre les mains libres pour ces expéditions, il rétrocède, par le traité de Narbonne, le Roussillon à Ferdinand le Catholique et, par le traité de Senlis (1493), la Franche-Comté et l'Artois à la maison d'Autriche. Il convient de dire d'ailleurs que ces deux dernières provinces étaient réservées par le traité d'Arras, pour servir de dot à la fille de Maximilien, que Charles VIII devait épouser, et qui était élevée à la cour de France, mais qu'il renvoya pour se marier avec Anne de Bretagne.
- 1494-1495** Malgré des débuts brillants, l'expédition de Charles VIII échoue. Plusieurs princes italiens l'avaient encouragé à l'entreprendre, espérant chacun profiter de ses succès. Il entra en triomphateur à Rome (31 décembre 1494), puis à Naples (22 février 1495). Mais sa rapide fortune qui avait d'abord ébloui ses nouveaux amis, ne tarde pas à les inquiéter. Ils redoutent de s'être donné un maître, là où ils ne cherchaient qu'un appui ou un instrument les uns contre les autres. A peine est-il entré à Naples qu'une ligue se forme derrière lui entre le pape Alexandre VI, l'empereur d'Autriche, la République de Venise, Ferdinand le Catholique (roi d'Espagne) et Ludovic le More (qui entre temps a vu son ambition se réaliser en devenant duc de Milan). A cette nouvelle, Charles VIII reprend le chemin de la France avec l'armée très peu nombreuse qu'il a amenée. Les confédérés au nombre de 40 000 essaient de lui barrer le passage. Mais le 8 juillet, bien que n'ayant que 9 000 hommes (car il a laissé une partie de son monde à Naples), Charles écrase à Fornoue les Vénitiens et les Milanais, dans une grande bataille où se montrent tout particulièrement le courage et la fougue des Français que les Italiens reconnaissent en lui donnant le nom de furia francese. Au cours de cette campagne, d'ailleurs, s'est imposée la supériorité de l'artillerie française. Après sa victoire de Fornoue, qu'il ne sut pas exploiter, Charles VIII rentre en France. Quant aux troupes laissées à la garde du royaume de Naples, elles eurent à se défendre contre les anciens maîtres du pays : après quelques succès dont le plus connu est celui de Seminara, en 1503, elles durent capituler à Atella et obtinrent leur retour en France.
- 1495-1498** Charles VIII emploie ces deux années, d'une part à réorganiser le Parlement (fixation du Grand Conseil) et à poursuivre quelques réformes intéressantes ; d'autre part, à préparer une nouvelle expédition contre l'Italie. Mais en avril de cette dernière année, il meurt à Amboise, des suites d'un accident (il s'était frappé le front en passant sous une porte trop basse). Charles VIII ne laisse pas d'enfants. Son règne a appauvri le Trésor, mais a imposé à l'étranger le respect du nom français, et mieux, a vu s'affirmer l'existence d'une nationalité française.

VALOIS-ORLÉANS

- **1498** Le duc d'Orléans, petit-neveu de Charles V, petit-fils du duc d'Orléans assassiné par Jean sans Peur en 1407, fils du duc d'Orléans et de Marie de Clèves, né en 1462, succède à Charles VIII sous le nom de Louis XII. C'est lui qui avait été fait prisonnier à Saint-Aubin-du-Cormier. Il avait épousé la fille de Louis XI, Jeanne de France, mais pour conserver la Bretagne, il répudia cette princesse, pour épouser en 1499 la veuve de Charles VIII, Anne de Bretagne, née en 1477. Il avait combattu glorieusement en Italie pendant l'expédition de Charles VIII. Il avait lui-même des droits sur le royaume de Naples en tant que successeur de ce dernier, et sur le Milanais comme héritier de son aïeule Valentine Visconti.
- Louis XII* **1499** La conquête du Milanais, dirigée pour le compte de Louis XII par Trivulce, avec le concours de troupes vénitiennes et suisses, s'effectue en vingt jours (oct.).

Louis XII

- 1500** La population milanaise, durement opprimée par Trivulce, se révolte et il faut au condottiere de Louis XII une nouvelle campagne pour reconquérir le pays. Le duc Ludovic le More, qui a profité du soulèvement populaire pour reprendre son trône, est abandonné par ses mercenaires suisses ; livré au général français La Trémoille, il est envoyé prisonnier en France et enfermé au château de Loches (où il mourra après dix ans de captivité). Les Génois se placent volontairement sous la domination de Louis XII.
- 1501-1503** Louis XII s'allie avec Ferdinand le Catholique, roi d'Espagne, pour faire la conquête du royaume de Naples dont il lui promet une part, par le traité de Grenade. Les deux souverains ont respectivement pour généraux le duc de Nemours et Gonsalve de Cordoue. Le royaume de Naples (où restaient çà et là des éléments français depuis l'expédition de Charles VIII) est rapidement conquis. Cependant les Espagnols soulèvent des difficultés à propos de la délimitation de leur part de la conquête : ils sont plus nombreux que les Français et en profitent pour chasser du midi de l'Italie leurs alliés de la veille : ils restent maîtres du royaume. C'est pour faire sauter les forts de Naples occupés par les Français, que l'on fait pour la première fois usage de la mine. Les faits d'armes les plus remarquables qui résultent de ces événements sont les défaites des Français à Seminara, Cérignole et sur le Garigliano. Dans cette campagne, se distinguèrent particulièrement les capitaines français : La Palisse, le chevalier Bayard, le duc de Nemours et Louis d'Ars. Ce dernier ayant été bloqué dans la ville de Venouse qu'il commandait, y soutint un siège d'une année, et ne l'abandonna qu'en 1504 sur l'ordre formel de Louis XII : il traversa alors toute l'Italie avec toute sa petite troupe, et ses armes et bagages, pour rentrer en France.
- 1504-1505** Traités de Blois (1505), qui consacrent la ruine des espérances des Français en Italie. Le royaume de Naples étant complètement perdu pour Louis XII, il lui reste le Milanais, sous réserve d'une redevance à payer à Maximilien d'Autriche. Il décide alors de fiancer sa fille Claude de France, née en 1499, à Charles d'Autriche, petit-fils de l'empereur d'Allemagne et du roi d'Espagne Ferdinand le Catholique ; Claude de France recevra en dot le Milanais et les duchés de Bourgogne et de Bretagne. Par un autre traité, est arrêté le mariage de Germaine de Foix, nièce de Louis XII, avec le roi d'Espagne, veuf de Isabelle de Castille.
- 1508** États généraux de Tours. Convoqués par Louis XII, ils annulent le traité de Blois relatif au mariage de Claude de France, qu'ils supplient Louis XII de donner de préférence pour femme à François d'Angoulême (lequel doit être son héritier). Ainsi le Milanais peut-être, et en tout cas sûrement la Bourgogne et la Bretagne resteront à la Couronne de France. Pour témoigner à Louis XII la gratitude de la Nation pour sa bonté, et pour les réductions d'impôts qu'il a ordonnées, les États lui décernent le titre de Père du Peuple.
Formation entre Louis XII, Maximilien d'Autriche, Ferdinand le Catholique et le pape Jules II de la Ligue de Cambrai contre la république de Venise dont les empiétements les inquiètent et dont les procédés équivoques les ont tous plus ou moins lésés. Louis XII est à la tête des Français.
- 1509** Victoire des Français commandés par Louis XII, à Agnadel, sur les Vénitiens. Ceux-ci, après leur défaite, retirent dans leur territoire propre, toutes leurs troupes de la terre ferme qu'elles occupaient et ouvrent une campagne diplomatique dans le but de désunir les nouveaux alliés.
- 1511** Le pape Jules II, à qui les Vénitiens ont restitué les villes qu'ils lui avaient prises dans la Romagne, se réconcilie avec la République et se retourne contre Louis XII. Il noue à son tour une ligue dans laquelle ne tardent pas à entrer ceux qui hier encore étaient les alliés du roi de France, puis Henri VIII d'Angleterre. Le but de cette ligue est de chasser complètement les Français d'Italie. Mort de Commines.
- 1511-1513** La nouvelle campagne d'Italie est pour l'armée française et ses chefs une suite de faits glorieux, mais le résultat en est déplorable. Gaston de Foix (neveu de Louis XII) s'illustre à Bologne, à Brescia, à Ravenne. Bayard renouvelle ses exploits. Mais les Français sont battus à Novare entre Turin et Milan. Entre temps les Anglais avaient envahi la France au nord, et infligeaient à la chevalerie française une sévère défaite à Guinegate en une rencontre qui fut appelée « Journée des Eperons », à cause de la rapidité avec laquelle les nôtres se sauvèrent du champ de bataille. La France était envahie aussi dans le sud, en Navarre, et dans l'est, par les Suisses qui s'avancèrent jusqu'à Dijon. La guerre se faisait aussi contre les Anglais sur mer : notre marine, encore bien peu nombreuse, y perdit la Belle Cordelière, vaisseau d'un modèle alors tout nouveau, et que son capitaine Primoguet, fit sauter plutôt que de le rendre à la flotte ennemie supérieure en force.
- 1514** Mort d'Anne de Bretagne. Mariage de Claude de France avec François d'Angoulême. Louis XII se réconcilie avec Henri VIII, dont il épousa la sœur (Traité de Londres). Cessation des hostilités contre la France par suite d'accords entre Louis XII et les confédérés encore agissants. Il est remarquable que les revers militaires et diplomatiques essuyés par Louis XII n'ont pas nui à la prospérité intérieure de la France. La Couronne s'est vue à plusieurs reprises dans de grands embarras financiers, néanmoins au cours du règne, la population s'est accrue, le commerce s'est développé, le bien-être s'est étendu et le roi est resté populaire. Louis XII a été puissamment aidé dans la bonne conduite des affaires intérieures par son premier ministre, le cardinal Georges d'Amboise, auquel la population garde autant de reconnaissance qu'à lui-même.
- 1515** Mort de Louis XII. Il ne laisse pas d'enfants.

VALOIS-ANGOUËME

François Ier

- 1515** La couronne passe au gendre de Louis XII, François d'Angoulême, fils de Charles d'Orléans et de Louise de Savoie, né en 1494, qui prend le nom de François Ier. L'année même de son avènement, impatient de venger les échecs militaires que la France vient de subir, et de reprendre le Milanais, François Ier rassemble en hâte une armée de près de 35 000 combattants, franchit hardiment les Alpes au col de l'Argentière et fond sur le Milanais où, la première surprise passée, les troupes suisses ennemies lui opposent une résistance héroïque. Néanmoins, elles sont taillées en pièces à Marignan (environs de Milan) dans une bataille de deux jours (13 et 14 septembre).

Après cette victoire, François se fait armer chevalier par Bayard. La victoire de Marignan rend François Ier maître du Milanais et décide le doge de Gênes à lui faire la remise du territoire de cet État.

- François Ier*
- 1515-1516** La victoire que François Ier vient de remporter lui donne un prestige immense en Europe. Les Suisses, redoutant sa puissance, renoncent à le combattre désormais ; ils signent avec lui, à Fribourg, un traité de paix perpétuelle, grâce auquel ils ne loueront plus leurs services à d'autres princes qu'aux rois de France. Le pape Léon X fait alliance avec lui ; la Pragmatique sanction est dénoncée et remplacée par un Concordat qui met fin à tous les différends entre la France et le Saint-Siège et aux termes duquel le roi de France se réserve le droit de nomination aux évêchés et abbayes, le pape ne gardant que le droit d'investiture canonique (Concordat de Bologne, 1516). Quelques semaines auparavant, François Ier avait signé avec Charles d'Autriche, roi d'Espagne, le traité de Noyon ; il renonçait en faveur de Charles à ses prétentions sur le royaume de Naples et Charles s'engageait à restituer la Navarre à Henri d'Albret. Ces divers traités mettent fin à la guerre.
- 1518-1517** Débuts de la Réforme religieuse ; en 1516, Zwingli, curé de Zurich, prêche en Suisse contre l'adoration des reliques, les mœurs des moines et le luxe de la cour de Borne ; en 1517, Luther, en Allemagne, prêche contre le trafic que fait des indulgences la cour de Rome pour remplir son trésor.
- 1518-1520** En 1516, Charles d'Autriche est devenu roi d'Espagne par suite de la mort de son aïeul maternel Ferdinand : il a pris le nom de Charles V (Charles-Quint). Ce prince devient le plus puissant de la chrétienté lorsque, en 1519, il succède à son aïeul paternel dans la possession des duchés d'Autriche : il possède alors les Pays-Bas, les Flandres, l'Espagne, le royaume de Naples et l'Autriche ; il a été élu empereur d'Allemagne, enfin il joint à ses possessions les immenses et riches territoires de l'Amérique dont on ne connaît pas encore à cette époque l'étendue. La puissance de Charles-Quint, sans égale au monde, est une menace permanente pour la France et pour le reste de l'Europe ; l'équilibre européen est rompu à son profit. C'est pour rétablir cet équilibre que vont s'engager de nouvelles guerres, premiers résultats de la rivalité entre la Maison de France et la Maison d'Autriche. François Ier ne soutiendra pas moins de quatre de ces guerres.
- 1520** Entrevue du Camp du Drap d'or. Dans le but de contracter alliance avec Henri VIII d'Angleterre, François Ier l'invite à une entrevue près de Gaines, et le reçoit dans un camp magnifique, qui fut appelé Camp du Drap d'or à cause de la magnificence qu'y déployèrent les seigneurs français. Ce déploiement de luxe froisse Henri VIII qui s'en retourne sans avoir conclu l'alliance désirée ; peu après, il accorde à Charles-Quint ce que n'a pas pu obtenir François Ier.
- 1521-1526** Première guerre entre François Ier et Charles-Quint. François Ier avait posé sa candidature à l'empire d'Allemagne, mais les électeurs lui avaient préféré Charles-Quint. Autant par dépit de cet échec que pour ruiner la puissance impériale en Italie, François Ier arme contre son puissant voisin. Mais les Impériaux (troupes de toute origine au service de l'Empereur) envahissent la Champagne. Bayard les arrête par sa belle défense de Mézières. La lutte s'établit aussi sur la frontière du Nord et les Pyrénées. Les Français commandés par Lautrec ont envahi l'Italie ; Lautrec se fait battre à La Bicoque en 1522. En 1523, le connétable français duc de Bourbon, pour assouvir sa rancune contre Louise de Savoie, mère de François Ier et en ce moment régente du royaume, passe au service de Charles-Quint et s'entend avec lui pour démembrer la France. Mais il faut d'abord la conquérir. Les Impériaux et autres troupes de Charles-Quint envahissent la Guyenne, la Franche-Comté, la Champagne, mais sont repoussés partout. En Italie, le commandement de Lautrec a été donné à un protégé de la régente, Bonnivet, aussi incapable que lui ; en effet, il est battu à Biagrasso en 1524 et obligé de battre en retraite, pendant laquelle il subit deux nouvelles défaites, à la Sesia et à Romagnano. Blessé, il donne le commandement à Bayard, qui assure la retraite mais est lui-même atteint mortellement. Les Impériaux, menés par le connétable de Bourbon, poussant vivement devant eux les restes de l'armée française, envahissent la Provence et viennent assiéger Marseille. Le siège dure depuis quarante jours lorsque François Ier, arrivant à la tête de troupes fraîches, force les assiégeants à se retirer ; il les poursuit jusqu'en Italie, s'empare de Milan, et met le siège devant Pavie, mais il commet l'imprudenc de se séparer d'une partie de son armée qu'il envoie faire la conquête du royaume de Naples. Sur ces entrefaites, les Impériaux reçoivent des renforts et l'attaquent vigoureusement : c'est la bataille de Pavie (fév. 1525) que François Ier perd par son excès de témérité, et où, ayant eu son cheval tué sous lui, il est fait prisonnier. C'est un désastre pour les Français qui perdent là un grand nombre d'hommes et leurs meilleurs capitaines. François Ier est emmené à Madrid où, pendant une année de captivité, Charles-Quint essaie vainement à plusieurs reprises de lui imposer un traité dont le résultat serait le démembrement de la France. Il ne se résigne à le signer (Traité de Madrid, janvier 1526) que ne voyant aucun autre moyen de rentrer en France, mais avec l'intention de ne pas l'exécuter. Ce traité portait renonciation de François Ier à toute prétention sur l'Italie, la Flandre, l'Artois ; la Bourgogne était rendue à la maison de Charles le Téméraire, le connétable de Bourbon était amnistié et François Ier (devenu veuf de Claude de France) devait épouser la sœur de Charles-Quint.
- 1527-1529** Deuxième guerre avec Charles-Quint. Le traité de Madrid constitue un danger non seulement pour la France, mais pour l'Europe. D'ailleurs, deux grandes assemblées : Assemblée de Cognac et États de Bourgogne en délient le roi, en proclamant qu'il n'était pas maître d'aliéner aucune province du royaume. Henri VIII rompt son alliance avec Charles-Quint pour se ranger à côté de François Ier, et les républiques italiennes, menacées dans leur indépendance par la puissance de l'Empereur, font cause commune avec eux. La guerre recommence. Charles-Quint jette en Italie des bandes de lansquenets allemands contre lesquelles les Italiens, mal organisés, ne peuvent se défendre. L'Italie est ravagée par ces pillards que commande l'ex-connétable de Bourbon. Ils mettent à sac la ville de Milan, et marchent sur Rome, qu'ils prennent d'assaut le 6 mai 1527. Le duc de Bourbon est tué en montant à l'assaut ; mais sa mort n'arrête pas les Allemands, et la ville, livrée pendant huit jours au pillage, est complètement vidée des richesses artistiques et mobilières qu'elle renfermait. En apprenant ces événements, François Ier envoie en hâte en Italie une armée commandée par Lautrec.

Les Allemands se retirent devant elle jusqu'à Naples où ils s'enferment, tandis que les Français occupent le royaume. Lautrec assiège la ville et la fait bloquer par mer par l'amiral génois André Doria. Mais ce dernier, prenant acte de quelques vexations subies du fait de la cour de France par la république de Gênes, se retire avec sa flotte. D'ailleurs la peste se met dans les rangs des Français, Lautrec meurt. Le siège de Naples est levé et les troupes de François Ier regagnent la haute Italie (1528). L'année suivante, une autre armée française est battue et détruite en Lombardie (à Landriano). L'Italie, cette fois, est définitivement perdue pour la France. François Ier est contraint de conclure la paix de Cambrai (dite Paix des Dames), parce qu'elle fut négociée par la mère du roi de France, Louise de Savoie et la tante de Charles-Quint). François Ier devra payer à Charles-Quint deux millions d'écus d'or, et épouser Éléonore de Portugal (sœur de Charles-Quint, mariage qui a lieu en 1530). Il conserve la Bourgogne et Charles lui rend ses fils (qu'il avait dû faire venir en Espagne comme otages, lors de la signature du traité de Madrid). L'Italie tout entière reste sous la domination de Charles-Quint, lequel se fait couronner en 1531 à Bologne, empereur d'Allemagne et roi d'Italie. Entre temps, François Ier a fait alliance avec le sultan des Turcs, Soliman le Magnifique et s'est ménagé le bon vouloir des protestants de Suisse et d'Allemagne.

François Ier

1536-1538

Troisième guerre avec Charles-Quint. Celle-là eut pour prétexte l'assassinat à Milan d'un agent politique que le roi de France y entretenait secrètement. La vraie raison en fut, comme pour les précédentes, la nécessité de combattre l'extension de la puissance de Charles-Quint. Une armée française s'empare sans coup férir du Piémont, mais doit bientôt se retirer devant les Impériaux qui, en la poursuivant, envahissent la Provence. Partout les populations se défendent bravement, et poussent l'abnégation jusqu'à aider les troupes royales à ravager le pays, afin que les ennemis n'y trouvent pas de quoi vivre. En effet, celles-ci ne pouvant subsister dans les campagnes où tout a été détruit, abandonnent le pays. Pendant ce temps, une armée allemande a échoué dans sa tentative d'envahir la Picardie. Enfin, Soliman le Magnifique en envahissant la Hongrie, a créé de nouveaux embarras à Charles-Quint. L'Empereur est bien aise de pouvoir signer avec François Ier une trêve de dix ans (trêve de Nice, 1538).

1542-1544

Quatrième guerre avec Charles-Quint. En 1534, la ville de Gand se révolte contre Charles-Quint qui, pour aller la châtier, est obligé de traverser le territoire de la France. Il en obtient l'autorisation de François Ier qui, d'autre part, donne de grandes fêtes en son honneur, mais lui demande en échange le Milanais pour son fils. Charles promet tout ce qu'on lui demande, tant qu'il est en territoire français, mais une fois rentré dans ses États, refuse de tenir ses promesses. Du reste, il essuie un grave revers en s'attaquant aux pirates barbaresques. Un envoyé du roi de France au sultan est assassiné à point pour justifier la reprise de la guerre. François Ier prend l'offensive, sur toutes nos frontières à la fois, pendant qu'une flotte turque vient aider la nôtre à bombarder Nice (1544). En Italie, l'armée française du comte d'Enghien couronne une série de succès partiels, par la victoire de Cérisesoles. Mais Charles-Quint a proclamé une sorte de croisade contre François Ier coupable de faire la guerre avec l'appui des mahométans à un prince chrétien, et Henri VIII, bien qu'il ait rompu avec le pape et qu'il soit un chrétien des plus tièdes, se découvre des convictions qui l'entraînent dans le parti de l'Empereur. Pendant que ce dernier envahit la Picardie et la Champagne où il s'avance jusqu'à Château-Thierry, le roi d'Angleterre fait une descente sur nos côtes du Pas-de-Calais ; il s'empare de Boulogne, mais se borne ensuite à guerroyer dans le pays. Cependant les Impériaux ont été arrêtés en Champagne par une partie des troupes rappelées d'Italie, et aussi par l'écllosion de troubles suscités en Allemagne par les protestants, troubles que Charles-Quint juge assez menaçants pour lui faire abandonner la partie en France. En effet, il consent à signer avec François Ier le traité de Crespy qui termine (sept. 1544) cette quatrième guerre dont la France ne recueille aucun avantage. Quant à Henri VIII, il continue à occuper le Boulonnais sans faire de grands efforts pour élargir sa conquête momentanée : cette situation prend fin en 1546 par le Traité d'Ardres.

1547

Mort de François Ier (mars) et de Henri VIII (janvier). Le règne de François Ier a été marqué, outre les grands faits qu'on vient de rapporter, par deux grands et considérables événements, qui intéressaient l'ensemble du monde civilisé : la Réforme et la Renaissance. Bien que presque continuellement occupé par les nombreuses guerres qu'il a soutenues, François Ier donna aux Lettres et aux Arts un essor considérable. Il réorganisa et disciplina l'armée : on lui doit la création du Havre, et le développement de notre marine ; il encouragea les découvertes maritimes et favorisa le commerce ; de son règne date l'établissement de l'état civil. Les guerres qu'il entreprit étaient nécessaires et sauvèrent l'Europe de la domination de Charles-Quint. Ses victoires, et même ses défaites, qui furent toujours glorieuses, intimidèrent l'Europe et lui imposèrent le respect du nom français. Sous le règne de François Ier, les divers éléments de la nationalité française achevèrent de se souder, si bien que la France était le seul grand État de l'Europe dont les populations étaient complètement unifiées. François Ier se montra habile politique dans ses alliances et par l'encouragement qu'il donna (pour créer des difficultés à Charles-Quint) au protestantisme naissant. Par contre, il se montra à l'intérieur intolérant, en permettant le massacre des Vaudois, secte hérétique, mais inoffensive, qui habitait le versant des Alpes.

De Claude de France, François Ier eut plusieurs enfants : François, dauphin, qui mourut empoisonné vers l'âge de vingt ans ; Henri, duc d'Orléans, qui lui succéda sous le nom de Henri II ; Charles, duc d'Orléans à l'avènement de son père, et qui mourut sans enfants ; Madeleine, qui épousa Jacques V, roi d'Écosse, et Marguerite, duchesse de Berry, qui épousa Emmanuel-Philibert, duc de Savoie.

Avènement de Henri II, fils de François Ier et de Claude de France, né en 1519. Il a épousé en 1533 Catherine de Médicis (née aussi en 1519), fille de Laurent de Médicis, duc d'Urbin et de Madeleine de La Tour d'Auvergne (princesse française).

Henri II

1548

Cette année est marquée par le mariage de Jeanne d'Albret, fille de Henri, roi de Navarre, avec Antoine de Bourbon, duc de Vendôme, descendant de Robert de Clermont, cinquième fils de saint Louis ; de ce mariage naîtra Henri IV. En 1548 également, Marie Stuart, fille du roi d'Écosse, Jacques V et de Marie de Guise, est envoyée en France et fiancée au dauphin, fils de Henri II (qui sera François II). C'est à partir de cette année que les monnaies en France portent l'effigie du souverain (jusqu'alors, elles étaient marquées d'une croix, qui en rendait l'imitation trop facile).

- 1551** Henri II a fait sienne la politique de son père à l'égard de la maison d'Autriche. Il est du plus haut intérêt pour la France d'empêcher cette monarchie de consolider sa puissance en Europe. Dans cette vue, Henri II entre dans une ligue formée contre Charles-Quint par les protestants d'Allemagne (il est à remarquer d'ailleurs que cela ne l'empêche pas de se montrer fort intolérant envers les protestants français).
- 1552** Hostilités contre Charles-Quint. Une armée française, pénétrant à l'improviste sur les terres soumises à l'Empereur, s'empare successivement de Metz, Toul et Verdun : les Trois Évêchés. Comme conséquence de ce succès, elle occupe la Lorraine et le Luxembourg. Henri II avait profité, pour mener cette attaque, des difficultés que suscitaient les protestants d'Allemagne à Charles-Quint. Ce dernier, en apprenant la perte des Trois Évêchés, se hâte de composer avec ses sujets, et jette en France une armée de 60 000 hommes, pourvue de 100 canons ; les Impériaux viennent mettre le siège devant Metz, qui est défendu par François de Guise.
- 1553** En janvier, malgré des attaques répétées contre la ville, dont la garnison et les habitants se défendent héroïquement, les Impériaux se voient contraints par leur insuccès, par le mauvais temps et le manque de ravitaillement, de lever le siège, laissant dans les camps qu'ils abandonnent un nombre considérable de malades et de blessés. Ces derniers sont recueillis par les Français, traités humainement, guéris et renvoyés à leur armée. Pour reconnaître ce bon procédé, Charles-Quint fait mettre à sac et ruiner la ville de Téroouanne. Naissance de Henri IV à Pau.
- 1554** François de Guise bat les troupes de Charles-Quint à Renty (localité du Pas-de-Calais actuel).
- 1555** Trêve de Vauxcelles entre Henri II et Charles-Quint.
- 1556** Charles-Quint, aigri par les revers qu'il ne cesse d'essayer depuis quelque temps, fatigué du pouvoir, abdique en faveur de son fils, Philippe II et de son frère Ferdinand d'Allemagne. Philippe II régnera sur l'Espagne, les Pays-Bas, le Nouveau-Monde ; Ferdinand a en partage l'Allemagne et les possessions de la Maison d'Autriche. Cette abdication et ce partage réalisés, Charles-Quint, âgé seulement de cinquante-six ans, se retire dans le monastère de Juste (ou saint Juste, Estrémadure), où il prend le froc (il y mourra en 1558). Philippe II a épousé Marie Tudor, reine d'Angleterre. Il n'est pas moins menaçant pour le repos de l'Europe et de la France que son père. Aussi la lutte engagée par la France contre Charles-Quint se poursuit-elle contre lui.
Henri II entre dans une ligue formée avec le pape Paul IV et le duc de Ferrare, gendre de Louis XII et beau-père du duc de Guise, contre Philippe II. Il s'agit de libérer l'Italie du joug des Impériaux. Malheureusement les conjurés d'Italie ne sont pas en état de tenir tête au représentant de Philippe II, le duc d'Albe.
- Henri II* **1557** François de Guise, invoquant des droits sur le royaume de Naples, pénètre en Italie à la tête d'une année française ; mais il ne reçoit pas (et pour cause) de secours appréciable des associés de Henri II, pour lesquels il ne peut rien d'utile. Sa campagne contre Naples avorte. Il est rappelé en France. Les Anglais s'allient aux Espagnols et envahissent la Picardie et l'Artois sous la conduite du duc de Savoie ; ils battent les Français devant Saint-Quentin où le chef français (connétable de Montmorency) est fait prisonnier, et s'emparent de la ville, défendue par Coligny, après un siège de quelques jours. François de Guise prend le commandement des troupes françaises et les réorganise rapidement.
- 1558** François de Guise a porté ses troupes devant Calais pendant que les Espagnols s'attardaient au siège de Saint-Quentin. En huit jours, il reprend aux Anglais cette ville, qui était leur dernière possession sur le sol français et la seule base qu'ils eussent pour des opérations contre notre pays. La perte de Calais rend l'alliance anglo-espagnole inopérante. Marie Tudor meurt du chagrin que lui cause cet événement.
- 1559** Traité de Cateau-Cambrésis entre Henri II et Philippe II ; ce traité met fin aux Guerres d'Italie. Il laisse à la France les conquêtes de Henri II, et par conséquent les Trois Évêchés et Calais ; mais il lui enlève la Savoie et les principales places fortes du Piémont. Comme conséquence de cette paix, le duc de Savoie (celui qui commandait à Saint-Quentin), rentre en possession de ses États ; il épouse Marguerite, sœur de Henri II ; et Philippe II, veuf de Marie Tudor, épouse Élisabeth de Valois, fille de Henri II et de Catherine de Médicis, née en 1545.
Mort de Henri II. A l'occasion des fêtes auxquelles donne lieu à Paris ce double mariage, il est donné un grand tournoi dans lequel Henri II lutte avec ses chevaliers ; l'un d'eux, Montgomery, capitaine de sa garde écossaise, le blesse involontairement de sa lance au visage et le roi meurt de cette blessure quelques jours plus tard. Sous le règne de Henri II, la Renaissance a continué à s'affirmer ; la France occupe avec l'Italie le premier rang entre les nations de l'Europe au point de vue des arts, des lettres et des sciences. Les succès des Français sur les Espagnols ont accru leur prestige ; d'ail-leurs, l'armée aguerrie, reconstituée, réorganisée est maintenant la première de l'Europe. Par contre, l'administration financière de Henri II a été médiocre et s'il laisse la France brillante, il ne la laisse pas riche.
- François II* — Avènement de François II (fils de Henri II et de Catherine de Médicis), né en 1544. Les oncles de sa femme Marie Stuart (duc et cardinal de Guise) s'imposent comme régents en attendant sa majorité. Prince sans valeur, sans énergie, il est complètement dominé par les Guise. En ce court règne s'annoncent les Guerres de religion qui désoleront la France jusqu'en 1598. Les principaux personnages dont le nom reste attaché à l'histoire de ce temps appartiennent à la famille de Guise, à celle de Bourbon et à celle de Châtillon. Guise: François, duc de Guise, Charles de Guise, cardinal de Lorraine, Marie Stuart, reine de France et d'Écosse. François a trois fils, qui seront célèbres sous les noms de Henri le Balafre, le cardinal de Guise et le duc de Mayenne. Bourbon: Antoine, roi de Navarre (père de Henri IV) qui a été un moment calviniste, mais mourra catholique, sa femme Jeanne d'Albret (qui a embrassé la Réforme), Louis, prince de Condé qui se fera calviniste par haine des Guise, Charles, cardinal de Bourbon. Châtillon : les neveux du connétable de Montmorency, savoir: le cardinal de Châtillon, l'amiral de Coligny, et Dandelot, colonel général de l'infanterie royale. Cette dernière famille sera le plus ferme soutien de la Réforme. L'histoire des guerres de religion se confond avec celle de la rivalité des Bourbons et des Guise.

- 1560** Conjuraison d'Amboise. Elle est nouée par les protestants dans le but d'enlever Charles IX afin de le soustraire à l'influence (catholique) des Guise. L'âme de cette conjuration est le prince de Condé, mais il a pris un «homme de paille», un gentilhomme périgourdin nommé La Renaudie. Les Guise, prévenus à temps, font avorter le complot, dont les chefs sont arrêtés.
- Mort de François II. Sa veuve retourne en Ecosse (où elle trouvera plus tard une mort tragique). Le règne qui vient de s'écouler ne laisse dans l'Histoire d'autre souvenir que celui des orages d'où sont sorties les Guerres de religion.
- Avènement de Charles IX (frère de François II) né en 1550. Il est trop jeune pour occuper le trône ; sa mère Catherine de Médicis prend la régence. Le premier acte de la régente est de bonne politique : croyant travailler à l'apaisement du pays, elle remet en liberté le prince de Condé, et fait la paix avec le roi de Navarre (Antoine de Bourbon) qu'elle nomme lieutenant général du royaume. En réalité, elle cherche à contrebalancer l'influence menaçante des Guise en leur opposant les Bourbons. D'ailleurs les Guise, en France, sont peu populaires : on les regarde comme des étrangers et on les appelle les princes lorrains. Les Bourbons, au contraire, sont du sang royal de France.
- 1561** Colloque de Poissy. On a donné ce nom à un débat qui eut lieu entre dirigeants catholiques et protestants à l'instigation du chancelier Michel de l'Hospital, lequel espérait qu'il aboutirait à une entente entre ces deux grands partis, et par là à la pacification des esprits dans le royaume. Le cardinal de Lorraine y était l'un des principaux représentants des catholiques ; le théologien Théodore de Bèze, celui des protestants. Cette conférence eut un résultat contraire à celui qu'en attendait son instigateur ; elle ne fit qu'envenimer les haines religieuses.
- 1562** Édît de Janvier, qui permet aux protestants l'exercice public de leur religion, hors de l'enceinte des villes. Massacre de Vassy, Le duc de Guise passant par cette ville un dimanche, avec ses gens, entend des protestants réunis dans une grange, célébrer en chantant leur office ; une rixe s'engage entre les gens du duc et les protestants dont 650 de ceux-ci sont massacrés et 200 blessés. Le duc lui-même reçoit une blessure. Cette affaire est le premier acte des Guerres de religion. De part et d'autre, on s'arme et on s'organise. Les protestants mettent à leur tête le prince de Condé : d'ailleurs il y a dans chaque parti autant de chefs que de groupes. La guerre civile s'étend bientôt à tout le territoire, et les belligérants s'y signalent par une égale cruauté.
- Commencement des Guerres de religion, qui dureront jusqu'au règne de Henri IV ; elles sont divisées dans l'Histoire en huit guerres distinctes, que nous allons rappeler successivement au cours de cet abrégé.
- 1562-1563** Première guerre. Les huguenots (ou protestants) se sont assuré l'appui de l'Angleterre, en lui cédant Le Havre, et de leurs coreligionnaires d'Allemagne. Néanmoins, ils perdent Rouen, où Antoine de Navarre est blessé mortellement, et sont battus aux environs de Dreux. En 1563, Orléans qui s'est donnée aux protestants est assiégée par l'armée royale (catholique). Pendant le siège, le duc François de Guise (chef des catholiques) est assassiné par Poltrot de Méré (protestant). Catherine de Médicis (régente) conclut avec les protestants la paix d'Amboise (mars 1563) en vertu de laquelle Orléans est rendue au roi. Peu après, l'armée royale reprend Le Havre aux Anglais.
- 1564** Édît fixant le commencement de l'année au 1er janvier (jusque-là, l'année commençait la veille de Pâques). Commencement de la construction du palais des Tuileries. Mort, à Genève, de Calvin, qui a été le principal promoteur du protestantisme en France (né à Noyon en 1509). Les protestants sont aussi appelés calvinistes, du nom de cet apôtre.
- 1567-1568** Deuxième guerre. Les protestants, alarmés de projets que la cour laisse deviner contre eux, tentent d'enlever à Meaux, le jeune roi Charles IX (qui a été déclaré majeur en 1563) dans le but de s'en faire un otage. De nouveau, les hostilités éclatent. Les catholiques sont commandés par le connétable de Montmorency ; il livre bataille aux protestants à Saint-Denis (1567) et est victorieux, mais il y périt assassiné. La paix est signée une fois de plus par Catherine de Médicis, à Longjumeau (1568).
- 1568-1570** Troisième guerre. Elle est déchaînée par la disgrâce du chancelier Michel de l'Hospital qui s'opposait à l'application, par la cour, d'un régime de rigueur aux protestants. Cette guerre, bien plus acharnée que les deux précédentes, a pour principaux épisodes: la défaite des protestants à Jarnac (1569) et en même temps l'assassinat de leur chef, le prince de Condé, par un officier catholique, Montesquiou ; l'adoption des protestants, pour leur chef, à La Rochelle, de Henri de Béarn (le futur Henri IV, fils d'Antoine de Bourbon, roi de Navarre, et de Jeanne d'Albret) ; un succès des protestants commandés par Coligny, à la Roche-Abeille ; enfin une nouvelle défaite des protestants à Moncontour. Elle se termine par la paix de Saint-Germain (1570), par laquelle la couronne reconnaît aux protestants, comme places de sûreté, les quatre villes de La Rochelle, Cognac, Montauban et La Charité ; les protestants sont admis aux fonctions publiques et Catherine de Médicis donne en mariage sa fille Marguerite de Valois à Henri de Béarn.
- 1573** Massacre de la Saint-Barthélemy (le 24 août). En faisant aux protestants de larges concessions, Catherine de Médicis n'a eu pour but que de les amadouer. Le mariage de sa fille avec Henri de Navarre (Henri de Béarn, devenu roi de Navarre en juin par suite de la mort de Jeanne d'Albret) a attiré à Paris la fleur de la noblesse protestante. La régente et Henri de Guise obtiennent l'assentiment de Charles IX au projet qu'ils ont formé de profiter de cette circonstance pour faire tuer l'amiral de Coligny et les principaux chefs protestants. (Le massacre a sans doute outrepassé les projets de Catherine de Médicis.) Henri de Navarre (futur Henri IV) et le jeune prince de Condé ne sauvent leur vie qu'en abjurant le protestantisme. Henri est retenu presque captif par la Cour.
- 1573** Quatrième guerre. L'odieux massacre du 24 août est le signal d'une nouvelle guerre, qui se marque par le siège (infructueusement fait par les catholiques) de Sancerre et de La Rochelle. La paix est signée dans cette dernière ville. Le duc d'Anjou (frère de Charles IX) est appelé par la Diète de Pologne à régner sur ce pays (c'est lui qui a récemment gagné sur les protestants les batailles de Jarnac et de Moncontour).

- 1574** Formation du parti des Politiques. Ce parti comprend des catholiques et des protestants. Il prend pour programme la réforme de l'État, la pacification religieuse, la liberté de conscience. A sa tête est le duc d'Alençon (quatrième fils de Catherine de Médicis). Mort de Charles IX. Le règne de ce souverain est un des plus tristes que la France ait subis : les guerres civiles l'ont presque entièrement occupé. On y relève cependant quelques actes intéressants pour l'avenir du royaume : création du corps des gardes françaises (1563), réforme de l'administration de la justice (1584-1566) ; l'assemblée des notables à Moulins déclare le domaine royal inaliénable (1586). C'est sous ce règne que les architectes Philibert de Lorme et Jean Bullan commencent les Tuileries.
- Avènement de Henri III (troisième fils de Henri II, né en 1519). Il était déjà élu roi de Pologne depuis l'année précédente. En apprenant que la mort de son frère le fait héritier de la couronne de France, il quitte clandestinement la Pologne et vient prendre possession du trône : durant le court interrègne, sa mère Catherine de Médicis gouverne. Henri III n'apporte aucune des qualités d'un souverain ; par contre, il est débauché et cruel.
- 1575** Henri III épouse Louise de Vaudemont, de la maison de Lorraine.
Cinquième guerre. Elle dure peu et on ne trouve à y signaler que le combat de Dormans où le duc Henri de Guise (catholique) est vainqueur, mais où il reçoit une blessure dont il gardera toujours la marque, et qui le fait surnommer Henri le Balafré. Elle se termine par la paix de Beaulieu, dite aussi paix de Loches ou de Monsieur.
- 1576** Le futur Henri IV s'évade et abjure le catholicisme qui lui a été imposé à la Saint-Barthélemy. Formation de la Ligue. La Cour avait dû faire aux protestants, par la paix de Beaulieu, des concessions dont s'indignèrent les catholiques qui se décident à s'unir en une ligue pour la défense de la religion. La Ligue, née en Picardie, à Péronne, recrute bientôt dans tout le royaume des adhérents. Les Guise, en particulier Henri le Balafré, en sont les dirigeants. Plus tard, il se formera à Paris, dans le sein de la Ligue, un comité, dit des Seize, qui seront les plus ardents ligueurs. En 1576, les États de Blois provoquent une nouvelle rupture entre catholiques et protestants, et déclarent le roi chef de la Ligue.
- 1577** Sixième guerre. Elle résulte de l'inobservation de la paix de Beaulieu. Succès des catholiques à La Charité et à Issoire. La guerre se termine par la paix de Bergerac (dite aussi de Poitiers).
- 1578** Création par Henri III de l'ordre du Saint-Esprit ; Henri III interdit les combats en champ clos ; on commence à Paris la construction du Pont-Neuf.
- 1579** Ordonnance de Blois, par laquelle la possession d'un fief ne suffit plus pour créer l'état de noble.
- 1580** Septième guerre. Elle est marquée par les succès de Henri de Navarre, le Béarnais, l'un des chefs des protestants : il s'empare de Cahors ; mais les catholiques s'emparent de La Fère. La paix est signée cette même année au Fleix. En cette année sont imprimés les célèbres Essais de Montaigne.
- 1584** Mort du duc d'Anjou, quatrième fils de Henri II, frère puîné de Henri III. (Il était devenu duc d'Anjou à l'avènement de Henri III; il avait porté jusqu'alors le titre de duc d'Alençon.) Henri III n'ayant pas d'héritiers, le droit à la couronne passe à Henri de Navarre.
- 1585-1588** Huitième et dernière guerre de religion dite aussi Guerre des Trois Henri (Henri III, Henri de Navarre, Henri de Guise). Cette dernière guerre, comme on le voit, a été la plus longue des guerres de religion. Commencée sous Henri III, elle se poursuit jusqu'à l'abjuration de Henri IV. En 1585, Henri III a révoqué tous privilèges accordés jusqu'alors aux protestants. Toutefois, il regarde Henri de Navarre comme l'héritier de la couronne et ne se cache pas d'éprouver de la sympathie pour lui. La noblesse catholique est indignée à la pensée que le trône pourrait être occupé par un prince hérétique : elle oppose au Béarnais Henri de Guise et conclut avec le roi d'Espagne, Philippe II, le traité de Joinville par lequel ce souverain s'engage à soutenir Henri de Guise et la Ligue. Cette époque se marque par une recrudescence du fanatisme catholique contre les protestants. Une nouvelle guerre éclate, au cours de laquelle Henri III, dominé par la Ligue, combattra à son corps défendant son futur successeur.
- 1587** L'armée royale (catholique) commandée par le duc de Joyeuse est battue à Coutras par Henri de Navarre. Mais Henri de Guise bat à Montargis et à Anneau des troupes suisses et allemandes qui cherchent à faire leur jonction avec celles du roi de Navarre à l'aide duquel elles sont destinées.
- 1588** Édît de Janvier, qui permet aux protestants l'exercice public de leur religion, hors de l'enceinte des villes. Massacre de Vassy, Le duc de Guise passant par cette ville un dimanche, avec ses gens, entend des protestants, réunis dans une grange, célébrer en chantant leur office ; une rixe s'engage entre les gens du duc et les protestants dont 650 de ceux-ci sont massacrés et 200 blessés. Le duc lui-même reçoit une blessure. Cette affaire est le premier acte des Guerres de religion. De part et d'autre, on s'arme et on s'organise. Les protestants mettent à leur tête le prince de Condé : d'ailleurs il y a dans chaque parti autant de chefs que de groupes. La guerre civile s'étend bientôt à tout le territoire, et les belligérants s'y signalent par une égale cruauté. Commencement des Guerres de religion, qui dureront jusqu'au règne de Henri IV ; elles sont divisées dans l'Histoire en huit guerres distinctes, que nous allons rappeler successivement au cours de cet abrégé.
- 1589** Mort de Catherine de Médicis (à Blois). Henri III a fixé provisoirement sa résidence à Tours. Il s'allie avec Henri de Navarre pour tâcher de recouvrer Paris et le pouvoir effectif ; leurs troupes réunies viennent attaquer la capitale ; à Saint-Cloud, où elles stationnent en vue de cette opération, Henri III meurt assassiné par le moine Jacques Clément (31 juillet).

LES BOURBONS

- **1589** Par suite de la mort de Henri III, Henri de Navarre devient roi de France (de jure) sous le nom de Henri IV ; mais les catholiques de l'armée de Henri III refusent de le reconnaître à cause de sa religion et l'abandonnent.

Henri IV ne pouvant continuer le siège de Paris porte ses troupes en Normandie et gagne la bataille d'Arqués sur le duc de Mayenne. Les catholiques lui opposent la candidature au trône du cardinal de Bourbon (son oncle) et de son côté Philippe II aspire à faire passer la couronne de France sur la tête de sa fille Isabelle, qu'il a eue d'Elisabeth de France, fille de Henri II.

- 1590-1591** Henri IV bat de nouveau le duc de Mayenne à Ivry, près d'Evreux, et commence le siège de Paris, dont il réussit à couper les communications avec les provinces. La famine se déclare dans la capitale. Il investit Rouen, et reçoit de l'Électeur de Brandebourg des renforts qui lui permettent de pousser à fond la campagne. (Mais en 1592, Rouen est délivré par Alexandre Farnèse, allié de la Ligue.)
À la sollicitation de la Ligue, le duc de Savoie a envahi le Dauphiné et la Provence : il est arrêté dans ses progrès par le duc de Lesdiguières, agissant au nom de Henri IV. Alexandre Farnèse ayant pu ravitailler Paris, Henri IV, qui ne comptait que sur la famine pour s'en emparer, lève le siège
- 1592** Continuation des hostilités entre Henri IV et les armées de la Ligue. Les Seize détiennent toujours le pouvoir à Paris.
- 1593** Brouille entre les Seize et le duc de Mayenne. Les États généraux de la Ligue ne parviennent pas à se mettre d'accord sur le choix du roi que l'on veut élire à la place de Henri IV. Ce dernier constatant que sa religion est le seul obstacle qui reste debout entre lui et le trône, décide d'abjurer le protestantisme, ce qu'il fait à Saint-Denis (juillet).
- 1594** Par suite de l'abjuration de Henri IV, plusieurs villes le reconnaissent. Il se fait alors sacrer à Chartres. Le gouverneur de Paris, puis ceux de Rouen et du Havre, font ou vendent leur soumission. Henri IV fait son entrée à Paris en mars. En possession du pouvoir, il fait la paix avec les derniers ligueurs, et d'ailleurs il recevra du pape (l'année suivante) l'absolution qui lui ralliera les derniers dissidents catholiques. Henri IV échappe en 1594 à une tentative d'assassinat commise contre lui par Jean Châtel.
- 1595** Philippe II, roi d'Espagne, n'a cependant pas renoncé à voir sa fille régner sur la France : il a imaginé de lui faire atteindre ce but en lui faisant épouser le fils du duc de Mayenne, que les États généraux de la Ligue avaient presque proclamé roi de France. Les Espagnols sont maîtres de la Bourgogne où leur présence constitue un danger permanent pour la France. Henri IV fait marcher une armée contre eux et ils sont battus dans le combat de Fontaine-Française. La Bourgogne est délivrée de l'étranger. A la suite de ce revers, le duc de Mayenne fait sa soumission.
- Henri IV** **1597** Cependant les Espagnols, chassés de Bourgogne, tentent un coup de main en Picardie ; ils s'emparent d'Amiens. Henri IV accourt et après une lutte acharnée leur reprend cette ville. Dans le même temps, le dernier représentant de la Ligue, le duc de Mercœur, qui détenait la Bretagne, se soumet à son tour. La France est alors entièrement sous la domination de Henri IV.
- 1598** Édit de Nantes. Ce célèbre édit est du 13 avril 1598. Il assurait aux protestants le libre exercice de leur culte dans les villes où il était établi, les admettait au même titre que les catholiques dans les écoles et dans les fonctions publiques, leur assurait des « places de sûreté », le droit de tenir des assemblées, et leur représentation dans les parlements. L'Édit de Nantes mettait fin officiellement aux guerres de religion qui en fait avaient cessé depuis l'abjuration de Henri IV. En mai de cette année, Henri IV signe avec Philippe II le traité de Vervins qui confirme et remet en vigueur celui de Cateau-Cambrésis.
- 1600** Henri IV a fait annuler dès qu'il l'a pu (1599), le mariage qu'il avait contracté, un peu par force, avec Marguerite de Valois. En 1600, il épouse Marie de Médicis, princesse italienne née en 1573.
- 1601** Cette année se marque par une courte guerre contre le duc de Savoie que Henri IV contraint à lui céder le Bugey et la Bresse, provinces françaises de langue et de mœurs.
- 1601-1610** Ces années du règne de Henri IV ne sont troublées que par deux conspirations qui sont découvertes à temps et ne peuvent aboutir. Admirablement secondé par le ministre Sully, Henri IV se consacra avec ardeur à la pacification du royaume et à sa prospérité. En 1603, on rappelle les jésuites qui devront toujours avoir l'un d'eux à la Cour, en quelque sorte comme otage ; en 1604 est rendu l'édit de la Paulette en vertu duquel les charges du Parlement peuvent être achetées; en 1605, commence à se construire le canal de Briare; en 1606, des Français établis en Acadie prennent possession du Canada. En 1607, réunion du Béarn (patrimoine de Henri IV) à la couronne de France. Henri IV d'autre part, mûrit de grands projets, entre autres, celui de reprendre la lutte contre la Maison d'Autriche dont il importe, dans l'intérêt de la France, de ne pas laisser grandir la puissance. Henri IV rêve d'une redistribution politique de l'Europe selon le « principe des nationalités » et de manière que l'équilibre européen soit assuré pour toujours.
- 1610** Mort de Henri IV : le 14 mai il est assassiné à Paris par un fanatique nommé Ravaiillac. Henri IV a été le roi le plus populaire de France. S'il eût vécu quelques années de plus, il eût certainement porté la puissance politique et commerciale de la France à un très haut degré. La fin de son règne vit la renaissance de notre commerce et de notre industrie ; la marine s'augmenta ; les finances s'améliorèrent considérablement. Enfin l'agriculture connut une prospérité à laquelle elle n'avait encore pas atteint. Les personnalités qui ont le plus fortement marqué dans ce règne sont : le ministre Sully, Olivier de Serres, Malherbe et Mathurin Régnier. Avènement de Louis XIII, fils de Henri IV et de Marie de Médicis, né en 1601. Henri IV laisse trois autres enfants: Isabelle (qui épousera Philippe IV, roi d'Espagne), Gaston d'Orléans et Henriette (qui épousera Charles Ier, roi d'Angleterre). À peine Henri IV a-t-il rendu le dernier soupir, que le Parlement déclare régente la reine Marie de Médicis, sur les instances du duc d'Epemon.
- Louis XIII** **1610-1614** Si Henri IV a été un bon roi, il n'a pas été un mari modèle : ses nombreuses liaisons extraconjugales ont gravement indisposé contre lui Marie de Médicis. Aussi celle-ci prendra-t-elle, lui mort, le contre-pied de tout ce dont il a

poursuivi la réalisation. Elle commence par renvoyer l'intègre Sully qui est remplacé par un aventurier florentin, Concini, lequel, par sa femme Léonora Galigai, la domine complètement. Autour de la régente se rallient les mécontents du précédent règne, qui profitent de sa faiblesse pour mettre le Trésor au pillage, et devenus de plus en plus exigeants réclament la convocation des États généraux desquels ils espèrent obtenir de nouvelles ressources.

- 1614** Majorité de Louis XIII. États généraux de Paris ; la lutte y est vive entre le tiers-état et la noblesse, celui-là critique sévèrement l'avidité et les prétentions de celle-ci. Cette session se passe en débats passionnés, mais qui n'aboutissent à rien. (Les États généraux ne seront plus réunis qu'en 1789.)
- 1615** Mariage de Louis XIII avec Anne d'Autriche, infante d'Espagne, fille de Philippe III, née en 1601. La noblesse, mécontente de ce mariage, se soulève. Marie de Médicis fait avec les révoltés le traité de Loudun en leur achetant à gros deniers leur neutralité.
- 1617** Louis XIII, bien que déclaré majeur depuis 1614, ne se presse pas de prendre le pouvoir, qui continue d'être exercé sous le nom de la régente, par son favori Concini, au grand scandale de la noblesse et du peuple. Auprès du jeune roi est un gentilhomme nommé Albert de Luynes, compagnon assidu de ses chasses et de ses rares plaisirs. De Luynes finit par pousser Louis XIII à secouer son apathie, et par lui inspirer le désir de régner : il faut pour cela se débarrasser du tout-puissant Concini. On en charge le capitaine des gardes du roi, Vitry, qui tue le favori italien d'un coup de pistolet, comme il entrait au Louvre. Léonora Galigai est arrêtée, et suppliciée comme sorcière. Marie de Médicis se retire à Blois. Louis XIII, en possession du pouvoir, prend pour premier ministre de Luynes, qui est fait duc et pair.
- 1617-1624** Cette période est marquée par de nombreux troubles. Une partie de la noblesse qui est restée fidèle à Marie de Médicis, se soulève à deux reprises en sa faveur : cette agitation donne lieu au combat des Ponts-de-Cé (1620). D'autre part, les protestants du Midi ont profité de leur supériorité numérique dans quelques provinces pour se donner une organisation grâce à laquelle ils forment dans l'État comme un État indépendant. Une expédition pour les faire rentrer dans le devoir est confiée à de Luynes qui emmène Louis XIII avec lui. La Guyenne et la Gascogne sont soulevées. De Luynes met le siège devant Montauban, centre de la révolte, mais il meurt pendant ces opérations, et Louis XIII n'arrive pas à prendre la ville (1621). En 1622, Louis XIII impose la paix aux protestants, et ne leur laisse que les deux places de Montpellier et La Rochelle. En 1622, Marie de Médicis qui était en exil à Blois est autorisée à rentrer dans Paris et reprend place dans les conseils de l'État. Elle amène avec elle un ecclésiastique, Armand de Richelieu, évêque de Luçon, son conseiller avisé des jours d'exil, et obtient pour lui le chapeau de cardinal.
- 1624** Richelieu devient premier ministre. Ses principaux grands projets, dont il poursuivra énergiquement la réalisation, sont : miner le parti politique protestant, détruire le pouvoir de la noblesse au profit de la consolidation de la monarchie ; abaisser la Maison d'Autriche.
- Louis XIII* **1625** Une expédition française enlève aux Espagnols la Valteline, province du territoire helvétique, qui est, par le traité de Monçon, incorporée à la République des Grisons. Manifestations armées contre les protestants, à la suite desquelles est rendu à leur sujet un nouvel édit de pacification.
- 1626** Édit défendant les duels dont la noblesse se faisait un jeu. Conspiration contre Richelieu : le maréchal d'Ornano et le comte de Chalais sont arrêtés pour ce crime : ce dernier est décapité. Le frère du roi, Gaston d'Orléans, était du complot. Des marchands français fondent des comptoirs au Sénégal et à la Guyane.
- 1627** Poursuites contre des duellistes qui ont enfreint l'édit : deux grands seigneurs sont exécutés en place de Grève. Richelieu n'est l'adversaire des protestants que sur le terrain politique, mais il entend ne pas les laisser se donner une organisation, qui serait une menace pour la sécurité de l'État. Ils ont fait de La Rochelle une place forte de premier ordre où ils peuvent braver l'autorité royale et où d'ailleurs il leur est facile de recevoir des secours de l'étranger. Louis XIII et Richelieu viennent l'assiéger et Richelieu fait construire en dehors du port une digue qui empêche les vaisseaux d'y entrer. La Rochelle est ainsi coupée de ses communications avec l'Angleterre et réduite à ses seules ressources. Le siège dure un an ; et les habitants sont soutenus dans leur longue résistance par leur maire, l'intrépide Guiton.
- 1628** Chute de La Rochelle (28 octobre) par suite surtout de la famine. La ville voit ses fortifications rasées, et perd ses privilèges. Les gens de guerre protestants qui avaient défendu la ville, dispersés, se reforment dans le Midi et continuent la guerre sous la conduite du duc de Rohan. Mort de Malherbe.
- 1629** Les protestants de Rohan ne pouvant plus lutter, acceptent la paix d'Alais et un peu plus tard l'édit de Nîmes leur laisse la liberté de leur culte et l'égalité civile avec les catholiques, mais ils cessent d'exister comme parti politique. La chute de Montauban, que quelques forces protestantes occupaient encore, est le dernier acte de cette lutte entre Richelieu et les Réformés.
- 1629-1630** Richelieu décide Louis XIII à intervenir dans les affaires du duché de Mantoue, dans le but d'y imposer comme prince le duc de Nevers. Une expédition française (avec le cardinal et le roi) passe en Italie en forçant le passage des Alpes au Pas-de-Suse, défendu par le duc de Savoie. En 1630, le duc de Montmorency gagne la bataille de Veillane sur les Espagnols ; les Français dégagent Casal assiégé, et imposent la paix. La France sera représentée sur le trône ducal de Mantoue par le duc de Nevers, et conservera la forteresse de Pignerol. (Cette paix est négociée par un futur premier ministre de France, un abbé italien, Jules Mazarin.)
- 1630** Journée des Dupes (11 oct.). Au retour de cette expédition relative à Mantoue, Louis XIII tombe malade à Lyon. Les ennemis de Richelieu profitent de sa faiblesse et de l'absence du cardinal pour monter contre ce dernier une cabale en vue d'obtenir son renvoi par le roi. Ils se croient assurés du succès, lorsque le cardinal revient et en quelques heures

retrouve tout son ascendant sur Louis XIII. Les conjurés, qui se voyaient déjà au pouvoir, sont déçus. La reine mère, Marie de Médicis, qui avait été l'âme du complot, est exilée à Compiègne, d'où elle réussit peu après à s'enfuir en Belgique, où elle mourra bientôt, pauvre et abandonnée de tous. Plusieurs grands personnages compromis dans cette affaire furent emprisonnés. En cette année, le service des postes devient public dans tout le royaume.

1632 Traité de Saint-Germain, confirmation du traité de Chérasque qui reconnaît Pignerol à la France. Nouvelle conspiration et soulèvement contre l'autorité royale. Les auteurs en sont le frère du roi, le duc de Lorraine et le duc de Montmorency : ils arment des partisans en Languedoc. Cette révolte, dirigée en réalité surtout contre Richelieu, échoue après quelques combats. Montmorency est pris, et condamné à mort par le Parlement de Toulouse.

1632-1636 Années remplies par les luttes que Richelieu a à soutenir contre le parti des grands seigneurs à la tête desquels est Gaston d'Orléans, frère du roi. En 1633, Richelieu fait alliance avec le duc de Parme contre les Espagnols. En 1634, procès et supplice d'Urbain Grandier, curé de Loudun, pour crime de sorcellerie. En 1635, fondation de l'Académie française et du Muséum d'histoire naturelle. Les Français s'établissent à la Guadeloupe.

1635-1648 Depuis 1618 est commencée la guerre connue dans l'Histoire sous le nom de Guerre de Trente ans, engagée entre les États protestants et quelques princes de l'Allemagne du Nord contre la Maison d'Autriche qui tend par ses actes à imposer sa domination sur toute l'Allemagne. Cette guerre a aussi pour but d'assurer à l'Allemagne non catholique la liberté religieuse. La Guerre de Trente ans se divise en quatre périodes : 1^{er} période, palatine ; 2^e période, danoise ; 3^e période, suédoise, suivant la nationalité des princes qui l'ont dirigée, sans d'ailleurs y trouver de succès décisif. Enfin la quatrième période est la période française. Richelieu déclare la guerre à l'Espagne (alliée de l'Autriche) parce que les Espagnols se sont emparés de la ville de Trèves placée sous le protectorat français. Le véritable but de Richelieu est de continuer contre les deux branches de la Maison d'Autriche (Autriche et Espagne) la lutte que n'ont pas encore fait aboutir les trois premières périodes de la guerre commencée en 1618. La France a pour alliés le duc de Savoie, le duc de Parme, une partie de la Suisse, les Suédois, quelques princes allemands et les Provinces Unies (Hollande). La guerre se fait à la fois sur toutes nos frontières. Signalons-en les épisodes auxquels les Français sont directement mêlés.

1635 Victoire des Français à Avein (Belgique) sur les Impériaux. Elle permet aux Français de faire leur jonction avec les Hollandais, mais ceux-ci secondent mal nos troupes, et les Impériaux en profitent pour envahir la Picardie (1636). Ils prennent Corbie, mais un vigoureux retour des Français les en chasse. Le duc de Rohan, qui commande les troupes des Grisons, remporte plusieurs succès sur les Espagnols (1635). Le prince de Condé qui s'est mis au service de l'Espagne, en haine de Richelieu, échoue dans une tentative contre Dôle (1636). Le duc de Parme allié de la France voit ses États envahis et dévastés par les Espagnols (1636). Les Français et les Hollandais enlèvent aux Espagnols la ville de Breda (1637). Les alliances nouées par Richelieu se rompent : le duc de Parme se rallie aux Espagnols, le duc de Mantoue meurt, de même le duc de Savoie et leurs successeurs ne nous sont pas, ou nous sont peu favorables. Les Grisons nous abandonnent (1635-1637). Le duc de Saxe-Weimar a fait avec l'aide de contingents suédois, la conquête de l'Alsace : il meurt en 1639. Richelieu achète ses conquêtes en Alsace, et son armée suédoise. Sièges d'Arras et de Turin par les Français (1640). Succès des Français à Casai et à Ivree (1640). Une révolution en Portugal place sur le trône de ce pays un prince de la Maison de Bragance (1640) qui s'allie avec la France (1641). Campagne de l'armée royale française en Roussillon. Perpignan se rend et Louis XIII prend possession de toute la province (1642). Le comte de Guébriant qui commande l'armée suédoise du duc de Saxe-Weimar bat les Impériaux à Kempen (Cologne, 1642). Pendant ce temps, les alliés de la France continuaient de leur côté la lutte contre les armées impériales, avec des alternatives diverses. Sourdis, archevêque de Bordeaux, commande une flotte française qui n'a cessé d'inquiéter les côtes d'Espagne ; elle a attaqué le royaume de Naples et soutenu la Catalogne et le Portugal révoltés contre la monarchie espagnole. En 1641, révolte du comte de Soissons contre Louis XIII et Richelieu. Fondation de l'Académie Française.

1637 Discours de la Méthode, de Descartes. Le Cid (et non en 1636).

1642 Complot contre la France, ourdi sur les conseils de Cinq-Mars (favori de Louis XIII) entre l'Espagne, Gaston d'Orléans et le duc de Bouillon. Le complot découvert, le duc de Bouillon est dépouillé de Sedan et Cinq-Mars est exécuté ainsi que son ami de Thou qui n'avait pas voulu le dénoncer. Gaston d'Orléans doit faire amende honorable. Mort de Richelieu à Paris (4 décembre). Son despotisme, qui lui a suscité de son vivant tant et de si puissants ennemis, a cependant triomphé de la résistance des grands et a définitivement unifié la France sous l'autorité de la monarchie. Son génie a valu à notre pays une grande extension territoriale et a imposé à l'étranger le respect du nom français. Mazarin est choisi par Louis XIII pour lui succéder à la tête du gouvernement.

1643 Mort de Louis XIII (14 mai). Ce prince, d'une santé précaire, d'un caractère taciturne et d'un esprit irrésolu, eut le bon esprit, on pourrait dire le mérite de résister à toutes les intrigues, à toutes les cabales qui eurent pour but de le détacher de son premier ministre dont il appréciait la grande valeur et qu'il voyait faire passer en toutes choses, avant tout, l'intérêt de la France. Si le règne de Louis XIII a été en grande partie rempli par des guerres (dont les conséquences ont été heureuses pour notre pays), il a vu aussi s'accomplir dans le domaine économique des actes importants. Notre marine, par exemple, reçut un grand développement et favorisa la création de plusieurs de nos colonies. La Guerre de Trente ans qui durait encore à la mort de Louis XIII, touchait cependant à sa fin. Régence d'Anne d'Autriche. Le fils de Louis XIII (Louis XIV) n'étant âgé que de cinq ans, le Parlement nomme régente sa mère Anne d'Autriche : elle garde pour premier ministre Mazarin. Cette même année, quelques mois seulement après la mort de Louis XIII, le duc d'Enghien (qui sera plus tard le grand Condé), âgé seulement de vingt et un ans, inflige aux Espagnols, à Rocroi, une défaite dans laquelle ils perdent presque complètement l'infanterie qui formait le fond de leur armée.

- 1644** Victoire de Condé sur les Impériaux, à Fribourg.
- 1645** Victoire de Condé sur les Impériaux, à Nordlingen.
- 1646** Condé s'empare de Dunkerque.
- 1648** Turenne bat les Impériaux à Summershausen. Condé remporte sur les Espagnols la victoire de Lens. Traités de Westphalie conclus entre l'empereur d'Allemagne, la France et la Suède. Ils mettent fin à la Guerre de Trente ans. Les princes allemands du Nord y gagnent des avantages territoriaux, la liberté de religion et le droit d'alliance avec l'étranger. La France y gagne l'Alsace. Ils marquent l'échec des tentatives de l'Autriche pour exercer l'hégémonie en Allemagne. Insurrection à Paris, causée par l'arrestation, sur l'ordre de Mazarin, de deux conseillers au Parlement qui combattaient son autorité au sein de cette assemblée. C'est la Journée des Barricades par laquelle commencèrent les troubles de la Fronde, dite Fronde parlementaire ou Vieille Fronde. La Cour dut relâcher les parlementaires. Fuite de la régente à Saint-Germain, suivie d'un accord conclu à Rueil (1649) avec le Parlement, et par suite duquel la Cour rentre à Paris. Entre temps Condé, mis à la tête des troupes royales, avait établi un blocus autour de Paris et il en était résulté quelques engagements sans importance entre ses soldats et la population. Les exigences de Condé, qui cherchait à s'imposer à la régente, déterminent Mazarin à le faire enfermer en compagnie de son frère, le prince de Conti et de son beau-frère, le duc de Longueville.
- 1649** Les amis de ces personnages s'unissent pour soulever contre le premier ministre leurs partisans : leur action est connue sous le nom de Fronde des Princes ou Jeune Fronde.
- 1650** Turenne, pour soutenir la Fronde, s'était mis à la tête de forces espagnoles ; il est battu par les troupes royales à Rethel. Afin d'enrayer les progrès de la Fronde dans les provinces, Mazarin fait remettre Condé et ses compagnons en liberté ; il se retire à Cologne, d'où il revient avec une petite armée levée à ses frais pour lutter contre la Fronde et dont il donne le commandement à Turenne, rentré dans le devoir. Condé s'est mis au service de l'Espagne à qui il demande des troupes pour marcher sur Paris.
- 1652** Condé remporte le succès de Bléneau, mais est ensuite battu par Turenne à Gien. Bataille du faubourg Saint-Antoine, entre les troupes royales commandées par Turenne, et les Espagnols de Condé : ce dernier allait succomber lorsque Mademoiselle, fille de Gaston d'Orléans, lui ouvrit les portes de Paris et fit, pour dégager ses troupes, tirer le canon de la Bastille contre celles de la couronne. Condé rejoint les Espagnols dans les Pays-Bas. La Cour qui s'était entre temps retirée à Poitiers, rentre à Paris.
- 1653** Fin de la Fronde. Retour à Paris de Mazarin, qui en était parti dans la crainte de voir Condé s'emparer de la capitale. Le cardinal de Retz qui avait été un des fauteurs de la rébellion est emprisonné. Exil à Blois de Mademoiselle et de Gaston d'Orléans.
- 1658** Bataille des Dunes : victoire de Turenne sur les Espagnols.
- 1659** Traité des Pyrénées négocié par Mazarin et Luis de Haro, et qui met fin aux hostilités entre la France et l'Espagne. Il porte que Louis XIV épousera la fille de Philippe IV, Marie-Thérèse, et renoncera à tous ses droits sur la couronne d'Espagne, moyennant le versement par cette puissance d'une dot de 500 000 écus d'or à Marie-Thérèse ; Mazarin n'ignorait pas que l'Espagne devant être pour longtemps hors d'état de verser cette dot, Louis XIV conservait ipso facto ses droits éventuels à la succession de Charles II d'Espagne. Condé sollicite sa rentrée en grâce et est remis en possession de son commandement.
- 1660** Mariage de Louis XIV avec Marie-Thérèse, fille de Philippe IV, roi d'Espagne (née en 1638).
- 1661** Mort de Mazarin. Première année du gouvernement personnel de Louis XIV. Il conserve les ministres dont s'était entouré Mazarin. C'étaient Séguier, garde des sceaux et chancelier; Le Tellier, chargé du département de la guerre ; Lionne, de la marine et des affaires étrangères ; Fouquet, des finances.
- 1662** Disgrâce de Fouquet accusé de s'être approprié des fonds de l'État. Colbert est nommé contrôleur général des finances.
- 1666** A la mort de Le Tellier, son fils le marquis de Louvois lui succède avec le titre de ministre de la guerre. Commencement par l'ingénieur Riquet des travaux du creusement du canal du Midi, destiné à joindre l'Atlantique à la Méditerranée (sera achevé en 1681).
- 1667-1668** Guerre de Flandre (ou guerre de Dévolution) entreprise par Louis XIV pour faire valoir, lors de la mort de Philippe IV, les titres que lui donnait son mariage avec Marie-Thérèse, en vertu du droit de dévolution, à la possession du Brabant, de la Flandre et de la Franche-Comté. Les principaux faits de cette guerre sont l'occupation de la Franche-Comté et le siège de Dôle par les Français. Elle se termina par le traité d'Aix-la-Chapelle qui donnait la Flandre à la France (1668).
- 1672-1678** Guerre de Hollande. Elle eut pour causes l'attitude offensante que le peuple et les dirigeants hollandais avaient envers Louis XIV, et l'élévation injustifiée des droits que les vins et eaux-de-vie de France payaient pour entrer en Hollande. Cette guerre débuta par le passage du Rhin célébré par les artistes du temps. Les Français envahirent la Hollande, mais ils furent arrêtés par l'inondation du pays, que les Hollandais provoquèrent en détruisant les digues qui avaient jusqu'alors retenu les eaux de la mer.
- 1673** Guillaume d'Orange, stathouder de Hollande, noue une coalition contre la France entre son pays, l'empire d'Allemagne, l'Espagne et le Danemark.

- 1674 Conquête par les Français de la Franche-Comté. Victoire de Senef remportée par Condé sur Guillaume d'Orange. Campagne de Turenne en Alsace pour en chasser les Impériaux.
- 1675 Mort de Turenne, tué à Salzbach par un boulet perdu.
- 1678 Victoire navale de Stromboli remportée par l'amiral français Duquesne sur le célèbre amiral hollandais Ruyter, qui mourut dans cette bataille. Traité de Nimègue qui met fin à la guerre, et en vertu duquel la Franche-Comté reste à la France qui acquiert en outre diverses villes des Pays-Bas, et rend Maestricht à la Hollande. Louis XIV constitue des « Chambres de réunion » dont la mission est de rechercher les dépendances (géographiques, ethnographiques, etc.) des territoires concédés à la France par les traités de Westphalie, Aix-la-Chapelle et Nimègue.
- 1679 Denis Papin fabrique la première « Marmite ».
- 1680 Mort de Fouquet, ancien surintendant des Finances, à la forteresse de Pignerol, après dix-neuf ans de détention. Création de la Comédie-Française.
- 1681 Les Chambres de réunion attribuent Strasbourg à la France. Commencement des dragonnades, mesures vexatoires, odieuses et souvent inhumaines qui furent exercées officiellement avec le concours de la force armée, pendant plus de dix ans, contre les protestants, dans le but de provoquer leur abjuration. Louvois en fut l'initiateur, et elles eurent pour théâtre le Languedoc, les Cévennes, la Guyenne, l'Aunis et la Saintonge.
- 1682 Déclaration royale par laquelle sont formulés les droits de l'Église gallicane en opposition avec les prétentions du Saint-Siège. Bombardement d'Alger par Duquesne, en punition des méfaits de ses corsaires sur les côtes méditerranéennes de France.
- 1683 Mort de Marie-Thérèse, femme de Louis XIV.
- 1684 Louis XIV épouse secrètement Mme de Maintenon, veuve du poète Scarron, née en 1635, et qui avait supplanté depuis longtemps Mme de Montespan dans la faveur royale. Bombardement de Gènes par Duquesne. Le doge est obligé de venir s'humilier devant Louis XIV à Versailles.
- 1685 Révocation de l'édit de Nantes. Cette mesure dictée à Louis XIV, dit-on, par Mme de Maintenon, devait avoir des conséquences funestes pour la France, en ce qu'elle obligea à s'expatrier un très grand nombre d'artisans, d'industriels, de commerçants qui constituaient le fond de la société protestante, et qui portèrent à l'étranger, avec leur ressentiment contre Louis XIV, leurs industries, leur savoir professionnel, leurs aptitudes pratiques de toute sorte et leur probité.
- Louis XIV* 1688-1690 Insuccès d'une expédition militaire française en Angleterre ayant pour but de soutenir le roi Jacques II, détrôné par une révolution au profit de son gendre Guillaume d'Orange, qui malgré cette intervention et les efforts des partisans de Jacques II, conserva le trône d'Angleterre, tout en restant stathouder de Hollande.
- 1688-1697 Guerre de la Ligue d'Augsbourg, formée par Guillaume d'Orange qui, entre autres griefs contre la France, ne pardonnait pas à Louis XIV son intervention en faveur de Jacques II. Dans cette nouvelle guerre, l'Europe tout entière, sauf le Danemark et la Turquie, étaient contre la France. Les principaux faits se classent ainsi :
- 1690 Le maréchal de Luxembourg bat les Impériaux à Fleurus ; Catinat bat le duc de Savoie à Staffarde.
- 1692 Défaite navale de Tourville par les Anglais à la Hogue. Les Français perdent là un quart de leurs vaisseaux. Victoire de Steinkerque remportée par Luxembourg sur Guillaume d'Orange.
- 1693 Victoire de Nerwinde remportée par le même général sur le même adversaire. Victoire de la Marsaille remportée par Catinat sur le duc de Savoie.
- 1697 Le traité de Ryswick met fin à la guerre, mais il est peu avantageux pour Louis XIV, malgré la gloire dont ses armées se sont couvertes (de ses précédentes conquêtes, il ne conserve que Strasbourg), et il reconnaît Guillaume d'Orange comme roi d'Angleterre (Guillaume III).
- 1701-1713 Guerre de la succession d'Espagne. Elle a une double cause : 1° l'émotion suscitée dans les Cours d'Europe par le testament de Charles II d'Espagne; celui-ci, en mourant en 1700 sans postérité, léguait tous ses États au duc d'Anjou, petit-fils de Louis XIV, à la condition toutefois que la monarchie espagnole ne subirait aucun amoindrissement territorial, et ne serait en aucun cas réunie à la France ; 2° malgré le traité de Ryswick, Louis XIV reconnaissait, comme roi d'Angleterre, le fils de Jacques II, et, à l'encontre du testament de Charles II, il réservait au duc d'Anjou (devenu roi d'Espagne sous le nom de Philippe V) ses droits à la succession au trône de France pour le cas où la branche aînée des Bourbons viendrait à s'éteindre (le duc d'Anjou, né en 1683, était le second fils du Dauphin, fils de Louis XIV). Dans cette guerre, la France eut à lutter contre l'Angleterre, la Hollande, l'Autriche, le Portugal et la Savoie, que l'infatigable Guillaume III avait réunis en une Ligue contre elle : la Ligue de La Haye. L'Espagne et la Bavière étaient ses seules alliées. (La Bavière cependant prétendait, comme l'Autriche, avoir des droits dans la succession d'Espagne.) On marque dans cette guerre :
- 1702 Victoire des Français (Villars) à Friedlingen.
- 1703 Victoire des mêmes à Hochstedt.
- 1704 Les généraux français Marsin et Tallard, à Hochstedt, sont battus par Marlborough (Anglais) et le prince Eugène de Savoie. Par suite de leur défaite, les Français se voient contraints d'évacuer l'Allemagne.

- 1705** Villeroi (Français) battu à Ramillies par Marlborough. Le duc de La Feuillade (Français) battu à Turin par Eugène de Savoie.
- 1707** Berwick (fils naturel de Jacques II, naturalisé Français, général au service de la France) bat les Impériaux à Almanza (Espagne). Victoire des Français (Villars) à Stalhofen, près de Strasbourg.
- 1708** Vendôme et le duc de Bourgogne (Français) sont battus à Oudenarde par Marlborough et Eugène de Savoie. Par suite de ces défaites, les Français se sont vu contraints d'évacuer l'Italie et la Belgique.
- 1709** Prise de Lille par les ennemis au maréchal de Boufflers, malgré une belle défense. Défaite des Français (Villars) à Malplaquet. La rigueur de l'hiver, cette année-là en France, est restée légendaire.
- Louis XIV* **1710** Victoire de Villaviciosa remportée par Vendôme. La situation de Philippe V, un moment compromise, est rétablie par cette victoire, et il régnera désormais sans encombre jusqu'en 1746.
- 1711** Paix avec l'Angleterre, qui abandonne la lutte et demande la paix par suite de la mort de l'empereur Joseph II d'Autriche, les succès contre la France ne pouvant dès lors servir qu'à fortifier et à unir l'Espagne et l'Autriche, ce qui eût été reconstruire la puissance de Charles-Quint.
- 1712** Villars remporte à Denain, sur Eugène de Savoie, une grande victoire qui hâte la conclusion de la paix avec les autres membres de la Ligue.
- 1713** Traité d'Utrecht, qui met fin à la guerre de la succession d'Espagne: Louis XIV cède à l'Angleterre Terre-Neuve, l'Acadie, la baie d'Hudson, déclare abandonner la cause des Stuarts, et s'engage à combler le port de Dunkerque. Philippe V conserve toutes ses colonies, mais renonce pour lui et sa postérité au trône de France. Il abandonne à l'Angleterre Gibraltar et l'île Minorque. L'Empereur d'Autriche obtient les Pays-Bas, le Milanais, le royaume de Naples, la Sardaigne. Le duc de Savoie reçoit la Sicile. Enfin, l'électeur de Brandebourg est reconnu roi de Prusse.
- 1714** Mort (date incertaine) de Denis Papin.
- 1715** Mort de Louis XIV. A ce moment, la France est complètement épuisée par les guerres incessantes qu'elle a soutenues ; les conséquences du terrible hiver de 1709 pèsent encore sur l'agriculture et le commerce ; la France a perdu une grande partie de ses colonies, l'industrie a été arrêtée dans son essor par la révocation de l'Edit de Nantes ; le trésor public est vide. Ce règne pourtant a été glorieux, et fécond pour la civilisation, par le grand nombre de savants, d'écrivains et d'artistes qui l'ont illustré ; il fut grand pour la France par le prestige qu'il donna à notre nation, et par les acquisitions territoriales qui étendirent ses limites.
- La Régence. Le trône de France revenait à Louis XV qui était fils du duc de Bourgogne et par conséquent arrière-petit-fils de Louis XIV, mais ce prince n'était encore âgé que de cinq ans. Louis XIV avait prévu par son testament la composition du Conseil de régence qui devrait gouverner en attendant la majorité de Louis XV. Mais le neveu de Louis XIV, Philippe, duc d'Orléans, intervint; il fit casser le testament de Louis XIV par le Parlement, qui lui déféra la régence sans conditions. On ne désigne généralement ce personnage que sous le nom de Régent : de même, la période pendant laquelle il a gouverné est la seule de notre histoire à laquelle on donne couramment le nom de Régence sans autre désignation. Le duc d'Orléans était d'une intelligence supérieure, et connu pour sa bravoure : mais la légèreté de son esprit, son amour du plaisir et sa faiblesse de caractère furent la cause de grands malheurs pour la France. Le Régent s'adjoignit le cardinal Dubois comme premier ministre.
- 1716** Création de la banque de Law. L'Écossais Law, habile financier, crut qu'il pourrait rétablir la situation financière de la France au moyen de la circulation d'une sorte de papier-monnaie. La banque fondée par Law avec l'autorisation du Régent était au capital de 6 millions, divisé en 1 200 actions ; elle émettait des billets payables à vue en espèces invariables de poids et de titre (ce qui était appréciable, surtout à cette époque où les monnaies étaient fréquemment altérées par l'État). De plus, la banque escomptait à taux modéré, et par-là était utile au commerce. La banque fut déclarée Banque royale en 1718.
- Louis XV* **1717** Création de la Compagnie Commerciale pour exploiter les richesses naturelles du Mississippi et qui, ayant absorbé les autres compagnies, devient la Compagnie des Indes. Séjour à Paris de Pierre Ier, tsar de Russie (Pierre le Grand).
- 1717-1720** Quadruple alliance (entre France, Angleterre, Hollande, Autriche) formée par le cardinal Dubois, pour tenir en respect le roi d'Espagne Philippe V, lequel avait comploté par le moyen de son ambassadeur Cellamare, avec la duchesse du Maine (Conspiration de Cellamare), d'enlever la régence au duc d'Orléans et de se faire rendre les territoires que le traité d'Utrecht lui avait enlevés. Une armée française entra en Espagne, et Philippe V effrayé demanda la paix.
- 1720** Le système de Law, pratiqué sans ménagement, avait d'abord favorisé un immense développement des affaires ; mais les émissions de papier se succédèrent, sans être dès lors garanties par quoi que ce fût, et lorsque les porteurs des dix milliards de papier émis voulurent réaliser, on s'aperçut que tout le numéraire qui existait alors en France ne dépassait pas un milliard. De là une banqueroute sans précédent. Law dut s'enfuir pour n'être pas lapidé. Peste de Marseille. Dans cette ville et en Provence, plus de 85 000 personnes périrent, victimes du fléau. A cette occasion l'évêque de Marseille, Belzunce et le magistrat municipal Rose, ainsi que de nombreux échevins, firent preuve d'un dévouement héroïque.
- 1723** Majorité de Louis XV. Il prend les rênes du gouvernement. Mort du cardinal Dubois et du duc d'Orléans. Le nouveau roi prit pour premier ministre le duc de Bourbon, petit-fils du grand Condé. Le premier acte de celui-ci fut de répudier la politique de Louis XIV à l'égard de l'Espagne, en froissant cette puissance. En effet, il renvoya à la Cour d'Espagne une infante espagnole qui était élevée à la Cour de France et qui était fiancée à Louis XV, rompant ainsi

l'union projetée, dans le but de faire épouser au jeune roi une personne qui ne dût qu'à lui-même son élévation et sa fortune. Il avait arrêté son choix sur la fille de Stanislas Leczinski, roi détrôné de Pologne fixé en France, qu'il fit en effet épouser à Louis XV (1725). Marie Leczinska, née en 1703, plus âgée par conséquent de sept ans que Louis XV, eut de ce dernier dix enfants, dont deux garçons.

- 1726** Le cardinal Fleury, ancien précepteur du roi, devient premier ministre, à l'âge de 73 ans, et conservera jusqu'à 81 ans cette charge, dans laquelle il rendit de grands services par son bon sens, son honnêteté, sa bonne entente des affaires. Il ne put cependant éviter la guerre, qui eut lieu deux fois pendant son ministère.
- 1733-1735** Guerre de la succession de Pologne. Par suite de la mort du roi de ce pays, Auguste II, le trône fut réclamé par Stanislas Leczinski, beau-père de Louis XV, sur lequel se portèrent en effet les suffrages de la noblesse polonaise. Mais l'Autriche et la Russie avaient des raisons pour préférer Auguste de Saxe et soutenir sa candidature. Stanislas, qui avait cru pouvoir prendre possession de la couronne, vit se dresser contre lui ces redoutables ennemis : enfermé dans Dantzig, il fut assiégé par les Russes. Le cardinal Fleury envoya un secours de 1 500 hommes. Le chef de cette petite troupe ne pouvant affronter les assiégeants la ramenait sans avoir combattu lorsque le comte de Plélo, ambassadeur de France au Danemark, en prit le commandement, la ramena sous Dantzig et y livra une bataille où elle fut presque anéantie et où lui-même fut tué. Fleury, pour venger cet échec, ne pouvant atteindre la Russie, attaqua l'Autriche. En vertu d'une entente avec l'Espagne à qui il promit le royaume de Naples, et la Maison de Savoie qui devait recevoir le Milanais, il envoya une armée en Italie sous les ordres de Villars, qui mourut dès le début de l'offensive, à Turin. Le maréchal de Coigny le remplaça, remporta les victoires de Parme et de Guastalla (1734) qui le rendirent maître du Milanais, pendant que les Espagnols (général de Montemar), à la suite de leur victoire de Bilonto, occupaient le royaume de Naples. Les hostilités, du fait de cette guerre, étaient terminées en 1735, mais la paix ne fut signée qu'en 1738.
- 1738** Le traité de Vienne, signé cette année-là, mit fin à la guerre de la succession de Pologne. Auguste III de Saxe était reconnu roi de ce pays. Stanislas Leczinski, en dédommagement de son trône perdu, était fait duc de Lorraine ; la Lorraine et le Barrois, érigés à cette occasion en royaume devaient, à sa mort, faire retour à la France : il mourut en 1766. Don Carlos, deuxième fils de Philippe V, recevait le royaume des Deux-Siciles, fondant ainsi la maison des Bourbons de Naples.
- 1741-1748** Guerre de la succession d'Autriche. L'empereur d'Allemagne Charles VI laissait ses biens héréditaires à sa fille Marie-Thérèse, mais les droits de cette princesse furent contestés par les rois de Pologne, de Prusse et d'Espagne et le duc de Bavière. Les prétentions de ce dernier étaient soutenues par Louis XV. L'Angleterre, la Hollande et la Russie prirent le parti de Marie-Thérèse. Il s'ensuivit une guerre dans laquelle nos armées s'illustrèrent, d'ailleurs sans profit ; en voici les principaux faits.
- Louis XV* **1741** Invasion de la Bohême par les Français ; siège et prise de Prague, puis les Français, commandés par Chevert, sont contraints d'abandonner la ville.
- 1745-1746** Victoire des Français, commandés par Maurice de Saxe, à Fontenoy, sur les Anglo-Hollandais. Entrée des Français à Bruxelles (1746). Prise de Namur, par les Français, et leur victoire à Raucoux sur les Anglo-Impériaux.
- 1747** Victoire des Français, à Lawfeld sur les Anglo-Hollandais et prise par eux de la ville de Berg-op-Zoom.
- 1748** Traité d'Aix-la-Chapelle qui met fin à cette guerre. Les droits de Marie-Thérèse sont reconnus et son époux, François de Lorraine, est proclamé empereur d'Allemagne. Frédéric II, par deux fois, s'était retiré de la lutte, laissant ses alliés dans l'embarras et compromettant la cause commune ; cependant il se voit attribuer la Silésie que d'ailleurs ses soldats avaient conquise, ce qui commença la fortune du royaume de Prusse. Louis XV n'ayant rien demandé se retire de la guerre qu'il a gagnée sans aucune compensation : « Nous ne faisons pas la guerre, dit-il, en marchand, mais en roi ». Le cardinal Fleury mourut au cours de cette guerre, en 1743.
- L'Esprit des Lois, de Montesquieu.
- 1741-1753** La puissance de la France dans l'Inde se développa, atteignit son apogée et commença à décliner pendant la guerre de la succession d'Autriche. Les Français avaient depuis longtemps (XVII^e siècle) des établissements de commerce dans cette contrée, mais on n'en envisagea sérieusement l'organisation que lorsque la Compagnie des Indes engloba, en 1719, toutes les autres compagnies françaises qui y avaient des intérêts. Dupleix et La Bourdonnais firent la conquête d'une partie de la péninsule et s'y couvrirent de gloire ; malheureusement, de graves dissensions éclatèrent entre eux. Dupleix fut rappelé.
- 1755** Lally-Tollendal continua la lutte, mais avec peu de ressources, et sans succès, les Anglais nous chassèrent de toutes nos positions et restèrent maîtres de territoires immenses.
- 1756-1763** Guerre de Sept ans. La prospérité de notre marine marchande et les succès de Dupleix et de La Bourdonnais dans l'Inde avaient alarmé l'Angleterre, qui appréhenda de voir le commerce de la France concurrencer victorieusement le sien. Les Anglais se livrèrent, sans provocation de nos nationaux, à de véritables actes de piraterie : en 1755 et 1756, ils saisirent, dans différents ports, trois cents vaisseaux de commerce et deux grands bâtiments de guerre, et un diplomate français fut assassiné. Louis XV leur déclara la guerre. Aussitôt une expédition française, sous les ordres du duc de Richelieu, débarqua à Minorque (possession anglaise) et enleva la citadelle de Port-Mahon (1756). En cette même année, Louis XV, à l'instigation de sa funeste favorite, la marquise de Pompadour, fit alliance avec l'Autriche contre la Prusse (qui avait été notre alliée royalement récompensée dans la précédente guerre). C'était la donner pour alliée aux Anglais et compromettre toutes les chances que nous avions d'en venir à bout. On doit retenir, durant cette guerre, les faits suivants :

- 1757** Victoires des Français : dans le nord de l'Allemagne, sur les Anglais, en Hanovre, à Hastembeck (maréchal d'Estrées) et à Closter Seven (maréchal de Richelieu). Les Prussiens (Frédéric II) firent face d'abord avec succès aux Autrichiens alliés avec les Russes, puis ils se retournèrent contre nous et battirent notre général, l'incapable Soubise, à Rosbach. Attentat de Damiens contre la vie de Louis XV, qu'il frappe d'un couteau. Il est condamné au supplice de la roue.
- 1758-1759** Les Français (prince de Clermont) sont de nouveau battus à Crevelt (par le duc de Brunswick) et un peu plus tard (maréchal de Contades) à Minden. Entre temps, le duc de Broglie (Français) avait remporté la victoire de Bergen.
- 1758** Les Anglais tentèrent d'établir le blocus de nos principaux ports et de détruire Saint-Malo; ils incendièrent Cherbourg. Ils tentèrent ensuite un débarquement dans la baie de Saint-Brieuc, mais les habitants les tinrent en respect jusqu'à l'arrivée de troupes de secours qui les culbutèrent à Saint-Cast.
- 1759** Perte du Canada et de l'Inde. Pendant que Lally-Tollendal luttait pour essayer de conserver au moins Pondichéry à la France, Montcalm et le marquis de Vaudreuil se débattaient désespérément au Canada contre les Anglais auxquels ils ne pouvaient opposer que des forces insuffisantes. Malgré leurs supplications, la Cour n'envoyant pas de renforts, Montcalm livra devant Québec une dernière bataille, qu'il perdit. C'était la fin de la domination française en Amérique.
- 1760** Victoire des Français à Clostercamp, où s'illustrèrent, par leur dévouement héroïque, le chevalier d'Assas et le sergent Dubois.
- 1761** Cependant le duc de Choiseul, mis à la tête des affaires en 1758, avait cherché le moyen de ne pas laisser cette guerre tourner en désastre. Ardent patriote et habile diplomate, il reprit la tradition de Louis XIV et réussit, en concluant le Pacte de Famille, à renouer l'alliance entre tous les Bourbons qui régnaient alors en Europe. L'Espagne joignit sa flotte à la nôtre, et bien que les Anglais profitèrent de cette occasion pour attaquer quelques colonies espagnoles, ils craignirent néanmoins de voir la nouvelle alliance s'augmenter et devenir plus puissante qu'eux. La paix devenait pour eux une nécessité aussi bien que pour Frédéric II, que ses succès contre l'Autriche avaient affaibli.
- 1762-1765** Durant cette période, le Parlement et la Cour s'attachèrent à préparer l'expulsion des jésuites, dont les agissements et les intentions étaient en opposition avec les intérêts du royaume. Le Parlement de Paris les condamna en 1762 et le duc de Choiseul fit rendre contre eux en 1765 un édit de bannissement.
- 1763** Le Traité de Paris mit donc fin à la guerre dite de Sept ans. La France perdait au profit de l'Angleterre, l'Acadie, le Canada, le golfe de Saint-Laurent, plusieurs des Antilles, le Sénégal et presque toutes ses possessions de l'Inde. La Louisiane était abandonnée à l'Espagne. C'est de cet événement que date la puissance coloniale de l'Angleterre.
- 1766** Mort de Stanislas Leczinska, et retour de la Lorraine à la France.
- 1768** Choiseul, qui fut un excellent ministre, s'employa activement au relèvement de la France, par le commerce, la marine et l'industrie. Il conclut de nombreux traités avantageux pour notre pays. En 1768, il se fit céder par la République de Gènes l'île de Corse.
- 1769** L'agronome Parmentier use d'un stratagème, grâce auquel la culture et la consommation de la pomme de terre se généralisent désormais en France.
- 1770** En cette année, le duc de Choiseul, combattu par la favorite de Louis XV, la comtesse du Barry, fut disgracié. Le prétexte de son renvoi fut l'appui qu'il donnait au Parlement, lequel était en lutte avec la Cour.
- 1771** Le chancelier de Maupeou, créature du parti ennemi du duc de Choiseul, prit la place de ce dernier. Incapable, corrompu et vindicatif, Maupeou fit expier au Parlement ses velléités d'indépendance : les meilleurs de ses membres furent exilés, et le ministre forma un parlement de son choix (le Parlement Maupeou), dont la composition le fit tourner en dérision. Pendant ce temps, l'abbé Terray que Maupeou s'était adjoint pour les finances, gaspillait les deniers publics et laissait la concussion et la spéculation achever la ruine de l'État. Le duc d'Aiguillon, chargé des affaires étrangères, mais médiocre diplomate, complétait ce triumvirat dont l'administration acheva de consommer le discrédit et l'appauvrissement de la France.
- 1772** Partage (sans protestation de Louis XV) de la Pologne par la Prusse, la Russie et l'Autriche.
- 1774** Mort de Louis XV. Si ce règne de cinquante-neuf ans ne profita pas à la prospérité matérielle et à la grandeur politique de la France, il fut cependant un de ceux pendant lesquels notre pays a le plus brillé dans le domaine des lettres, des arts et des sciences. Les idées philosophiques qui s'éveillèrent à partir de la seconde moitié de cette période et se répandirent plus ou moins dans les diverses classes de la société, émancipèrent les esprits et préparèrent les voies à la Révolution de 1789. Parmi les personnalités qui illustrèrent cette époque, on peut citer Diderot et d'Alembert, fondateurs de l'Encyclopédie, immense recueil qui présentait le tableau complet des connaissances humaines à la fin du règne ; J.-J. Rousseau, Montesquieu, Voltaire, plus une foule de conteurs, de poètes, d'auteurs dramatiques de talent. Dans le domaine des sciences Linné, Buffon, de Jussieu, Lavoisier. Nombreux furent sous ce règne les artistes : peintres, sculpteurs, graveurs, les plus fameux de l'Europe ; les beaux-arts et le luxe sous toutes ses formes et l'élégance, y arrivèrent à leur plus haute expression : la manufacture de Sèvres date de là. Entre beaucoup d'autres noms de ce temps que l'Histoire a gardés, il en est malheureusement beaucoup qui s'accompagnent d'une renommée moins flatteuse, tels ceux des favorites : la marquise de Pompadour et la comtesse du Barry. Encore la première fit-elle excuser ses prodigalités et sa mauvaise influence sur le roi par la protection qu'elle donna aux écrivains et aux artistes, tandis que la seconde n'a laissé que le souvenir du mal qu'elle fit.

Avènement de Louis XVI, né en 1745, petit-fils de Louis XV. (Son père était le dauphin Louis, fils de Louis XV ; sa mère, Marie-Josèphe de Saxe.) Il avait épousé en 1770 Marie-Antoinette d'Autriche, née en 1755. Animé des meilleures intentions, mais faible, d'intelligence assez courte, et irrésolu, il était mal armé pour prendre le pouvoir dans les circonstances difficiles que traversait le pays. Bien qu'il fit ce qu'il put pour réparer les fautes de son prédécesseur, il était destiné à expier les erreurs et les abus du règne auquel il n'avait pas pris part.

- 1774-1776** Dès son accession au trône, Louis XVI fit remise au peuple du « don de joyeux avènement » ; il prit pour ministres deux hommes recommandables par leur probité et leurs lumières, Malesherbes et Turgot ; malheureusement, il avait donné sa faveur à Maurepas dont la frivolité devait empêcher les efforts de ses collègues de produire les bons effets qu'il en espérait. Malesherbes, jurisconsulte éminent, projetait des réformes dont l'acceptation immédiate eût peut-être sauvé la monarchie : faculté pour les accusés d'être défendus devant les tribunaux, liberté de conscience et de la presse, rétablissement de l'édit de Nantes, suppression des lettres de cachet, abolition de la torture, convocation des États généraux, etc. Turgot, ancien intendant de la province de Limousin, supprima les maîtrises et les jurandes, qui ne permettaient qu'à quelques ouvriers de devenir patrons ; il abolit la corvée, améliora la navigation intérieure, amorça les mesures destinées à assurer la liberté du commerce, principalement de celui des grains. Il eût voulu constituer un système d'assemblées provinciales où se fussent débattus les intérêts locaux ; il remplaça les impôts arbitraires existants par un impôt territorial qui pesait également sur toutes les classes. Malheureusement son bon vouloir échoua contre l'obstination des classes privilégiées qui entendaient ne faire aucune concession au bien-être général, et même du peuple qui ne comprit pas tout ce qu'il avait à gagner aux réformes accomplies ou projetées. Bref, Malesherbes et Turgot durent se retirer du ministère. Le banquier genevois Necker fut appelé par le roi à la direction des finances.
- 1775** Le Barbier de Séville, de Beaumarchais.
- 1777** Cette année vit deux événements intéressants, quoique de peu d'importance en regard de ceux qui se préparaient : la création du Mont-de-piété et l'apparition du premier quotidien (Journal de Paris).
- 1778** Les colonies anglaises d'Amérique du Nord s'étaient, dès 1776, soulevées contre la métropole et déclarées indépendantes ; sous la présidence de Washington, elles s'étaient réunies en une « confédération » des Etats-Unis. Mais elles avaient à se défendre contre l'Angleterre qui prétendait les faire rentrer sous sa domination. Un homme d'État américain, Franklin, traversa l'Océan pour venir demander à Louis XVI l'appui de la France. Une expédition de volontaires se forma pour porter secours aux Américains, sous la conduite de La Fayette. Louis XVI signa un traité avec les États-Unis, les reconnaissant ainsi comme puissance indépendante. La guerre éclata ouvertement entre la France et l'Angleterre. Notre flotte connut de nouveau la victoire ; une partie de nos vaisseaux avait passé en Amérique où elle soutenait avec succès la marine de la jeune république (comte d'Étaing). Sur nos côtes et un peu partout, nos capitaines attaquaient victorieusement les Anglais, notamment à Ouessant (d'Orvilliers). Enfin, un corps d'armée français commandé par Rochambeau alla aider sur terre les Américains. La marine espagnole se joignit à la nôtre en 1779.
- 1780-1783** Sous le prétexte de cette guerre, l'Angleterre s'était arrogé le droit de faire la police des mers et ses vaisseaux empêchaient la marine des neutres de commercer librement. Presque toutes les Cours d'Europe s'insurgèrent contre ces prétentions : une ligne de neutralité année se dressa contre la Grande-Bretagne. Celle-ci riposta en faisant jeter des troupes dans les îles hollandaises des Antilles. L'amiral de Grasse fut envoyé dans ces mers avec une flotte française, qui coupa toutes les communications de la marine et des troupes anglaises avec l'Angleterre. Cette action énergique assura le triomphe définitif des Américains (capitulation anglaise de York-Town, 1781). L'année suivante, un autre marin français célèbre, le bailli de Suffren, réduisit à presque rien, par quatre victoires navales, la puissance britannique dans la mer des Indes. Les Anglais n'étaient pas, en général, plus heureux dans les différentes Antilles où les flottes alliées leur faisaient bientôt expier les maigres succès qu'ils pouvaient remporter ici ou là en des débarquements furtifs. En Europe, la garnison de Gibraltar restait assiégée depuis 1779 par des forces franco-espagnoles. Outre les personnages que nous venons de citer, on remarqua dans cette guerre Du Couédic, La Touche-Tréville, La Motte-Picquet, de Guichen, etc.
- 1783** Traité de Versailles, qui mit fin à cette guerre. L'Angleterre reconnaissait l'indépendance des États-Unis. La France recouvrait, dans l'Inde, les possessions qui lui étaient restées après la chute de la Compagnie (Pondichéry, etc.) ; les îles de Tabago et Sainte-Lucie ; Saint-Pierre et Miquelon et le droit de pêche à Terre-Neuve ; Gorée et le Sénégal. A l'Espagne était rendue Minorque.
- 1778-1783** La guerre d'Amérique avait relevé le prestige de la France et lui avait rendu ses colonies, sauf le Canada, mais n'avait pas enrichi le Trésor. Les financiers se succédaient au ministère sans pouvoir faire aboutir les réformes, même les plus utiles. Necker fut renvoyé pour avoir rendu public l'état des recettes et des dépenses de la nation. La Cour, c'est-à-dire la reine et quelques favoris, ainsi que la noblesse, soutenaient le premier ministre Maurepas, ennemi de tout ce qui comportait la suppression ou l'atténuation des abus ; il mourut heureusement en 1781. Il y eut après Necker, Joly de Fleury, d'Ormesson, Calonne, dont chacun, dominé par les circonstances, creusa un peu plus le déficit. A la fin de 1780, le total des emprunts de l'État atteignait près d'un milliard.
- 1783** Le 2 novembre, première ascension d'un ballon libre (appelé Montgolfière, du nom de l'inventeur Montgolfier) par Pilâtre de Rozier et d'Arlande.
- 1783-1784** Long et très rigoureux hiver qui crée, en aggravant la misère, de lourdes charges à l'État.
- 1785** Affaire du collier : arrestation du cardinal de Rohan. Le cardinal cherchait le moyen de se concilier les bonnes grâces de Marie-Antoinette. Une intrigante, la comtesse de La Motte, lui raconta que la reine désirait posséder un collier

estimé 1 600 000 Fr. et que le roi, eu égard aux embarras du Trésor, refusait de lui donner. Le cardinal acheta le collier, à crédit, aux joailliers Bœhmer et Bossange qui le remirent, chez la comtesse, à un personnage qu'on leur dit être un serviteur de la reine et qui n'était que le complice ou l'amant de la comtesse. Le collier ne parvint naturellement pas à destination : le cardinal ne put payer le premier terme de ses engagements et les joailliers ébruitèrent l'affaire. Louis XVI fit enfermer le cardinal à la Bastille. Un procès s'ouvrit devant le Parlement ; la politique fit, de ce qui n'était qu'une escroquerie vulgaire, une affaire d'État : les nombreux ennemis de la reine y ayant vu une bonne occasion de ternir sa réputation de femme et sa respectabilité de souveraine. Rohan fut acquitté par le Parlement, mais exilé en Auvergne ; la comtesse condamnée à être fouettée, marquée au fer rouge et enfermée à la Salpêtrière ; son mari fut lui-même l'objet d'une condamnation : ils avaient volé le collier et vendu les diamants. Les joailliers ne furent qu'en partie payés. Cette affaire, dans laquelle la reine n'avait certainement rien à se reprocher, fut néanmoins le prétexte de vives attaques contre elle, et indirectement, contre la monarchie.

1786 En cette année se peuvent constater les progrès faits pour le relèvement de notre marine : les forces navales et le personnel sont réorganisés. Conclusion d'un traité de commerce et de navigation avec l'Angleterre. Introduction en France des moutons dits « mérinos » (à Rambouillet). « Fardier » de Cugnot.

1787 Le ministère propose à l'Assemblée des Notables une répartition plus équitable des charges publiques, qui augmenterait les revenus : cette proposition qui menaçait les biens du clergé est rejetée. Le ministre Calonne se retire ; il est remplacé par Loménie de Brienne qui ne fera pas mieux que lui, bien que Louis XVI essaie d'imposer, par des édits, les mesures qu'il préconise. Le Parlement, (lui refusait d'enregistrer ces édits, est exilé à Troyes, et peu après rappelé. Le Parlement ne s'oppose pas à la création de nouveaux impôts jusqu'à concurrence de 420 millions, non plus qu'à la concession de tous droits civils et politiques aux protestants, que Malesherbes réclamait depuis 1771. Louis XVI confie à Montmorin le ministère des affaires étrangères.

1788 Conflit entre le ministère (Loménie de Brienne, premier ministre et Lamoignon, garde des sceaux) et le Parlement, les ministres émettant la prétention de réduire les attributions de celui-ci à la connaissance des affaires privées, et de confier la connaissance des affaires de l'État à une cour plénière recrutée dans les classes privilégiées. Le conseiller Duval d'Eprémèsnil est arrêté pour avoir dénoncé publiquement ce projet ; un mouvement populaire en sa faveur fait différer la réunion de la cour plénière projetée : le mécontentement populaire est général et se traduit un peu partout par une vive agitation. Le roi rend un édit de convocation des États généraux, pour l'ouverture en avoir lieu le 1er mai 1789. Loménie de Brienne, de plus en plus impopulaire, se retire (25 août) et Necker est rappelé au ministère des finances (27 août). Lamoignon se retire à son tour le 1er sept. La fin de l'année est remplie d'incidents où continue à s'affirmer la tension entre la Cour et la Nation.

Louis XVI

LA RÉVOLUTION

1789 Ouverture des États généraux à Versailles (5 mai). Le clergé renonce à ses privilèges pécuniaires (20 mai). La noblesse renonce aux mêmes privilèges (23 mai). Élection de Bailly à la présidence du tiers état (3 juin). Le tiers état se constitue en Assemblée nationale (17 juin). Le roi fait fermer la salle de l'Assemblée nationale à Versailles. Serment du Jeu de Paume (20 juin). Séance royale des États généraux ; le roi casse les résolutions du tiers état déclarant inviolables les députés de la nation (23 juin). A la demande de Louis XVI, le clergé et la noblesse se réunissent au tiers état (27 juin). L'Assemblée nationale se déclare constituante (9 juillet). Renvoi de Necker (11 juillet). Prise de la Bastille par le peuple de Paris (14 juillet). Commencement de l'émigration (16 juillet et suiv.). Bailly est nommé maire de Paris, et La Fayette commandant de la milice parisienne (16 juillet). Le roi, à Paris, accepte la cocarde tricolore (17 juillet). Séance nocturne de l'Assemblée nationale dans laquelle sont décrétés : l'égalité d'impôts, l'abolition des droits féodaux, privilèges et justices seigneuriales et la vénalité des offices (4 août). Décrets établissant la liberté religieuse (23 août) et la liberté de la presse (24 août). Rappel de Necker à la tête du ministère (28 août). Émeute à Paris : le peuple se porte à Versailles et force le roi et sa famille à revenir dans la capitale (6 octobre). Translation (12 octobre) et première séance (19 octobre) de l'Assemblée nationale à Paris, salle du Manège, près des Tuileries. Présentation au roi du premier texte des Droits de l'Homme. Création des assignats (17 décembre).

1790 L'Assemblée nationale décrète la division de la France en 83 départements (15 janvier). Le roi se rend à l'Assemblée nationale et jure de maintenir la Constitution (4 février). Décrets : supprimant les vœux monastiques (13 février) ; et les droits féodaux (15 mars) ; enjoignant la vente des biens nationaux, à concurrence de 400 millions (17 mars) ; attribuant à la nation seule le droit de guerre et de paix (22 mai) ; fixant la liste civile du roi et le douaire de la reine, ensemble à 29 millions (9 juin) ; supprimant tous titres de noblesse, ordres, livrées et armoiries (19 juin). Fête de la Fédération (des 83 départements) au Champ de Mars (14 juillet). Sédition militaire à Nancy (31 août). Démission de Necker (4 sept.). Décret sur l'organisation judiciaire et supprimant les Parlements (7 septembre). Acceptation par le roi de la Constitution civile du clergé (26 décembre).

— **1791** Loi sur la prestation de serment des ecclésiastiques (26 janvier). Le peuple de Paris détruit les parapets du château de Vincennes (28 février). L'église Sainte-Geneviève prend le nom de Panthéon (4 avril) ; le corps de Mirabeau, qui vient de mourir, y est déposé. Abolition de la torture ; adoption de la guillotine (31 mai). Fuite du roi : il quitte clandestinement Paris avec la reine, leurs enfants, le dauphin et Madame Royale, sa sœur Madame Élisabeth et M. de Tourzel (20 au 21 juin) ; son arrestation à Varennes (22 juin). Le roi et les personnes qui l'accompagnaient sont ramenés à Paris (25 juin). Décret enjoignant aux émigrés de rentrer en France dans les deux mois (9 juillet). Translation des cendres de Voltaire au Panthéon (11 juillet). Le roi est suspendu de ses fonctions jusqu'à la présentation de l'Acte constitutionnel (15 juillet). L'empereur d'Allemagne et le roi de Prusse se mettent d'accord, à Pilnitz, pour menacer l'Assemblée constituante de prendre les armes afin de délivrer le roi (27 août). Acceptation par le roi de la Constitution (13 septembre). Réunion à la France d'Avignon et du Comtat Venaissin (14 septembre).

Ère Républicaine

Clôture de l'Assemblée nationale (30 septembre) et son remplacement par l'Assemblée législative (1er octobre). Mesures contre les émigrés (28 octobre, 8 et 11 novembre). Pétion est nommé maire de Paris (17 novembre), Manuel, procureur syndic de la commune de Paris (2 décembre), Narbonne, ministre de la guerre (6 décembre).

1792

Les princes de la famille royale et plusieurs autres émigrés sont décrétés d'accusation (1er janvier). Déclaration de guerre à l'empereur d'Autriche François II (20 avril) et commencement des hostilités près de Lille (28 avril). Échec des Français à Tournai. Le général Dillon est assassiné, le général Biron se replie sur Valenciennes. Un décret menace de la déportation les ecclésiastiques non assermentés (26 mai). Décret ordonnant la formation d'un camp de 20 000 hommes près de Paris (8 juin). Veto du roi à cette mesure (10 juin), les faubourgs se soulèvent contre le veto du roi (20 juin). Luckner (maréchal français) est victorieux à Menin (19 juin), à Courtrai et à Ypres (20 juin). Décret proclamant que la patrie est en danger (11 juillet). Le roi est suspendu de ses fonctions et enfermé au Temple avec sa famille (10 et 12 août). Décret convoquant une Convention nationale (10 août). Décret d'accusation contre les Girondins (15 août). Décret fixant à 21 ans la majorité des Français (16 août). La Fayette quitte la France avec son état-major (20 août). Luckner est remplacé par Kellermann (23 août). Massacre, par la populace, des prisonniers détenus pour causes politiques dans les prisons de Paris (2, 3, 4 septembre). Suppression par décrets des ordres : de Malte (19 septembre) et de Saint-Louis (15 octobre). Dernière séance de l'Assemblée législative et installation de la Convention nationale (21 septembre). La Convention déclare la royauté abolie et proclame la République (21 septembre). Un décret rendu postérieurement fixe au 22 septembre le commencement de l'an I de la République. Décret portant la peine de mort contre les émigrés pris les armes à la main (6 octobre). Décret proscrivant les dénominations Monsieur et Madame et les remplaçant par citoyen et citoyenne (10 octobre). Réunion de la Savoie à la France: elle forme le département du Mont-Blanc (21 et 27 novembre). Décret portant que Louis XVI sera jugé par la Convention (3 décembre). Louis XVI, mandé à la barre de la Convention, répond aux quarante-deux questions de Barrère, président, et choisit pour ses défenseurs Tronchet et Target : le premier seul accepte (11 décembre). Nouvelle comparution de Louis XVI devant la Convention (26 décembre).

Faits de guerre : d'août à fin décembre. 2 septembre reddition de Verdun par Beaufort, marche du roi de Prusse sur Paris ; 11 septembre : le comte d'Artois se joint à l'armée prussienne avec 6 000 cavaliers ; 14 septembre: retraite des Français sur Châlons-sur-Marne ; 20 septembre : victoire de Kellermann sur les Prussiens à Valmy ; 22 septembre : occupation de la Savoie par les Français ; 28 septembre : prise de Nice par les Français ; 29 septembre : bombardement de Lille, prise de Spire par Custine ; retraite des Prussiens ; 4 octobre : prise de Worms ; 13 octobre reprise de Verdun ; 21 octobre : prise de Mayence par Custine et de Longwy par Kellermann ; 22 octobre : évacuation du territoire français par les Prussiens 28 octobre : prise de Francfort-sur-le-Mein par Custine ; 6 novembre : victoire de Jemmapes, remportée par Dumouriez ; 8 et 12 novembre : prise de Tournai, de Gand et de Charleroi par les Français ; 13 au 30 novembre : les Français prennent les villes de Bruxelles, Ostende, Malines, Ypres, Furnes, Bruges, Anvers, Tirlemont ; 2 décembre : prise de Namur ; 10 et 14 décembre : prise de Ruremonde, Merzick, Freidenburg et Saarbrück ; 21 décembre : l'année française s'empare de tout le pays compris entre la Saar et la Moselle jusqu'à Consaarbrück. Le 28 novembre, un corps de Hessois resté dans Francfort, a livré cette ville aux Prussiens qui en ont massacré la garnison française.

1793

En cette année, le duc de Choiseul, combattu par la favorite de Louis XV, la comtesse du Barry, fut disgracié. Le prétexte de son renvoi fut l'appui qu'il donnait au Parlement, lequel était en lutte avec la Cour. Condamnation à mort de Louis XVI et son exécution (17 et 21 janvier). Déclaration des princes (émigrés) reconnaissant le dauphin pour roi de France, (17 octobre). Condamnation et exécution de vingt et un députés girondins (31 octobre). Établissement du culte de la Raison (10 novembre). Condamnation et exécution du duc d'Orléans, de Mme Roland, de Bailly, du général Houchard, de la comtesse du Barry (31 octobre au 8 décembre). Reprise de Toulon aux Anglais par Dugommier (19 décembre), avec le concours de Bonaparte, alors capitaine d'artillerie et qui sera nommé l'année suivante général de brigade. C'est en cette année qu'ont lieu les premiers essais de télégraphie optique par Chappe (12 juillet). En cette année également que les mois de l'année commencent à porter les noms qui les mettent en concordance avec les saisons (Calendrier républicain).

1794

Le chancelier de Maupeou, créature du parti ennemi du duc de Choiseul, prit la place de ce dernier. Incapable, corrompu et vindicatif, Maupeou fit expier au Parlement ses velléités d'indépendance : les meilleurs de ses membres furent exilés, et le ministre forma un parlement de son choix (le Parlement Maupeou), dont la composition le fit tourner en dérision. Pendant ce temps, l'abbé Terray que Maupeou s'était adjoint pour les finances, gaspillait les deniers publics et laissait la concussion et la spéculation achever la ruine de l'État. Le duc d'Aiguillon, chargé des affaires étrangères, mais médiocre diplomate, complétait ce triumvirat dont l'administration acheva de consommer le discrédit et l'appauvrissement de la France. Marseille est déclarée rebelle et sans nom (16 janvier). La Convention décrète la liberté des nègres et une loi proclame l'abolition immédiate de l'esclavage dans les colonies françaises (4 février). Adoption par la Convention du drapeau national à trois couleurs : bleu, blanc, rouge (15 février). Achèvement par les Anglais de la conquête de la Martinique (22 février). Fondation de l'École polytechnique (11 mars). Condamnation et exécution: des Hébertistes (24 mars), de Danton, Camille Desmoulins, etc. (5 avril). Les rois d'Angleterre et de Prusse et le stathouder concluent à La Haye un traité contre la France (19 avril). Les armées de la coalition s'emparent de Landrecies (30 avril). Proclamation, à l'instigation de Robespierre, de l'existence de l'Être suprême (7 mai) et première fête nationale en son honneur (8 juin). Condamnation et mort de Madame Élisabeth, sœur de Louis XVI (10 mai). Succès des années de la République à Tourcoing, Fleurus, Ypres, Ostende, Mons, Tournai, Gand, Bruxelles, Namur, Nieuport, Anvers (du 15 juin au 31 juillet). Atrocités ordonnées par les commissaires du gouvernement dans les départements : Carrier et Fouché à Nantes, Tallien à Bordeaux, Lebon dans le Pas-de-Calais, etc. Chute de Robespierre et du parti de la Montagne ; exécution de Robespierre et de soixante et onze de ses partisans (27 et 28 juillet, soit les 9 et 10 thermidor : c'est la fin du régime dit de la Terreur).

- 1795** Succès des Français en Espagne (Fontarabie, 1er août; Saint-Sébastien, 4 août). Occupation de Trèves par les Français ; reprise par eux du Quesnoy, de Valenciennes, de Condé (6 au 30 août). Explosion de la poudrière de Grenelle à Paris (31 août). Reprise du fort de Bellegarde et occupation d'Aix-la-Chapelle (18 et 22 septembre). Destruction par la marine française des établissements anglais à Sierra-Leone et autres points de la côte d'Afrique (24 septembre). Prise de Juliers, Bois-le-Duc, Cologne, Vanloo, par les Français (22 septembre au 7 octobre) et de Maestricht, Nimègue, puis Figuières (4, 8 et 27 nov.).
Établissement, par décret, du Conservatoire des Arts et Métiers : 10 oct. et de l'École Normale : 30 oct.
Suppression de toutes les mesures et lois édictées pour établir ou assurer le maximum (24 décembre).
Invasion de la Hollande par les Français (25 déc.). En cette année, la France perd les petites Antilles. Les Anglais s'emparent momentanément de la Corse (fév. à juin). Masséna, à la tête d'une armée française, envahit le Piémont (avril), est battu et obligé de battre en retraite sur Gênes. Révolution à Genève en faveur de la France (19 juillet). Grave disette en France. Les Français occupent Amsterdam (19 janvier). Prise de la flotte hollandaise (immobilisée par les glaces) par des hussards français (20 janvier). Prise de Berg-op-Zoom et de Zwoll par les Français. Prise de Rosas (act. Pyrénées-Orientales) par les Français (3 février). Première pacification de la Vendée conclue à La Jaunaye (15 février). Division, par décret, de la commune de Paris en douze arrondissements (21 février). Les conventionnels Barrère, Billaud-Varennes, Colot d'Herbois et Vadier sont décrétés d'accusation et arrêtés (2 mars). Combat naval dans la Méditerranée (13 mars). Insurrection des faubourgs de Paris contre la Convention (1er avril). Traité de paix, conclu à Bâle, entre la République française et le roi de Prusse (5 avril). Décret introduisant le système décimal dans les poids, monnaies et mesures (7 avril). Traité de paix et d'alliance entre la France et les Provinces-Unies (Hollande) (16 mai). Insurrection à Paris des Jacobins (20 au 28 mai). Suppression, par décret, du Tribunal révolutionnaire (31 mai). Prise de Luxembourg par les Français (7 juin). Déclaration de la mort au Temple du dauphin, fils de Louis XVI (8 juin). Le comte de Provence, frère de Louis XVI, alors à Vérone, prend le titre de roi de France sous le nom de Louis XVIII, le nom de Louis XVII ayant été censé porté par le dauphin mort au Temple (juin). Combat naval à la hauteur du Morbihan (23 juin). Reprise par Charette de la guerre en Vendée (24 juin). Occupation par les Français de Bilbao et Vittoria (17 juill.). Traité de paix, à Bâle, entre la France et l'Espagne (22 juillet). Établissement, par décret, du Conservatoire de musique (3 août). Passage du Rhin par l'armée française de Sambre-et-Meuse, et prise de Dusseldorff (6 septembre). Capitulation de Manheim (20 septembre). Proclamation de la Constitution de l'an III (23 septembre). Décret incorporant au territoire de la République tous les pays conquis en deçà du Rhin, la Belgique, l'État de Liège et le Luxembourg (1er octobre), Débarquement d'une cadre anglaise à l'île d'Yeu (2 octobre). Insurrection des Sections de Paris contre la Convention, écrasée par le général Bonaparte : 13 vendémiaire (5 octobre). Défaite des Français par les Autrichiens à Höchst et devant Mayence (11 et 29 oct.). Création de l'Institut de France (25 octobre). Fin de la session de la Convention nationale et sa clôture (26 octobre). Première séance des deux Conseils législatifs (28 octobre). Combats de Manheim et de Morbach (29 octobre).

LE DIRECTOIRE

- Formation du Directoire exécutif (1er novembre), son installation au Luxembourg (4 novembre). Les nouveaux pouvoirs se partagent comme suit: le Conseil des Anciens, le Conseil des Cinq-cents et le Directoire exécutif ; les premiers Directeurs sont : Rewbell, Barras, La Réveillère-Lépeaux, Letourneur et Carnot. Évacuation de l'île d'Yeu par les Anglais (17 novembre). Les Français (Schérer) battent les Autrichiens à Loano, d'où suspension d'armes (23 novembre). Prise de Creuznach (1er décembre). L'Autrichien Wurmser reprend Manheim (21 décembre). En cette année (28 décembre), Madame, fille de Louis XVI, est échangée contre les représentants français que Dumouriez avait livrés à l'ennemi le 1er avril 1793. Carnot a organisé trois armées : celles de Rhin-et-Moselle (Moreau), Sambre-et-Meuse (Jourdan, puis Hoche), Italie (Bonaparte). Elles devront se réunir sous les murs de Vienne et porter ensemble un coup décisif à la monarchie autrichienne.
- 1796** Création du ministère de la police (1er janvier). Bonaparte est nommé commandant en chef de l'armée d'Italie (23 février). Fin de la guerre de Vendée, les chefs vendéens Stofflet et Charette sont fusillés (février et 29 mars), au général Hoche est due l'heureuse terminaison de la guerre. Insurrection dans le Berry (2 au 9 avril). Début des opérations de Bonaparte en Italie : batailles de Montenotte (11-12 avril), de Millesimo et de Diégo (14-15 avril), de Mondovi (22 avril). Combat du Pont de Lodi (10 mai). Traité de Paris entre la République française et le roi de Sardaigne (15 mai). Bataille d'Albenkirchen (4 juin). Passage du Rhin par les Français à Kehl (24 juin). Prise du château de Milan (29 juin). Bataille de Rastadt (5 juillet). Occupation de Stuttgart (25 juillet) et de Bamberg (4 août). Traité de Berlin, entre la République française et le roi de Prusse (5 août). Victoire de Castiglione (5 août) et occupation de Vérone (8 août). Bataille de Neresheim (11 août). Mesures de pacification en Vendée (août). Occupation, après combat, d'Amberg (17 août). Traité de Saint-Ildefonse: alliance offensive et défensive entre la France et l'Espagne (18 août). Combat de Neumarck (23 août). Bataille de Wurtzbourg (3 septembre). Combats de Roveredo ; occupation de Trente; combat de Bassano (3, 4, 5, 8 sept.). Bataille de Biberach (2 octobre). Le roi d'Espagne déclare la guerre à l'Angleterre (8 octobre). Traité de paix, à Paris, entre la République et Ferdinand IV, roi des Deux-Siciles (10 octobre). Les Anglais sont chassés de la Corse, qui rentre sous la domination française (22 octobre). Bataille d'Arcole (15-17 novembre). Formation et départ d'un corps expéditionnaire pour aider l'Irlande à chasser les Anglais (décembre).
- 1797** Kehl se rend à l'archiduc Charles (9 janvier). Bataille de Rivoli (victoire des Français) (14-18 janvier). Occupation de Trente (29 janvier). Prise de Mantoue (2 février). Reddition de la tête de pont d'Huningue (5 février). Prise d'Ancône par les Français (9 février). Traité de paix à Tolentino entre la République française et le pape Pie VI (19 février). Passage du Tagliamento (16 mars). Prise de Gradisca (19 mars) et de Botzen (22 mars). Combat de Tarvis (24 mars). Prise de Trieste (24 mars), de Klagenfurth (29 mars), de Laybach (1er avril). Signature, à Léoben, des préliminaires de paix entre la France et l'Autriche (15 avril). L'armée de Sambre-et-Meuse passe le Rhin à Neuwied (18 avril).

Passage du Rhin par l'armée de Rhin-et-Moselle, qui prend Kehl et Offenbourg. Armistice sur le Rhin (20, 21, 23 avril). Entrée d'Augereau à Venise (16 mai). Prise de Corfou (28 juin). Proclamation de la République cisalpine (9 juillet). Coup d'État du Directoire contre les membres opposants du Conseil des Cinq-Cents et des Anciens (4 septembre : 18 fructidor). Loi excluant les ex-nobles des fonctions publiques et les privant de leurs droits politiques (15 septembre). Mort de Hoche à Wetzlar (18 septembre). Traité de paix de Campo-Formio, suite des préliminaires de Léoben, entre la France et l'Autriche ; fin de la guerre d'Italie (17 octobre). Ouverture du Congrès de Rastadt (9 décembre). Présentation solennelle au Directoire du général Bonaparte qui lui remet le traité de Campo-Formio (10 décembre).

1798 Invasion de la Suisse. Réunion de Mulhouse au territoire français (28 janvier). Prise de Fribourg ; occupation de Soleure et Morat ; prise de Berne (2 et 5 mars). Traité réunissant Genève à la France (26 mars). De la première coalition contre la France, l'Angleterre est restée seule ; mais elle n'a pas désarmé. Bonaparte fait approuver par le Directoire son projet d'aller l'attaquer dans ses possessions de l'Inde : la première partie de ce projet comporte l'expédition d'Égypte. Départ de l'expédition d'Égypte (19 mai). Prise de Malte (10-13 juin). Prise d'Alexandrie (1er-3 juillet). Bataille des Pyramides (21 juillet). Bataille navale d'Aboukir, désastreuse pour la flotte française (1er août). Loi établissant la conscription militaire en France (5 septembre). Déclaration de guerre de la Turquie à la France (12 septembre). Bataille de Sédyman (7 octobre). Combat de Civita-Castellana (5 décembre). Déclaration de guerre de la France aux rois de Naples et de Sardaigne (8 décembre). Occupation de Turin (8 et 10 décembre). -- Occupation de Rome par Championnet (15 décembre). L'Angleterre s'allie avec la Russie contre la France (18 décembre). La Russie prend également pour alliée la Turquie (23 déc.). Au cours de cette année, les derniers Français (blancs) ont été chassés par les noirs du territoire de la République d'Haïti (ancienne colonie de Saint-Domingue).

1799 Championnet occupe Naples et proclame la République Parthénopéenne (23 janvier). Prise de Corfou et des autres îles Ioniennes aux Français par les flottes russe et turque. Démission du général Joubert ; destitution du général Championnet, accusé de concussion (mars). Remaniement dans le commandement des armées ; Schérer, armée d'Italie ; Macdonald, armée de Naples ; Masséna, armée d'Helvétie ; Jourdan, armée du Danube ; Bernadotte, armée du Rhin ; Brune, armée de Hollande (mars). L'archiduc Charles passe le Lech (mars). Déclaration de guerre du Directoire à l'Autriche (12 mars). Une deuxième coalition se déclare contre la France : elle englobe l'Autriche, l'Angleterre, une partie de l'empire germanique, le royaume de Naples (réduit à la Sicile), le Portugal, la Turquie, les États barbaresques et la Russie (mars). Jourdan battu à Stockach (22 mars). Défaites des Français par les Autrichiens sur l'Adige (30 mars) et à Magnano (5 avril). Assassinat des plénipotentiaires français à Rastadt (28 avril). Souwaroff prend le commandement des Russes et des Autrichiens en Italie ; Moreau celui de l'armée française (27 avril). Remaniement dans le Directoire et dans les ministères (juin et juillet). Levée en masse (12 juillet). Combats de la Trébie (17-19 juin) qui achèvent la ruine de la domination française sur l'Italie et la Lombardie. Perte par les Français de la bataille de Novi, où Joubert est tué (15 août). Les Anglais débarquent au Helder (27 août). Victoire de Brune sur les Anglais et Russes en Hollande (19 sept.), capitulation des mêmes à Alkmaer (6 octobre). En Syrie et Égypte : prise par Bonaparte d'El Arisch, de Jaffa et de Gaza. Sièges de Saint-Jean-d'Acre. Victoire de Bonaparte au Mont Thabor (février au 18 avril). La peste sévit dans l'armée française ; Bonaparte ramène ses troupes en Égypte (20 mai). Destruction d'une armée turque à Aboukir (24 juillet). Bonaparte remet le commandement de l'armée à Kléber et s'embarque en secret pour la France (22 août). Il débarque à Fréjus (8 octobre). Coup d'État du 18 brumaire : un décret préparé par les partisans de Bonaparte lui confère le commandement général et ordonne la translation du Directoire et des Conseils à Saint-Cloud (9 nov.). Le Conseil des Cinq-cents est chassé par la force armée de ses séances (9 novembre, dix-huit brumaire) ; Bonaparte, Roger Ducos et Sieyès sont proclamés consuls provisoires (10 novembre) par le Conseil des Anciens.

LE CONSULAT

Le Consulat provisoire prend en main le gouvernement (11 novembre). Adoucissement par divers actes du pouvoir de plusieurs des mesures révolutionnaires. Constitution de l'an VIII (24 décembre). Le gouvernement et les conseils sont organisés comme suit : un Premier Consul assisté de deux consuls avec voix consultative (l'initiative des lois réservée au gouvernement), un Sénat de soixante membres, un Tribunal de cent membres, un Corps législatif de trois cents membres. La Constitution de l'an VIII est acceptée par 3 011 007 suffrages.

1800 Traité d'El-Arisch entre Kléber, le général anglais Sidney-Schmit et la Turquie (24 janvier). Traité entre Bonaparte et les derniers chefs vendéens, à Luçon (17 janvier), suivi de la soumission des dernières bandes d'insurgés bretons. Établissement de la Banque de France (11 février). Loi sur la division du territoire français en départements et arrondissements communaux (17 février). Le gouvernement anglais désavoue le traité d'El-Arisch ; reprise des hostilités en Égypte ; victoire de Kléber à Héliopolis (20 mars), Kléber reconquiert l'Égypte révoltée ; il meurt assassiné au Caire (14 juin). Le général Menou lui succède. Bonaparte reprend les hostilités contre la coalition : victoires de Moreau à Engen, Moskirch et Biberach (3 au 9 mai). Passage des Alpes par l'armée française (18-20 mai). Occupation d'Augsbourg (29 mai). Premiers essais de vaccination en France (1er juin). Occupation de Milan ; nouvelle proclamation de la République cisalpine (2 et 4 juin). Occupation de Gênes (5 juin). Victoire de Marengo (14 juin), Desaix y est tué. Convention d'Alexandrie (Italie) portant reddition au général Suchet de toutes les places fortes du Piémont et de la Lombardie (18 juin). Victoire des Français à Hochstedt (19 juin). Nouveau traité entre la France et l'Autriche et l'Angleterre, à Vienne (20 juin). Par suite des succès de Moreau en Bavière, armistice de Parsdorf (15 juillet). Signature de préliminaires de paix avec l'Autriche (28 juillet), l'Autriche cède à la France Ulm, Ingolstadt et Philippsbourg. Capitulation de Malte aux mains des Anglais (25 septembre). Insurrection contre les Français en Toscane : ils prennent possession de Florence et de quelques autres villes (15 octobre). Les négociations pour la paix étant entravées par l'Autriche, l'offensive est reprise sur tous les fronts. Victoire des Français à

Hohenlinden (3 décembre). Occupation de Salzbourg, de Lintz et de Steyer (18 décembre). Invasion du Tyrol italien. Passage par Brune du Mincio et de l'Adige. Nouvel armistice avec l'Autriche, et conclusion de la paix, à Steyer. Bonaparte ne reconnaissant pas l'abandon de Malte aux Anglais, la cède au czar Paul Ier, à qui les Anglais refusent de la livrer. Paul Ier se détache de la coalition et s'allie avec la Prusse, le Danemark et la Suède contre l'Angleterre (16 déc.). Au cours de cette année, il a été fait entre la France et les États-Unis un traité d'amitié et de commerce (30 sept.). Mesures pour rétablir la situation financière de la France. Complots contre le premier consul : explosion d'une « machine infernale » lancée contre sa voiture (24 décembre). Négociation pour la paix, à Lunéville.

1801 Sénatus-consulte ordonnant la déportation de cent trente personnes à propos de l'explosion de la « machine infernale » (4 janvier). Plusieurs sont exécutées (9 janvier). Occupation de Vicence et de Vérone par les Français (3 et 8 janvier). Armistice entre l'Autriche et l'armée d'Italie (16 janvier). Signature du traité de paix de Lunéville entre la France et l'Autriche (9 février). Entrée en guerre de l'Espagne, à l'instigation de la France, contre le Portugal soutenu par l'Angleterre (22 février). Traité de Florence entre Murat et la Cour de Naples (18 mars). Traité entre la France et l'Espagne, relatif aux États italiens qui s'ajouteront à l'État de Parme sur lequel règne le fils du roi d'Espagne (21 mars). Perte de l'Égypte par les Français par suite des défaites infligées à Menou par lord Abercromby (8 mars au 9 avril, 27 juin). Évacuation de l'Égypte (2 septembre). Combat naval d'Algésiras : victoire sur la flotte anglaise (5 juillet). Paix de Badajoz entre l'Espagne et le Portugal (29 septembre). Restauration du culte catholique en France ; signature d'un nouveau concordat avec le Saint-Siège (15 juill.). Traité de Saint-Ildefonso entre la France et l'Espagne, qui lui cède la Louisiane (1er octobre). Traité de paix entre la France et la Russie (8 octobre). Ouverture du Congrès d'Amiens pour la paix avec l'Angleterre (8, 9 octobre). Traités avec la régence d'Alger (27 décembre). Les territoires gagnés par la France par le traité de Lunéville sur la rive gauche du Rhin, forment quatre départements : Roër (Aix-la-Chapelle) ; Rhin-et-Moselle (Coblentz) ; Mont-Tonnerre (Mayence) ; Sarre (Trèves). Le Concordat fixe, entre autres choses, l'attribution à l'État de la police des cultes, l'attribution aux ecclésiastiques d'un salaire fixe ; la consécration par le Saint-Siège de la vente des biens nationaux ; le droit de nomination des archevêques et évêques réservé à l'État, le Saint-Siège ne gardant à leur égard que le droit d'investiture canonique. Grandes fêtes officielles en France à l'occasion de la paix générale. Départ de l'expédition de Saint-Domingue (14 décembre).

1802 Le frère du premier consul, Louis Bonaparte, épouse Hortense de Beauharnais (9 janvier). Paix d'Amiens entre la France et l'Angleterre (25 mars). Inauguration solennelle du Concordat à Notre-Dame (18 avril). Loi instituant la Légion d'honneur (19 mai). Déclaration d'amnistie pour tous les émigrés qui rentreront en France dans les délais indiqués (26 avril). Le Sénat proclame Bonaparte premier consul à vie (2 août). Remplacement du ministère de la police par une Direction générale dépendant du ministère de la justice. Réunion du Piémont à la France : il formera cinq départements (11 septembre). Le duc de Parme étant mort, ses États font retour à la France comme le porte le traité conclu avec l'Espagne le 21 mars 1801, et en conséquence sont occupés par des troupes françaises (9 octobre). Le général Leclerc, qui commandait l'expédition de Saint-Domingue, laquelle avait débuté par des succès, meurt à son retour en France ; il a laissé les troupes en proie à la fièvre jaune ; les noirs se révoltent dans toute l'île. Cette année 1802 a vu commencer de grands travaux publics : canal de l'Ourcq, canal de Saint-Quentin, canal de Nantes à Brest ; digue de Cherbourg ; routes du Simplon et du mont Genève. Réforme des grands corps de l'État et des corps élus ; organisation de l'enseignement secondaire et de l'Institut.

1803 Actes hostiles de l'Angleterre contraires aux stipulations du traité de paix d'Amiens : elle refuse d'évacuer Malte (mars) et plus tard, elle fera saisir des colonies des Hollandais nos alliés. Projets et préparatifs de descente en Angleterre. Essai de navigation sur la Seine du bateau à vapeur construit par Fulton, citoyen américain (9 août), création de l'École militaire de Fontainebleau. A Saint-Domingue (Haïti), les noirs massacrent les colons de race blanche et les mulâtres, et une partie du corps expéditionnaire français. Évacuation de l'ancienne colonie (novembre).

1804 Conspiration dirigée contre le premier consul par Georges Cadoudal (ancien chef chouan) et les deux généraux français Pichegru et Moreau ; ils sont arrêtés (le 15 février). Enlèvement, dans le duché de Bade, du duc d'Enghien, fils du prince de Condé, son transfert à Vincennes, son jugement, son exécution (15-20 mars). Pichegru s'étrangle dans sa prison (5 avril). Protestations du czar et du roi de Suède (beaux-frères du grand-duc de Bade) contre la violation du territoire du duché par les Français qui ont enlevé le duc d'Enghien : ils en appellent à la Diète Germanique (7 mai). Adoption par le Corps législatif du Code civil (mai). Le Tribunal, le Corps législatif et le Sénat votent l'empire héréditaire.

Napoléon Ier est proclamé empereur, à Saint-Cloud (le 18 mai). (Il est le second fils de Charles Bonaparte, gentilhomme corse, et de Laetitia Ramolino, et né à Ajaccio en 1769.) Il a épousé en 1796 Joséphine Tascher de la Pagerie, née à la Martinique en 1763 et veuve du vicomte de Beauharnais, mort sur l'échafaud en 1794.

L'EMPIRE

1804 Mai (19) : Napoléon confère la dignité de maréchal de l'Empire aux généraux Alexandre Berthier, Murat, Moncey, Jourdan, Masséna, Augereau, Bernadotte, Soult, Brune, Lannes, Mortier, Ney, Davoust, Bessières, Kellermann, Lefèvre, Pérignon, Sérurier. Juin (10) : Procès de la conspiration de Pichegru, de Cadoudal et du général Moreau ; il y a douze exécutions, Moreau est banni. Juillet (14) : Inauguration de l'ordre de la Légion d'honneur. Août (16) : Napoléon, au camp de Boulogne, fait une distribution de croix de la Légion d'honneur à l'année ; ajournement de la descente projetée en Angleterre ; (28) : L'empereur Alexandre de Russie rompt avec la France. Décembre (2) : Couronnement et sacre, à Notre-Dame de Paris, de Napoléon et de sa femme, Joséphine Tascher de la Pagerie.

1805 Avril (8) : Traité de Saint-Petersbourg entre la Grande-Bretagne et la Russie (c'est la troisième coalition contre la France). Mai (26) : Couronnement de Napoléon à Milan comme roi d'Italie. Juillet (22) : Combat naval du cap Finistère (Espagne). Août (9) : On apprend que l'Autriche est entrée dans la troisième coalition ; (27) : Levée du

Camp de Boulogne, le projet de descente en Angleterre étant devenu irréalisable. Septembre (8) : Ouverture des hostilités par la Coalition ; (21) : Traité de Paris entre la France et le royaume de Naples qui se déclare neutre. Octobre (8) : Combat de Wertingen ; défaite des Autrichiens ; (9) : Occupation d'Augsbourg ; (10) : Occupation de Munich ; (14) : Capitulation de Memmingen ; combat d'Elchingen ; (17-20) : Capitulation d'Ulm ; (21) : Bataille navale de Trafalgar où la flotte française est écrasée et l'amiral anglais Nelson, tué ; (29-31) : Passage de l'Adige par l'armée française d'Italie ; occupation de Salzbourg. Novembre (4) : Prise de Vicence aux Autrichiens ; (13) : Occupation de Vienne par les Français ; (14) : Occupation de Trente ; (15) : Occupation de Presbourg ; (19) : Occupation de Bryün. Décembre (2) : Victoire d'Austerlitz ; (26) : Traité de paix de Presbourg, entre la France victorieuse et l'Autriche. En cette fin d'année sont en outre conclus différents autres traités de paix entre la France et le Wurtemberg, la Bavière et la Prusse ; déchéance du roi de Naples qui a violé sa neutralité ; suppression du calendrier républicain (retour au calendrier grégorien à l'expiration de 1805).

- 1806** Février (6) : Combat naval dans la baie de Santo-Domingo ; (8) : Invasion par les Français du royaume de Naples ; (20) L'église Sainte-Geneviève (Panthéon) est rendue au culte. Mars (8) : Traité entre la France et la Prusse ; (30) : Joseph Bonaparte (frère de Napoléon), né en 1768, est proclamé roi des Deux-Siciles. Juin (5) : Louis Bonaparte (frère de Napoléon), né en 1778, et qui a épousé Hortense de Beauharnais, fille de Joséphine, est proclamé roi de Hollande ; création de la Confédération du Rhin sous le protectorat de la France. Juillet (18) : Prise de Gaète ; (20) : Préliminaires de paix entre la France et la Russie. Octobre (6) : Annonce d'une quatrième coalition (contre la France) ; (14) : Victoire d'Iéna ; (16) : Capitulation d'Erfurth ; (17) : Combat de Halle ; (18) : Occupation de Leipzig ; (24) : Occupation de Potsdam ; (25) : Occupation de Brandebourg et de Berlin ; (28) : Combat de Prentzlow ; (29) : Prise de Stettin. Novembre (W) : Prise de Kustrin ; Occupation de Hesse-Cassel ; (6-7) : Prise de Lubeck ; (8) Reddition de Magdebourg ; (10) : Occupation de Hanovre et de Posen ; (19) : Occupation de Hambourg ; (21) : Établissement du Système Continental par décret de Napoléon daté de Berlin ; (28) : Occupation des duchés de Mecklembourg ; Déclaration de guerre de la Russie à la France. Décembre (11) : Traité de Paix entre Napoléon et l'Électeur de Saxe.
- 1807** Janvier (5) : Prise de Breslau. Février (8) : Victoire d'Eylau ; (16) : Combat d'Ostrolenka. Mai (20) : Prise de Dantzig. Juin (14) : Victoire de Friedland ; (16) : Prise de Kœnigsberg ; (25) : Entrevue des empereurs Napoléon et Alexandre à Tilsitt. Juillet (7) : Traité de paix de Tilsitt, entre la France et la Russie, et entre la France et la Prusse. Août (16) : Séance impériale du Corps législatif à Paris. Octobre (18) : Traité d'alliance entre la France et le Danemark ; (17) Première expédition française au Portugal. (27) Traité secret de Fontainebleau entre la France et l'Espagne. Novembre (5) : Installation de la Cour des Comptes (II) : Traité entre la France et la Hollande ; (30) : Prise de Lisbonne par les Français. Décembre (8) : Création du royaume de Westphalie en faveur de Jérôme, frère de Napoléon (né en 1784, régnera jusqu'en 1813 ; (10) : Création du royaume d'Etrurie en faveur de Joseph, frère de Napoléon (né en 1768, deviendra en 1808 roi d'Espagne).
- 1808** Février (2) : Entrée des troupes françaises à Rome. Mai (5) : Traité de Bayonne. Juillet (14) : Bataille de Medinadel-Rio-Seco ; (19-22) : Combat et capitulation de Baylen ; (20) : Joseph Bonaparte, roi d'Espagne, de par la volonté de Napoléon et l'abdication de Charles IV, fait son entrée à Madrid ; (31) : Débarquement au Portugal d'une armée anglaise. Août (10) : Expédition de la Romana ; (21) Bataille de Vimeiro. Septembre (8) : Convention de Paris, entre la France et la Prusse ; (27) : Entrevue d'Erfurth. Novembre (5) : Convention de Berlin ; (10) : Combat et prise de Burgos (12) : Bataille d'Espinosa ; (23) Bataille de Tudela. Décembre (4) : Reddition de Madrid ; (5) : Prise de Rosas.
- 1809** Janvier (16-19) : Combat de La Corogne ; Débarquement des Anglais à la Martinique. Février (21) : Prise de Saragosse ; (24) : Reddition de la Martinique. Mars (28) : Prise de Medelin ; (29) : Bataille et prise d'Oporto. Avril (9) Annonce de la cinquième coalition continentale (contre la France) ; (18) : Bataille de Sicile ; (20) : Bataille d'Abensberg ; (22) Bataille d'Eckmühl ; (23) : Combat et prise de Ratisbonne. Mai (3) : La Russie déclare la guerre à l'Autriche ; (10-18) : Évacuation du Portugal ; (13) : Occupation de Vienne ; (17) : Réunion des États romains à l'Empire français ; (21-22) : Bataille d'Essling. Juin (14) : Bataille de Raad en Hongrie. Juillet (4-5) : Passage du Danube et bataille d'Enzensdorp ; (5-6) : Bataille de Wagram ; (29-31) Expédition anglaise sur les rives de l'Escaut ; en juillet, Murat devient roi de Naples. Octobre (14) : Traité de paix entre la France et l'Autriche, signé à Vienne. Novembre (19) : Bataille d'Ocana. Décembre (1e) : Prise de Gironne (16) : Divorce de Napoléon (avec Joséphine de Beauharnais).
- 1810** Janvier (8) : Traité de paix entre la France et la Suède. Février (2) : Occupation de Séville ; (8) : Reddition aux Anglais de la Guadeloupe. Mai (13) : Prise de Lérida. Juillet (7-8) : Prise de l'île Bourbon par les Anglais. Septembre (27) : Bataille de Bulaco. Novembre (9) Ouverture du canal de Saint-Quentin. Décembre (3) Prise de l'Île-de-France (Maurice) par les Anglais ; (13) : Réunion du Valais à la France ; Second mariage de Napoléon : il épouse Marie-Louise d'Autriche.
- 1811** Janvier (2) : Prise de Tortose. Février (19) : Bataille de la Gebova. Mars (10) : Prise de Badajoz. Juin (11) Ouverture d'un Concile à Paris ; (28) : Prise de Tarragone. Octobre (25) : Bataille de Sagonte ; naissance du Roi de Rome.
- 1812** Janvier (9) : Prise de Valence ; (24) : Traité de Paris avec la Prusse. Mars (14) : Traité d'alliance entre la France et l'Autriche ; (24) : Traité d'alliance entre la Russie et la Suède. Juin (18) : Le Congrès des États-Unis déclare la guerre à l'Angleterre. Juillet (22) : Bataille des Arapiles ; (28) : Entrée des Français à Witepsk. Août (1er) : Traité de paix et d'union entre la Grande-Bretagne et la Russie, signé à Saint-Pétersbourg ; (17) : Bataille et prise de Smolensk ; (17-18) : Combat et bataille de Polotsk. Septembre (7) : Bataille de La Moskowa. Octobre (23) : Découverte de la Conspiration de Malet ; Évacuation de Moscou par les Français (commencement de la retraite de Russie). Novembre (1.2) : Combat de Wiazma ; (14-16) : Évacuation de Smolensk ; (26-28) : Combat et passage de

la Bérésina. Décembre (10-11) : Évacuation de Wilna ; (16) : Évacuation de Kowno et passage du Niemen.

- 1813** Janvier (25) : Concordat de Fontainebleau, entre Napoléon et le pape Pie VII. Mars (1er) : Sixième coalition continentale contre la France ; Traité d'alliance entre la Russie et la Prusse ; (12) : Évacuation de Hambourg. Mai (2) Bataille de Lutzen ; (30) : Reprise de Hambourg. Juin (4) Armistice de Plesswitz ; (21) : Bataille de Vittoria ; (25) Combat de Tolosa. Juillet (12) : Congrès de Prague. Août (26-27) : Bataille de Dresde. Septembre (8) : Reddition de Saint-Sébastien ; (9) : Alliance conclue à Tœplitz entre l'Autriche, la Russie et la Prusse (contre la France). Octobre (18-19) : Bataille de Leipzig ; (30) : Bataille de Hanau. Novembre (11) : Reddition de Dresde. Décembre (5) : Capitulation de Stettin ; (11) : Traité de Valençay (11) : Passage du Rhin par six divisions ennemies (commencement de l'invasion de la France par les Alliés) ; (24) Évacuation définitive de la Hollande (par les Français).
- 1814** Janvier (1er) : Capitulation et reddition de Dantzig ; (3) Occupation de Montbéliard par les Autrichiens ; (4) : Occupation de Haguenau par les Russes ; (11) : Traité d'alliance entre l'Autriche et Murat, roi de Naples ; (17) : Prise de Langres ; (19) : Occupation de Dijon et (21) de Chalon-sur-Saône par les Alliés ; (27) : Reprise de Saint-Dizier par Napoléon ; (29) : Combats de Brienne. Février (1er) Bataille de La Rothière ; (5) : Ouverture du Congrès de Châtillon entre les quatre grandes puissances alliées et la France ; Occupation de Châlons-sur-Marne ; (17) : Occupation de Troyes ; (8) : Bataille du Mincio ; (10) : Bataille de Champaubert ; (11) : Bataille de Montmirail ; (12) : Occupation de Laon ; (14) : Combat de Vauchamp ; (17) : Combat de Nangis ; (18) : Bataille de Montereau ; (21) : Arrivée à Vesoul de Monsieur, comte d'Artois ; (22) : Combat de Méry-sur-Seine ; (27) : Bataille d'Orthez ; (27-28) : Combats de Bar et de la Ferté-sur-Aube. Mars (1er) : Traité de Chaumont ; (2) : Combat de Parme ; Prise de Soissons ; (7) : Bataille de Craonne ; (9) : Combat de Berg-op-Zoom ; (12) : Entrée à Bordeaux du duc d'Angoulême ; (13-14) : Reprise de Reims par Napoléon ; (19) : Rupture du Congrès de Châtillon ; (20-21) : Combats d'Arcis-sur-Aube ; (24) : Occupation de Lyon par les Autrichiens ; (25) : Combat de la Fère-Champenoise ; (26) : Combat de Saint-Dizier ; (31) : Capitulation de Paris ; les armées alliées y font leur entrée. Avril (1er) : Acte du Sénat instituant un gouvernement provisoire ; (5) : Convention de Chevilly ; (10) : Bataille de Toulouse ; (11) : Traité de Paris ; Acte d'abdication de Napoléon.

PREMIÈRE RESTAURATION (des Bourbons)

Avènement de Louis XVIII (né en 1755, fils du dauphin Louis et de Marie-Josèphe de Saxe) frère puîné de Louis XVI, et qui portait jusqu'alors le titre de comte de Provence. Il est veuf de Marie Joséphine Louise de Savoie, dont il n'a pas d'enfants (il avait pris le titre de roi dès 1795).

Avril (12) : Monsieur, comte d'Artois, fait son entrée à Paris ; (13) : Arrêté du gouvernement provisoire substituant le drapeau et la cocarde blancs au drapeau et à la cocarde tricolores ; (16) : Convention de Schiarino-Rizzino ; (20) : Départ de Napoléon de Fontainebleau pour l'île d'Elbe ; Entrée solennelle de Louis XVIII à Londres ; (23) : Conventions signées à Paris entre Monsieur, comte d'Artois, d'une part, et les puissances alliées, d'autre part ; (24) : Débarquement à Calais de Louis XVIII ; (27) : Traité de Paris accordant la souveraineté de l'île d'Elbe à Napoléon. Mai (3) : Louis XVIII fait son entrée solennelle à Paris ; (30) : Traité de Paris entre la France et les puissances alliées. Juin (4) : Assemblée collective du Corps législatif et d'une fraction du Sénat. Août : Le Pape Pie VII rétablit l'ordre des Jésuites.

LES CENT-JOURS (Napoléon Ier)

- 1815** Mars : Dans le but de reprendre le pouvoir, Napoléon quitte l'île d'Elbe avec une poignée de fidèles et, le 1er débarque au golfe Juan, près de Cannes ; (10) : Entrée de Napoléon à Lyon ; (16) : Séance royale des Chambres Législatives réunies ; (20) : Départ de Louis XVIII des Tuileries ; Entrée de Napoléon à Paris ; Irruption des troupes napolitaines dans les États du pape. Avril (6) : Occupation de Florence par les troupes de Murat ; (22) : Acte additionnel aux Constitutions de l'Empire. Mai (2-3) : Bataille de Tolentino et de Macerata ; (31) : Traité de Vienne, formant une nouvelle coalition (contre Napoléon) entre les rois des Pays-Bas d'une part, d'Autriche, d'Angleterre et de Prusse, et l'empereur de Russie d'autre part, ils déclarent Napoléon hors la loi. Juin (1er) : Assemblée dite du Champ de Mai ; (7) : Ouverture des Chambres législatives par Napoléon (18) : Bataille de Waterloo ; (21) : Retour de Napoléon à Paris ; (22) : Deuxième abdication de Napoléon.

DEUXIÈME RESTAURATION (des Bourbons)

- **1815** Louis XVIII remonte sur le trône, à la suite de la chute de Napoléon.
Juin (25-28) : Emeutes et massacres à Marseille ; (28) Convention de Cholet ; (28) : Paris est mis en état de siège (29) : Napoléon quitte Paris. Juillet (3) : Convention militaire de Saint-Cloud ; (8) : Deuxième entrée à Paris des troupes étrangères ; (8) : Entrée de Louis XVIII à Paris. Août (1er) : Licenciement de l'armée (impériale) ; (2) Assassinat du maréchal Brune à Avignon ; (17) : Assassinat du général Rame] à Toulouse ; (27) : Siège et reddition de Huningue ; en août, élection de la Chambre introuvable. Septembre (18) : Siège et reddition de Longwy ; (26) Traité de la Sainte-Alliance entre les empereurs d'Autriche et de Russie et le roi de Prusse signé à Paris. Octobre (7) : Le maréchal Ney est fusillé ; (13) : Arrivée de Napoléon à Sainte-Hélène. Novembre (20) : Traité de paix de Paris, entre la France d'une part, et l'Autriche, la Grande-Bretagne, la Prusse et la Russie d'autre part. En 1815, commencement de la Terreur blanche (mouvements populaires monarchistes contre les hommes du régime impérial) qui désolera plusieurs départements, notamment dans le Midi, jusqu'en 1816
- 1816** Mars (13) : Traité entre la France et les cantons suisses ; (21) : Ordonnance royale substituant aux quatre Classes de l'Institut les quatre Académies: Française, des Inscriptions et Belles-Lettres, des Sciences, des Beaux-Arts. Mai (8) : Loi abolissant le divorce. Juillet (2-6) : Naufrage de la frégate La Méduse sur le banc d'Arguin.
- 1817** Février Lois sur les élections (le 5), la liberté individuelle (le 12), la presse (le 28) ; (28) : Traité de Paris, entre la France et le Portugal.

- 1818** Mars (10) : Loi sur le recrutement de l'armée. Septembre (30) : Congrès d'Aix-la-Chapelle.
- 1819** Mars (7) : Émeute à Nîmes. Juin (29) : Troubles à l'École de Droit, à Paris. Juillet (5) : Abolition du droit d'aubaine en France. Août (25) : Ouverture de l'Exposition des produits de l'industrie.
- 1820** Janvier (5) : Commencement de la révolution espagnole dirigée contre le gouvernement monarchique. Février (13) : Assassinat du duc de Berry, Juin (2-3) : Mouvements insurrectionnels à Paris. Juillet (7) : Émeute à Palerme. Août (1er) : Incendie de Bercy ; (28) : Révolution du Portugal. Septembre (29) : Naissance du duc de Bordeaux (le futur comte de Chambord ou Henri V). Octobre : Explosion de la poudrière d'Essonne.
- Louis XVIII**
1821 Janvier (18) : Congrès de Laybach. Mars (5) : Troubles à l'École de Droit à Paris ; Acquisition par l'État du domaine de Chambord qui est donné au duc de Bordeaux, lequel prend dès lors le titre de comte de Chambord ; (20) : Mouvements insurrectionnels à Grenoble. Mai (5) : Mort de Napoléon à Sainte-Hélène ; (12) : Clôture du Congrès de Laybach ; (17) : Ouverture de l'Opéra, rue Le Peletier.
- 1822** Septembre (22) : Exécution des *quatre sergents de La Rochelle*. Quatre militaires du 45^e régiment de ligne de la Rochelle sont guillotins en place de Grève à Paris. Les sergents Bories, Goubin, Pommier et Raoulx sont arrêtés le 19 mars et condamnés à mort le 5 septembre. Ils sont accusés d'appartenir à une organisation politique secrète, la Charbonnerie, complotant contre le régime de Louis XVIII. Cette exécution provoque l'émoi de l'opinion publique, choquée par la sévérité des juges. Les journaux libéraux et les jeunes artistes romantiques dénoncent le sort fait à de simples militants devenus des martyrs.
- 1823** Mars (23) : Exclusion de la Chambre des députés du député Manuel. Avril (7) : Entrée en Espagne de l'armée française envoyée pour soutenir le roi Ferdinand VII contre la révolution. Août (31) : Prise par les Français du fort du Trocadéro près Cadix.
- 1824** Août (15) : Rétablissement de la censure. Septembre (16) : Mort de Louis XVIII ; Avènement de Charles X, frère de Louis XVIII, né en 1757. Il a porté jusqu'alors le titre de comte d'Artois. Il a épousé en 1773 Marie-Thérèse de Savoie dont il a eu deux fils, le duc d'Angoulême et le duc de Berry. Il est veuf.
- 1825** Mars (17) : Émancipation de Saint-Domingue ; (21) : Loi accordant des indemnités aux émigrés. Mai (1er) : Loi convertissant les rentes 5 p. 100 en 3 p. 100 ; (29) : Sacre de Charles X à Reims. Juin (6) : Entrée solennelle de Charles X à Paris. Octobre (8) : Troubles graves à Rouen. Décembre (1er) : Mort de l'empereur Alexandre Ier de Russie.
- 1826** Février (15) : Ouverture du Jubilé. Avril (30) : Déclaration des évêques de France relative à l'indépendance des rois dans l'ordre temporel. Mai (18) et octobre (14-17 et 31) : Troubles à Rouen, à Brest et à Lyon (occasionnés par l'arrivée dans ces villes de missionnaires).
- Charles X**
1827 Janvier (19) : Pétition de M. de Montlosier adressée à la Chambre des Pairs contre les Jésuites ; (25) : Protestation de l'Académie française en faveur de la liberté de la presse. Avril (17) : Retrait de la loi dite d'Amour ; (29) : Licenciement de la Garde nationale. Juin (24) : Rétablissement de la censure. Juillet (6) : Convention signée à Londres entre la France, la Russie et l'Angleterre, relative aux affaires de Grèce. Octobre (4) : Commencement par la France des hostilités contre le dey d'Alger ; (20) : Bataille de Navarin.
- 1828** Janvier (4) : Chute du ministère Villèle. Avril (11) : Établissement des omnibus à Paris. Août (17) : Départ de l'expédition française de Morée.
- 1829** Août (8) : Avènement du ministère Polignac.
- 1830** Février (25) : « Bataille » d'Hernani. Mars (16) : Adoption de l'Adresse des 221 ; (29) : Pragmatique sanction du roi Ferdinand VII (d'Espagne). Mai (25) : Départ de Toulon de la flotte française envoyée contre Alger. Juin (14) : Débarquement des troupes françaises sur la côte d'Alger ; (19) : Combat de Staouéli. Juillet (4) : Prise du fort l'Empereur, et (5) occupation d'Alger ; (25) : Ordonnances de Charles X ; (26) : Protestation des journaux de l'opposition ; (27) : Commencement de l'insurrection de Paris : réunion des députés chez Casimir - Perier ; (27-28-29). Les « Trois Glorieuses » ; Paris est en état de siège, mais les insurgés s'emparent de l'Arsenal, de l'Hôtel de Ville, du Louvre, des Tuileries, etc. ; (30) : Rétablissement de la Garde nationale ; Démarche des députés auprès du duc d'Orléans ; (31) : Les princes de la famille royale se retirent à Rambouillet ; Le duc d'Orléans est proclamé lieutenant général du royaume. Août (1er) : Ordonnances de la lieutenance générale rétablissant les trois couleurs et convoquant la Chambre des Pairs pour le 3 ; (2) : Abdication de Charles X et de son fils aîné ; (3) : Ouverture des Chambres ; Départ de Charles X pour Cherbourg (d'où il gagnera l'Angleterre avec sa famille) ; (7) : La Chambre des députés déclare le trône vacant, et y appelle le duc d'Orléans.

BRANCHE D'ORLÉANS

- 1830** Avènement du duc d'Orléans qui prend le nom de Louis-Philippe Ier. Il est fils de Philippe-Egalité (duc d'Orléans) et de Louise de Bourbon. Né en 1773, il a épousé Marie-Amélie de Bourbon, fille de Ferdinand IV, roi des Deux-Siciles, dont il a eu huit enfants : Marie-Amélie (qui devint princesse de Wurtemberg) ; Louise (devenue reine des Belges) ; Clémentine (devenue princesse de Saxe-Cobourg) ; et les ducs d'Orléans, d'Aumale, de Nemours, de Joinville et de Montpensier. Le règne de Louis-Philippe est aussi appelé (Monarchie de Juillet).
Août (9) : Le duc d'Orléans accepte la couronne et jure l'observation de la nouvelle Charte : il prend le nom de Louis-Philippe Ier. Octobre (3) : Déclaration d'indépendance de la Belgique ; (18) : Troubles à Paris et à Vincennes. Novembre (17) : Expédition contre Blida. Décembre (15) : Procès des ministres de Charles X ; Nouveaux troubles à Paris.
- Louis-Philippe Ier**

- 1831** Février (3) : Le duc de Nemours est élu roi par les Belges (cette décision n'est pas ratifiée par son père Louis-Philippe); (14) : Au cours de troubles à Paris, les émeutiers détruisent l'Archevêché. Juin (4) : Élection au trône de Belgique de Léopold, prince de Saxe-Cobourg. Juillet (11) : Expédition française en Portugal : la flotte entre dans le Tage. Août (1er) : La Hollande envahit la Belgique. Novembre (21) : Insurrection à Lyon.
- 1832** Février (2) : Complot légitimiste à Paris ; (23) : Occupation d'Ancône par les Français. Mars (22) : Le choléra éclate à Paris. Avril (30) : Troubles à Marseille ; Débarquement de la duchesse de Berry. Mai (23) : Insurrection dans l'ouest de la France et Juin (5 et 6), à Paris. Novembre (6) : Arrestation de la duchesse de Berry ; (30) Siège de la citadelle d'Anvers (par les Français venus au secours de la Belgique). Décembre (23) : Prise par les Français (maréchal Gérard) de la citadelle d'Anvers aux Hollandais ; Mort du Roi de Rome.
- 1833** Juillet (5) : Combat naval du cap Saint-Vincent. Septembre (29) : Mort de Ferdinand VII, roi d'Espagne.
- 1834** Toute l'année est agitée par des mouvements insurrectionnels, notamment en Savoie, à Lyon, à Paris.
- 1835** Juillet (26) : Attentat de Fieschi. Novembre (26) Expédition contre Mascara (Algérie).
- 1836** Janvier (5) : Expédition de Tlemcen ; (30) : Procès de Fieschi. Juin (25) : Attentat d'Alibaud. Octobre (30) Complot de Strasbourg. Novembre (6) : Mort de Char-les X en exil ; (9) : Expédition de Constantine. Décembre (27) : Attentat de Meunier.
- 1837** Mai (8) : Amnistie politique ; (30) : Traité de la Tafna. Juin (20) : Avènement de la reine Victoria d'Angleterre. Octobre (13) : Prise de Constantine. Année de l'apparition des chemins de fer en France.
- 1838** Août (24) : Naissance du comte de Paris. Octobre (11) Intervention française dans la Plata : prise par les Français de l'île Martin-Garcia (République Argentine) ; (25) : Evacuation d'Ancône par les Français. Novembre (27) Intervention française au Mexique : prise par les Français de Saint-Jean d'Ulloa.
- 1839** Janvier (1er et 2) : Troubles à La Rochelle ; (11) : Tremblement de terre à la Martinique. Mars (9) : Traité avec le Mexique. Mai (12) : Journée d'émeute à Paris. Août (31) : Convention de Vergara (Espagne). Octobre (28) Passage par les Français des Portes-de-Fer (Algérie).
- 1840** Janvier (13) : Procès des émeutiers du 12 mai 1839. Février (3-6) : Défense héroïque de la garnison du fort de Mazagran ; [(10) : Mariage de Victoria, reine d'Angleterre] ; (20) : Rejet de la loi de dotation proposée en faveur du duc de Nemours. Mars (15) : Occupation de Cherchell; (24) : Combats de Selson dans la province de Constantine, de Meskiana (le 21), de l'Afroun (le 27) ; (27) : Mariage du duc de Nemours. Avril (4) : Déclaration de guerre de l'Angleterre à la Chine. Mai (12) : Loi relative à la translation en France des restes de Napoléon ; (17) : Occupation de Médéah. Juin (8) : Occupation de Milianah. Juillet (7) : Départ de la frégate La Belle-Poule, allant chercher à Sainte-Hélène les restes de Napoléon ; Traité avec le Texas ; (15) : Traité de pacification de l'Orient, conclu entre l'Angleterre, l'Autriche, la Russie, la Prusse d'une part, et la Turquie d'autre part (la France n'en fait pas partie); (29) : Translation des restes des héros des journées de Juillet 1830. Août (6) : Débarquement du prince Louis Bonaparte à Boulogne-sur-Mer. Septembre (12-13) : Bombardement de Beyrouth ; (13) : Ordonnance relative à l'édification des fortifications de Paris ; (26) : Prise de Saïda en Syrie. Octobre (4) : Défaite du général turc Osman Pacha ; (6) : Arrêt de la Cour des pairs dans l'affaire du prince Louis Bonaparte ; (10) : Occupation de Beyrouth par les Anglais ; (15) : Attentat de Darmès ; (27) : Soumission de l'émir Béchir, prince du Liban ; (29) : Traité avec la République Argentine. Novembre (4) : Graves inondations dans le Midi de la France ; (30) : Arrivée à Cherbourg des restes de Napoléon. Décembre : Funérailles solennelles de Napoléon à Paris (et transfert de ses restes aux Invalides) ; (26) : Condamnation de Lamennais (auteur de Paroles d'un croyant) ; Échec des Burgraves, de V. Hugo.
- 1841** Janvier : Nomination du maréchal Bugeaud au poste de gouverneur de l'Algérie. Février avril : Loi réglementant le travail des enfants dans l'industrie ; Loi décidant la création des fortifications de Paris (elles seront exécutées en moins de sept ans par le général Dode de la Brunerie : coût, 140 millions). Mai (5) : Prise de possession par la France des îles Nossi-Bé et Nossi-Komba, dans l'océan Indien. Septembre: Troubles en province (qui ont commencé en juillet) ; (13) : Attentat contre le duc d'Aumale ; Condamnation des auteurs de l'attentat par la Cour des Pairs, en décembre ; Second traité de Londres, ou s Convention des Détroits ».
- 1842** Mai (8) : Mort de l'amiral Dumont-d'Urville dans un accident de chemin de fer sur la ligne de Versailles. Juin (11) : Vote de la loi créant le premier réseau de chemins de fer : il comprendra neuf grandes lignes, dont sept partant de Paris. Juillet (13) : Mort accidentelle du duc d'Orléans (accident de voiture, à Neuilly). Août (30) : Vote de la loi organique de régence ; fixation pour ce cas de la majorité à dix-huit ans ; elle sera dévolue au plus proche héritier dans l'ordre de succession au trône La France fait occuper Mayotte, dans l'océan Indien, les îles de Tahiti et Marquises en Polynésie.
- 1843** Avril et Mai : Mariages de la fille de Louis-Philippe, Clémentine, avec le prince de Saxe-Cobourg (20 avril) et du prince de Joinville (fils du même) avec une sœur de l'empereur du Brésil (7 mai) ; (2 et 3 mai) : Ouverture des lignes de chemins de fer Paris à Rouen et Paris à Orléans ; (16 mai) : Après de nombreuses provocations, l'émir Abd-el-Kader est battu par le duc d'Aumale, qui capture sa Smala. Septembre (2) : Visite de la reine d'Angleterre à Louis-Philippe à Paris. Décembre (16) : Ordonnance royale destinée à faciliter les relations commerciales entre la France et l'Algérie.
En cette année : Bugeaud est fait maréchal de France.
La France prend possession d'Assinie, de Grand-Bassam et du Gabon (golfe de Guinée). Voyages à travers la France des fils de Louis-Philippe.

- 1844** Février-Juillet : Affaire Pritchard, missionnaire anglais qui a cherché à soulever les indigènes de Tahiti contre les Français (il a été chassé de l'île, le gouvernement britannique réclame une indemnité pour lui, et l'obtient du gouvernement français). Juillet (19) : Incursion en territoire français d'Algérie de troupes de Muley-Abder Rahman, sultan du Maroc ; elles sont repoussées, et nos propres troupes s'emparent de la ville marocaine d'Oujda. Août (6) : Bombardement de Tanger par le prince de Joinville ; (14) Victoire de l'Isly remportée par Bugeaud sur Abd-el-Kader et ses alliés marocains ; (15) Bombardement par les Français de Mogador. Septembre (20) : Convention de Tanger (qui met fin aux hostilités avec le Maroc) ; (12) : Visite de Louis-Philippe à la reine Victoria, en Angleterre ; en septembre, rote par les Chambres de l'indemnité Pritchard. Octobre : Campagne en Algérie contre les Kabyles ; (24) : Traité de commerce avec la Chine ; Les Trois Mousquetaires, l'Alexandre Dumas.
- 1845** Juin (15) : Expédition anglo-française contre Tamatave juin et suiv.) ; Insurrection des Kabyles et de l'agitateur Bou-Maza en faveur d'Abd-el-Kader. Septembre (22) : Massacre de 450 Français tombés dans une embuscade à Sidi-Brahim (Algérie). Novembre (20) : Une force navale franco-anglaise livre combat, à Obligado, au dictateur Rosas, en faveur de l'indépendance de l'Uruguay. En cette année, l'empereur de Chine autorise les étrangers à élever des églises dans les cinq ports qui leur sont ouverts, et permet le libre exercice de la religion chrétienne dans tout l'empire.
- 1846** Avril (16) : Attentat à Paris contre la personne de Louis-Philippe. Mai (25) : Evasion du prince Louis Napoléon du fort de Ham où il était interné ; Le comte de Chambord épouse la sœur aînée du duc de Modène. Juin (14) : Inauguration du chemin de fer du Nord. Juillet (29) : Nouvel attentat contre Louis-Philippe. Septembre (15) : Traité de commerce et de navigation avec le Chili. Octobre : Depuis le mois de mars, troubles dans les centres industriels et à Paris, causés par la cherté de la vie. En cette année, découverte de la planète Neptune par l'astronome Le Verrier
- 1847** Avril (12) : En Algérie, soumission de l'agitateur Bou-Maza ; (15) : Expédition de Cochinchine, justifiée par les sévices exercés par les autorités indigènes contre nos missionnaires ; Insuccès des opérations anglo-françaises contre les Hovas à Madagascar. Novembre (23) : Soumission de l'émir Abd-el-Kader. On peut regarder dès lors l'Algérie comme pacifiée généralement. En cette année, le duc d'Aumale a succédé au maréchal Bugeaud comme gouverneur de l'Algérie ; Ouverture de six nouvelles lignes ou tronçons de ligne de chemins de fer.
- 1848** Février (23-24-25) : Journées révolutionnaires préparées par une vive agitation, à Paris et en province, contre le gouvernement de Louis-Philippe ; (24) : Fuite de Louis-Philippe ; (25) : Son abdication ; Pillage des Tuileries, sanglants combats dans Paris.

DEUXIÈME RÉPUBLIQUE (Gouvernement provisoire)

- 1848** Constitution du Gouvernement provisoire (24 février). Les membres sont : Dupont de l'Eure, Lamartine, Crémieux, F. Arago, Ledru-Rollin, Garnier-Pagès. Les secrétaires du gouvernement sont : A. Marrast, Louis Blanc, Flocon et Albert. Proclamation de la République (25 février). Abolition de la peine de mort en matière politique (26 février). Création des Ateliers nationaux dans le but de donner du travail aux ouvriers (26 février). Abolition des titres de noblesse (29 février). Fixation à 10 heures de la journée légale de travail (2 mars). Mouvements socialistes et tentatives diverses pour en assurer l'adoption : Paris et départements (février à mai). Décret d'abolition de l'esclavage aux colonies (27 avril). Ouverture de l'Assemblée constituante, dont la formation avait été décidée par décret du 5 mars (4 mai) ; elle comprend 900 membres élus au suffrage universel sur scrutin de liste ; l'Algérie et les colonies y sont représentées ; les membres de l'Assemblée reçoivent une indemnité de 25 francs par jour. L'Assemblée proclame de nouveau la République. Dissolution du Gouvernement provisoire (6 mai). L'Assemblée décide la formation d'une commission exécutive de cinq membres qui assumeront le gouvernement : ce sont Arago, Garnier-Pagès, Lamartine, Ledru-Rollin, Marie (10 mai). Fête nationale de la Concorde (21 mai). Premières élections en faveur du prince Louis Napoléon Bonaparte dans trois départements, validées par l'Assemblée (13 juin). Dissolution des Ateliers nationaux (23 juin). Ils n'ont rendu aucun service, mais ont coûté fort cher, et leur suppression est le prétexte d'émeutes graves qui durent plus de trois jours (23-28 juin). La Commission exécutive démissionne : Paris en état de siège, le général Cavaignac reçoit tous les pouvoirs ; l'émeute est générale dans Paris ; l'archevêque Affre y trouve la mort, ainsi que des généraux, des représentants du peuple, etc. Continuation des travaux parlementaires. Nouvelle Constitution proclamée le 12 novembre : elle institue une présidence de la République, le président sera élu pour quatre ans et rééligible ; une assemblée législative de 750 membres élus au suffrage universel, pour trois ans. Élections pour la présidence de la République (10 décembre). Louis Napoléon Bonaparte est élu au suffrage universel à une forte majorité ; il prête serment de fidélité à la Constitution le 20 décembre. Cette année a été l'une des plus agitées que l'histoire politique du pays ait enregistrées ; elle a vu la mort de Chateaubriand le 4 juillet : il était âgé de plus de quatre-vingts ans.
- 1849** Procès devant la Haute Cour, à Bourges, des chefs des tentatives révolutionnaires de mai 1848 ; Barbés, Blanqui, Raspail, Sobrier et autres sont condamnés (7 mars-2 avril). Un corps expéditionnaire français est envoyé en Italie au secours du roi de Piémont qui vient d'être battu par les Autrichiens : débarquement à Civita-Vecchia (avril mai). Le corps expéditionnaire est dirigé sur Rome d'où une révolution a chassé le pape Pie IX, pour le rétablir dans ses droits : il fait le siège de la ville, qui est prise et occupée les 2 et 3 juillet : généraux Oudinot et Vaillant. Dissolution de l'Assemblée constituante (26 mai) et installation de l'Assemblée législative : Dupin en est le premier président (28 mai). Insurrections à Paris 13 juin, à Lyon 15 juin. En Algérie, la conquête s'est étendue, mais il y a eu à réprimer de graves soulèvements contre notre domination (octobre et novembre). Mort en cette année des maréchaux Bugeaud, 10 juin et Molitor, 28 juillet.

- Deuxième République*
- 1850** Création de commandements militaires embrassant chacun une partie du territoire : loi du 15 février. Réorganisation de l'enseignement public : loi Falloux du 15 mars. Loi restreignant le suffrage universel (31 mai). Agitation socialiste à Paris et dans les départements (mai à octobre). Loi punissant de la déportation les crimes politiques, et décret désignant des îles de l'Océanie et Belle Isle en Mer comme lieux de déportation (8 juin et 23 juillet). Vote de diverses lois sociales (15 juillet). Entrevues et négociations entre les légitimistes (comte de Chambord) et les représentants du parti orléaniste (branche cadette) en vue de leur fusion (août septembre). Mort de Louis-Philippe en Angleterre (26 août). Grandes revues militaires au camp de Satory par le prince Président (septembre et octobre). Mort de Balzac.
- 1851** Année d'agitation parlementaire. Vive opposition à la politique du prince Président. Troubles dans plusieurs départements. Un parti nombreux et remuant réclame le retour à la Constitution de 1848. Le général Magnan est nommé gouverneur de Paris (17 juillet). Arrestation pendant la nuit, à leur domicile, de plusieurs députés de l'opposition (1er - 2 décembre). Coup d'État. Nouveau plébiscite le 2 décembre ; par 7 500 suffrages, le prince Napoléon, élu pour dix ans, reçoit tous pouvoirs pour établir une nouvelle Constitution. Malgré cet état d'effervescence, les travaux publics n'ont pas été négligés : les lignes de chemins de fer en cours de construction ont été poussées de plusieurs sections, ou achevées ; pose de la première pierre des Halles centrales de Paris (septembre). En Algérie, expédition du général Saint-Arnaud contre la Petite Kabylie (mai juillet). Bombardement des ports marocains de Salé et Rabat en punition d'actes de piraterie (26 novembre). En cette année meurt, à Froshdorff, la duchesse d'Angoulême, fille de Louis XVI (née en 1778). Exil de Victor Hugo.
- **1852** La nouvelle Constitution élaborée par le prince Président est promulguée (14 janvier). Décrets ordonnant la vente ou le retour à l'État des biens de la famille d'Orléans (22 janvier), le rétablissement des titres de noblesse (24 janvier). Sénatus-consulte proclamant Louis Napoléon empereur des Français (7 novembre). Ratification de cette décision par le plébiscite des 20 et 21 novembre (7 839 532 pour ; 253 149 contre) Avènement de Napoléon III (Louis Napoléon Bonaparte), né en 1808, fils de Louis Napoléon, roi de Hollande (frère de Napoléon Ier) et d'Hortense de Beauharnais (fille du premier lit de Joséphine Tascher de la Pagerie, femme de Napoléon Ier). Proclamation de l'Empire : Napoléon III s'installe aux Tuileries (2 décembre).
- Second Empire*
- 1853** Prise de possession par la France de la Nouvelle-Calédonie (24 septembre). Guerre entre la Turquie et la Russie qui veut imposer au sultan son protectorat sur tous les chrétiens grecs ottomans. Invasion par les Russes des provinces danubiennes de l'empire ottoman ; destruction par les Russes d'une escadre turque à Sinope (30 novembre). Mariage de Napoléon III avec Eugénie de Montijo (Espagnole).
- 1854** Traité entre la France et l'Angleterre relatif aux événements d'Orient (10 avril). Guerre de Crimée (ou Guerre d'Orient) avec l'Angleterre contre la Russie ; elle a pour but de sauvegarder l'intégrité de l'empire ottoman menacée par les visées russes sur Constantinople. Les troupes alliées débarquent à Varna (8 août), puis à Eupatoria en Crimée (14 septembre). Entre temps le maréchal Baraguey d'Illiers a attaqué la Russie au nord : bombardement de Bomarsund (18 août). En Crimée: victoire de l'Alma sur les Russes (20 septembre). Bataille de Balaclava : succès des Anglais (25 octobre). Bataille d'Inkermann où l'intervention française sauve d'un désastre l'infanterie écossaise (5 novembre).
- 1855** Traité entre Victor Emmanuel Ier, roi de Piémont et les alliés (France et Angleterre) contre la Russie (26 janvier). Prise de Sébastopol par les alliés après onze mois de siège (8 septembre). Rupture du barrage de Bouzey (Vosges). Naissance du Prince Impérial.
- 1856** Traité de Paris qui termine la guerre de Crimée (30 mars). Abolition du système de remplacement militaire, remplacé par celui de l'exonération (25 avril).
- 1857** Élections législatives favorables au régime (21 juin). Commencement de l'opposition parlementaire contre l'Empire par les Cinq (députés Jules Favre, Ernest Picard, Émile Ollivier, Hémon et Darimon).
- 1858** Attentat d'Orsini contre Napoléon III (il fait plusieurs victimes) (14 janv.). Division de la France en cinq commandements militaires : Paris, Nancy, Lyon, Toulouse, Tours (31 janvier). Entrevue de Plombières (avec Cavour).
- 1859** Guerre d'Italie, entreprise en coopération avec le Piémont pour sauvegarder l'indépendance de l'Italie menacée par l'Autriche. Déclaration de guerre à l'Autriche (3 mai). L'armée française entre en Italie, combats de Montebello (20 mai), de Palestro (31 mai), succès des Français. Victoire de Magenta remportée par les Français (Mac-Mahon) sur les Autrichiens (4 juin). Entrée des Français à Milan (8 juin). Victoire des Français (Baraguey d'Illiers) à Solferino (24 juin). Signature des préliminaires de paix à Villafranca (17 juillet). Ils sont suivis du traité de Zurich qui met fin à la guerre et attribue une partie de la Lombardie à Napoléon III qui l'abandonne à Victor Emmanuel.
- 1860** Annexion à la ville de Paris de sa banlieue ; division de la Capitale en vingt arrondissements (1er janvier), Traité de Turin, par lequel Victor Emmanuel cède à la France la Savoie et le comté de Nice (qui formeront les départements de Savoie, Hte Savoie, Alpes-Maritimes), Expédition française en Syrie, pour protéger les chrétiens Maronites contre les Druses (juillet). Expédition de Chine, entreprise avec l'Angleterre pour réprimer la violation ou l'inobservation par cette puissance de clauses des traités de 1842 et 1844 ; prise de Pékin (28 octobre). Les opérations avaient commencé en 1857. Début des travaux pour le percement du tunnel sous le Mont Cenis (ingénieur Sommeiller) (cf. 1871).

- 1861-1862** Guerre de Cochinchine causée par l'assassinat de missionnaires français et espagnols ; terminaison par le traité de Hué (5 juin 1862) : la France acquiert la Basse Cochinchine (Saïgon, Mythe, Bien-Hoa) ; elle achèvera progressivement la conquête du pays.
- 1863** Guerre du Mexique causée par la violation par le gouvernement mexicain, d'intérêts de nos compatriotes fixés dans ce pays. L'Angleterre et l'Espagne s'unissent à la France pour le même motif. Les escadres alliées s'emparent de Vera-Cruz et de Saint-Jean d'Ulloa. Prise de Mexico (5 juin). Napoléon III fait proclamer empereur du Mexique l'archiduc Maximilien (frère de François-Joseph, empereur d'Autriche). Le retrait du Mexique des troupes françaises, exigé par les Etats-Unis, occasionne le 15 mai 1867, la chute de Maximilien, fusillé à Queretaro par les républicains.
- 1867** Exposition universelle à Paris (mai à octobre). La prospérité de la France dont elle est le témoignage alarme la Prusse. Napoléon III, entouré du czar et du roi de Prusse, passe une revue solennelle des troupes au Bois de Boulogne. Attentat de Berezowski (Polonais réfugié en France) contre le czar (6 juin). Conférence de Londres, sur l'inexécution par la Prusse des engagements pris envers la France lors de sa guerre contre l'Autriche, dans laquelle elle avait eu l'appui de Napoléon III. La France, qui désirait acquérir la Hollande et le Luxembourg, n'a pu réaliser ce projet à cause de l'opposition de la Prusse. La menace d'une guerre est écartée par la Conférence.
- 1868** Loi modifiant le service militaire des Français : ceux de la première partie du contingent sont assujettis à neuf années de service, dont cinq dans l'active et quatre dans la réserve ; ceux de la deuxième partie, à cinq ans dans la garde nationale mobile.
- 1869** Inauguration du canal de Suez, créé sous la direction d'un Français, Ferdinand de Lesseps (20 novembre).
- 1870** Ministère Émile Ollivier (2 janvier). Plébiscite acceptant les réformes libérales réalisées par le régime impérial (7 336 434 oui, 1 580 709 non) (8 mai). Candidature au trône d'Espagne du prince de Hohenzollern, cousin du roi de Prusse. Cette candidature est combattue par le gouvernement français qui, d'ailleurs, conserve les griefs que la Conférence de Londres n'a pas éteints ; déclaration de guerre à l'Allemagne (19 juillet).
- 1870-1871** L'histoire de cette guerre est trop connue pour que nous en reprenions ici le détail ; nous nous bornerons à rappeler les faits principaux de cette période malheureuse pour nous, mais pendant laquelle nos armées remportèrent pourtant d'éclatants succès : 4 août, combat de Wissembourg; batailles: le 6 août, de Reichshoffen ; 14 août, de Borny ; 16 août, de Mars-la-Tom.; 18 août, de Gravelotte ; 31 août, de Noisseville; 31 août, de Sedan; capitulation de Sedan qui livre à l'Allemagne toute une armée avec chefs, armes et bagages ; Napoléon III fait prisonnier est emmené en captivité. 4 septembre, gouvernement de la Défense Nationale sous la présidence du général Trochu; proclamation de la République. 18 septembre, commencement du siège de Paris (au cours duquel: 19 septembre, installation à Versailles du quartier général allemand, combats de Bagnoux et La Malmaison, 13 et 21 octobre ; du Bourget, 28 octobre, de Champigny (30 nov.-2 décembre ; bataille de Montretout-Buzenval, 19 janvier). Capitulation de Toul, 23 septembre et de Strasbourg le 28. Bataille d'Arthenay le 10 octobre ; Orléans occupé par les Allemands. 18 octobre, combats de Châteaudun ; 27 octobre, capitulation de Metz par Bazaine. 4 novembre, siège de Belfort; 9 novembre, capitulation de Verdun; 27 novembre, combat de Villers-Bretonneux : occupation d'Amiens par les Allemands; 2 décembre, bataille de Patay; 4 décembre, occupation de Rouen par l'ennemi à la suite du combat de Buchy. Capitulation de Phalsbourg (12 décembre). 23 décembre, bataille de Pont-Noyelle. Ensuite viennent (1871) les batailles de Bapaume, 3 janvier; de Villersexel, 9 janvier; du Mans, 10 janvier; d'Héricourt, 18 janvier. 29 janvier, capitulation de Paris, armistice de Versailles. L'Assemblée Nationale élue le 8 février se réunit à Bordeaux le 12 et nomme un gouvernement provisoire à la tête duquel est placé Adolphe Thiers, qui aura à réprimer l'insurrection de la Commune (18 mars-20 mai) ; à conclure avec l'Allemagne le traité de Francfort (10 mai) qui met fin à la guerre, et à assurer la libération du territoire (16 septembre 1873).

TROISIÈME RÉPUBLIQUE

- 1870** Proclamée le 4 septembre 1870. Elle a eu pour présidents : Adolphe Thiers (1871-1873). Maréchal de Mac-Mahon (1873-1879). Jules Grévy (1879-1887). Sadi-Carnot (1887-1894). Casimir-Perier (1894-1895). Félix Faure (1895-1899). Emille Loubet (1899-1906). Armand Fallières (1906-1913). Raymond Poincaré (1913-1920). Paul Deschanel (1920). Millerand (1920-1924). Gaston Doumergue (1924-1931). Paul Doumer (1931-1932). Albert Lebrun (1932-1940).
- 1871** Élections pour l'Assemblée Nationale (8 février) ; sa réunion à Bordeaux (12) ; Établissement du gouvernement provisoire : Adolphe Thiers nommé chef du pouvoir exécutif (17) ; Ratification par l'Assemblée Nationale des préliminaires de paix signés à Versailles entre Thiers et Bismarck le 26. Proclamation de la déchéance du gouvernement impérial (1er mars). Insurrection à Paris : assassinat des généraux Lecomte et Clément Thomas par les insurgés (18). Le gouvernement se retire à Versailles et confie le soin de sa défense au maréchal de Mac-Mahon (19). Établissement de la Commune (municipalité révolutionnaire) ; elle s'empare du gouvernement de la capitale (26). Lutte de la Commune contre le gouvernement (avril au 28 mai). La Commune a organisé un gouvernement et armé une partie de la population : ses soldats reçoivent le titre de Fédérés ; le 3 avril ils marchent sur Versailles pour renverser le gouvernement national ; refoulés, ils s'enferment dans Paris, que viennent assiéger les troupes régulières.
- 1872** Les troupes régulières forcent une des portes de Paris le 21 mai, et pénètrent dans la capitale qu'elles doivent enlever aux Fédérés rue par rue. La lutte dure jusqu'au 28 mai. Pendant cette période, le gouvernement de la Commune se signale par ses atrocités : massacres de prisonniers et d'otages, et dans les derniers jours de sa résistance, par l'incendie du palais des Tuileries, de la Cour des Comptes, et d'autres édifices publics.

Signature du traité de Francfort (10 mai) qui termine la guerre avec l'Allemagne; ce traité enlève l'Alsace et une partie de la Lorraine à la France, qui en outre, devra payer une indemnité de guerre de 5 milliards, et dont plusieurs départements resteront occupés par les Allemands tant que cette indemnité ne sera pas intégralement payée (les territoires cédés à l'Allemagne en vertu de ce traité s'étendent sur les départements des Bas-Rhin et Haut-Rhin, Moselle, Meurthe et Vosges, soit 14 475 kilomètres carrés). Les versements à valoir sur l'indemnité commencent quelques semaines après la signature du traité. L'Assemblée Nationale décerne à Thiers la présidence de la République (31 août).

Après la mort de l'ingénieur Sommeiller, inauguration du tunnel du Mont Cenis, qui fait communiquer la France et l'Italie, de Modane (en France) à Bardonnèche (Italie) à travers les Alpes Cottiennes (17 sept.). (Les travaux de percement avaient commencé en 1860.)

1872 Loi astreignant tous les Français au service militaire personnel de vingt à quarante ans ; création de l'armée territoriale (27 juillet).

1873 Mort à Chislehurst (Angleterre) de l'ex-empereur Napoléon III (9 janvier). L'Assemblée Nationale décerne à Thiers le titre de Libérateur du territoire pour le remercier d'avoir, par d'habiles et sages mesures, assuré par anticipation le paiement de l'indemnité de guerre imposée à la France par le Traité de Francfort, ce qui oblige l'Allemagne à retirer ses troupes d'occupation (lesquelles auront complètement évacué le sol français le 16 septembre).

Démission de Thiers (amenée par son refus de faire prévaloir dans le gouvernement une politique conservatrice) (24 mai). Élection du maréchal de Mac-Mahon à la présidence de la République.

Commencement le 8 octobre du procès, devant le Conseil de guerre, du maréchal Bazaine accusé d'avoir livré, par capitulation, à l'ennemi, la place forte de Metz avec une armée de 160 000 hommes. Reconnu coupable, il est condamné à mort le 10 décembre, mais cette peine est commuée en celle de vingt ans de détention. (Enfermé dans l'île Sainte Marguerite golfe de Lion Bazaine s'évade en 1874 et va finir ses jours en Espagne.)

Institution du septennat (en vertu duquel les présidents de la République française seront désormais élus pour sept ans) (19 novembre). Prise de Hanoi (Tonkin) par le lieutenant de vaisseau Garnier.

1874 Traité de Hué entre la France et l'Empire d'Annam, ouvrant ce pays au commerce français, et plaçant le Tonkin sous le protectorat français (15 mars). Loi relative à l'électorat municipal (1er Juillet). Loi sur la mise en état de défense de Paris et de plusieurs places de l'Est (17 juillet).

Troisième République

1875 Vote de la Constitution de 1875 (Wallon) qui établit définitivement en France la République et pourvoit à son organisation ; elle fixe que le président en sera élu par le Congrès, comprenant le Sénat et la Chambre des députés (25 février). Ministère de Cisse (6 mars) ; Loi autorisant la création d'universités libres (juin). Voyages d'exploration de De Brazza dans l'Afrique équatoriale.

1876 Réunion des premières Chambres (Sénat et Députés) élues selon la Constitution de 1875 (janvier et février). Ministères : Dufaure (février) et Jules Simon (décembre).

1877 Démission du cabinet Jules Simon, remplacé par le ministère de Broglie (période dite du Seize Mai) (16 mai). Dissolution de la Chambre des Députés (22 juin). Mort d'Adolphe Thiers (3 septembre). Élections législatives (14 octobre). Ministère Dufaure (13 décembre).

1878 Mort de Victor Emmanuel Ier roi d'Italie (9 janvier) et du Pape Pie IX (7 février). Exposition universelle à Paris au palais du Trocadéro (la 3e) ; ouverture le 1er mai. Ouverture du Congrès de Berlin (3 juin) (qui décidera le démembrement de la Turquie ; entre autres résultats du Congrès, l'Autriche est autorisée à occuper la Bosnie-Herzégovine et Chypre est cédée à l'Angleterre).

1879 Démission du maréchal de Mac-Mahon président de la République; élection, à sa place, de Jules Grévy (30 janvier). Élection de Gambetta à la présidence de la Chambre des députés (31 janvier). Mort au Zoulouland du Prince Impérial, fils de Napoléon III (1er juin). Les Chambres (qui siégeaient jusqu'alors à Versailles) rentrent à Paris où elles siégeront dorénavant.

1880 Décrets ordonnant la dispersion de l'ordre des Jésuites et autres congrégations non reconnues par l'État (29 mars). Loi d'amnistie en faveur des condamnés pour participation à la Commune (10 juillet). Première célébration officielle et publique du Quatorze Juillet, anniversaire de la prise de la Bastille, comme fête nationale (14 juillet). Annexion des îles Tahiti et de la Société, cédées à la France par le roi Pomaré V (août). Ministère Jules Ferry (23 septembre). Commencement des travaux du percement de l'isthme de Panama sous la direction de Ferdinand de Lesseps (septembre). Débuts des automobiles à « pétrole ».

1881 Annexion des Îles Gambier (15 février). Loi établissant la gratuité de l'enseignement primaire dans les écoles publiques (28 mars). Actes insurrectionnels de Bou-Amama en Algérie (mai). Ministère Gambetta (dit le grand ministre), 14 novembre; il durera jusqu'au 25 janvier 1882. Expédition de Tunisie. Elle a pour causes des sévices exercés par une tribu tunisienne du littoral sur des marins français, et des incursions armées de Kroumirs (sujets tunisiens) en territoire algérien. Nos troupes de terre (général Forgemol) entrent en Tunisie (avril) et occupent après combats plusieurs localités, tandis que notre marine attaque le littoral. La première phase se termine par le traité du Bardo qui impose le protectorat français à la Régence de Tunis (13 mai) ; protestations de la Turquie et de l'Italie contre ce traité; insurrection pour la même cause à Tunis. Reprise des hostilités et prise de Kairouan (octobre).

1882 Chute du ministère Gambetta sur la question d'une révision partielle de la Constitution (26 janvier). Ministère de Freycinet (30 janvier). Loi rendant obligatoire l'instruction primaire (28 mars). Inauguration du nouvel Hôtel de Ville de Paris (13 juillet), édifié à la place de celui qui avait été détruit par la Commune en 1871. Le cabinet Freycinet remplacé par le cabinet Duclerc (7 août). Mort accidentelle de Gambetta (31 décembre).

- 1883** Mort du général Chanzy (février). Décret mettant en retrait d'emploi trois princes de la famille d'Orléans qui appartiennent à l'armée : ducs d'Aumale, de Chartres et d'Alençon (24 février). Occupation par Savorgnan De Brazza des baies de Loango et de Punta-Negra (Afrique occidentale). Mort du comte de Chambord, dernier représentant pour la France de la monarchie de droit divin (24 août). Loi sur l'organisation judiciaire de la France (31 août). Décret instituant le Conseil supérieur des colonies (19 octobre). Expédition de Madagascar (1883-1886) causée par des tentatives faites par les Hovas en vue de s'emparer des territoires de la côte nord-ouest placés sous le protectorat français. Bombardement de Tamatave par l'amiral Pierre (13 juin). Guerre avec le Tonkin et la Chine (1883-1884) causée par le mauvais vouloir de la cour de Hué à exécuter le traité de 1874 en vertu duquel trois ports du Tonkin devaient être ouverts à notre commerce et recevoir nos consuls, le meurtre, dans un guet-apens, du commandant Rivière et les agissements de pirates du pays soutenus par les autorités indigènes ; le Tonkin lui-même est soutenu par la Chine. Bombardement de Thuan-An par l'amiral Courbet, et traité de Hué qui place l'Annam sous le protectorat français (23 août). Prise de Son-Tay par les Français (16 décembre). Succès à Bac-Ninh, Hang-Hoa, Thuyen-Quan. Premier traité de Tien-Tsin avec la Chine (11 mai 1884). Reprise des hostilités par suite du guet-apens de Bac-Lé tendu par les Chinois. Combats de Chu, Dang-Son, Lang-Son ; l'amiral Courbet détruit la flotte chinoise à Fou-Chéou, et l'arsenal de cette ville, saisit les îles Pescadores et établit le blocus de Formose. Deuxième traité de Tien-Tsin (avril 1885), par lequel la Chine renonce à sa suzeraineté sur l'Annam, et s'engage à évacuer le Tonkin. Mort, à la fin de cette campagne, de l'amiral Courbet.
- 1884** Année d'expansion coloniale. Création d'établissements commerciaux français au cap Lopez (janvier). Annexion du Cambodge à la Cochinchine (18 juin). Convention préluant à la conclusion d'un traité de commerce avec l'État de Tombouctou (décembre). Révision partielle de la Constitution de 1875 par le Congrès réuni à Versailles (4 août).
- 1885** Adoption par la Chambre des députés du scrutin de liste pour les élections législatives à venir (24 mars). Chute du ministère Jules Ferry (31 mars); il est remplacé par le cabinet Brisson Freycinet (7 avril). Mort de Victor Hugo (22 mai). Guet-apens de Hué dressé par des soldats indigènes du Tonkin contre nos troupes (général de Courcy) qui en sortent victorieuses (5 juillet). Ouverture de la première ligne de chemin de fer du Sénégal (Saint Louis Dakar) le 3 juillet, et de Cochinchine (Saigon Mytho) le 20 juillet. Traité entre la France et le gouvernement hova qui met fin à l'expédition de Madagascar (17 décembre). Réélection de Jules Grévy à la présidence de la République (28 décembre).
- 1886** Troisième ministère Freycinet (8 janvier). Loi d'exil contre les membres des familles qui ont régné sur la France (prince Jérôme Napoléon et son fils Victor, comte de Paris, ducs d'Orléans et d'Aumale).
- 1887** Mort de Guillaume Ier empereur d'Allemagne et avènement de son fils Frédéric III. Démission
- 1888** Mort de Frédéric III qui a pour successeur son fils Guillaume H. Succès du général Boulanger.
- 1889** Exposition universelle à Paris, du 6 mai au 6 novembre (Tour Eiffel). Célébration officielle du centenaire du Serment du Jeu de Paume (20 juin). Translation au Panthéon des cendres de Carnot, Marceau, La Tour d'Auvergne, Baudin (4 août). Échec du Boulangerisme.
- 1890** Commencement de la conquête du Soudan occidental (sera en grande partie achevée en 1894).
- 1891** Visite de la flotte française à Cronstadt (Russie) où elle est reçue avec de chaleureuses manifestations de sympathie. Suicide du général Boulanger.
- 1892** Conquête du Dahomey. Affaire du canal de Panama; la distribution frauduleuse de fonds importants destinés à cette entreprise donne lieu à des procès retentissants ; d'autre part, la mauvaise gestion de l'affaire provoque sa banqueroute qui fait perdre un milliard et demi à l'épargne française et entraîne l'abandon des travaux. Le projet de percement sera repris plus tard et exécuté dans une autre partie de l'isthme par les États-Unis.
- 1893** Visite à la France, à Toulon, de la flotte russe (octobre) ; grandes fêtes données à cette occasion.
- 1894** Assassinat à Lyon du président Carnot par l'anarchiste Caserio (24 juin). Élection de Casimir Périer à la présidence de la République. Prise de Tombouctou, qui complète la conquête du Soudan. Loi de sûreté générale contre les anarchistes et la presse (30 juillet). Condamnation de Dreyfus.
- 1895** Démission du président Casimir Périer (15 janvier) ; élection de Félix Faure à la présidence de la République. Expédition de Madagascar que provoque la rupture par le gouvernement hova du traité de 1885; prise de la capitale Tananarive et nouveau traité par lequel la reine Ranavaloa accepte le protectorat français.
- 1896** Visite du tsar Nicolas II et de la tsarine à Paris: grandes fêtes données en leur honneur (5-9 octobre). Découverte par le savant français Becquerel de la radioactivité (mars); de cette découverte sortira un peu plus tard celle du radium par Pierre et Marie Curie.
- 1897** De nouvelles violations des traités par les Hovas obligent le gouvernement français à prendre des mesures énergiques contre leurs auteurs; la reine Ranavaloa est déposée et déportée à la Réunion (février) ; l'île de Madagascar devient possession française. Visite au tsar du président Félix Faure (août); l'alliance franco-russe est ouvertement annoncée. Avion d'Ader. Incendie du Bazar de la Charité.
- 1898** Arrivée en janvier à Fachoda (Soudan égyptien) la mission Marchand, qui y arbore le pavillon Français ; difficultés à ce sujet avec le gouvernement britannique (régérées par voie diplomatique). Ministère Brisson (juin). Défaite et capture de l'Almamy Samory, qui depuis longtemps luttait contre nos troupes au Soudan français (septembre). La chute de ce redoutable potentat nous livre une grande partie des pays qu'il terrorisait.

- 1899** Mort du président Félix Faure le 18 février, et élection à la présidence d'Émile Loubet (le 18). Conférence de La Haye (mai). Ministère Waldeck-Rousseau (juin). « Affaire Dreyfus », qui cause dans tout le pays une violente agitation.
- 1900** Exposition universelle à Paris, la plus considérable et la plus brillante que l'on ait faite jusqu'à ce jour dans le monde entier. Événements en Afrique : chute de l'empire de nabab, notre ennemi, et mort de ce potentat ; et prise par les Français de l'oasis d'In-Salah. Expédition de Chine occasionnée par la révolte des Boxers, et effectuée en coopération avec les autres grandes puissances (mai septembre).
- 1901** Visite du tsar et de la tsarine en France : grande revue à Betheny. Confirmation de l'alliance entre les deux nations.
- 1902** Visite du président de la République au tsar, en Russie, et au roi de Danemark. Catastrophe de la Martinique ; la ville de Saint-Pierre est détruite par une éruption volcanique, qui fait en outre d'innombrables victimes. Ministère Combes (anticlérical).
- 1903** Visite officielle du roi Édouard VII au chef de l'État français.
- 1904** Suppression de l'ambassade de France auprès du Saint-Siège. Loi interdisant l'enseignement aux congrégations religieuses, même autorisées ; mise sous séquestre des biens des congrégations. Entente politique avec l'Angleterre (Entente cordiale).
- 1905** Ministère Rouvier (janvier). Loi de séparation des Églises et de l'État (9 décembre). Mort de Jules Verne.
- 1906** Catastrophe des mines de Courrières. Expiration du septennat d'Émile Loubet; élection d'Armand Fallières à la présidence de la République (10 février). Ministère Sarrien (mars). Conférence d'Algésiras relative aux affaires du Maroc (janvier avril). Loi sur l'obligation d'accorder aux travailleurs le repos hebdomadaire. Ministère Clemenceau. Réhabilitation de Dreyfus.
- 1907** Refus par l'épiscopat français de constituer les associations culturelles prévues par la loi de séparation ; prise de possession, par l'État, des évêchés, presbytères, séminaires. Massacre de Français au Maroc et pillage de leurs biens. Intervention militaire (août), bombardement de Casablanca. Affaire des déserteurs de Casablanca machinée par l'Allemagne.
- 1908** Loi sur la dévolution des biens ecclésiastiques saisis en 1907 (ils seront attribués aux communes et aux institutions de bienfaisance). Visite aux souverains anglais du président Fallières (juin), puis à la cour de Suède et au tsar, à Revel; au cours de cette dernière entrevue, confirmation de l'alliance entre la Russie et la France. Premiers vols en aéroplane par Wilbur Wright au camp d'Auvours (8 août).
- 1909** Accord entre la France et l'Allemagne au sujet de leurs intérêts respectifs au Maroc (février). Béatification de Jeanne d'Arc (avril). Ministère Briand (juillet). Traversée de la Manche par Blériot (25 juillet).
- 1910** Continuation au Maroc de l'état d'anarchie et des manifestations xénophobes. Différents agitateurs cherchent à s'emparer du pouvoir. Ultimatum du gouvernement français à Mouley-Hafid (février). Graves inondations à Paris, qui entravent plusieurs semaines durant la vie économique. Loi sur les retraites ouvrières (avril). Provocation allemande d'Agadir. Naufrage du Général Chanzy.
- 1911** Ministères Monis (mars) et Caillaux (juillet). Nomination du général Joffre aux fonctions de chef d'état-major général de l'armée. Convention franco-allemande par laquelle la France cède une partie du Congo français à l'Allemagne en échange de sa liberté d'action au Maroc.
- 1912** Ministère Poincaré (janvier). Proclamation du protectorat français sur le Maroc, accepté par le sultan Mouley-Hafid (30 mars). Le général Lyautey nommé résident général de France au Maroc (28 avril). Année du naufrage du Titanic (14 avril).
- 1913** Fin du septennat d'Armand Fallières ; élection de Raymond Poincaré à la présidence de la République (17 janvier). Loi rétablissant le service militaire de trois ans (10 août).
- 1914** Ministère Viviani (juin). Visite du président Poincaré aux souverains russes à Saint-Petersbourg (juillet). La rentrée en France du président est hâtée en raison des bruits de guerre imminente. Assassinat de Jean Jaurès.



